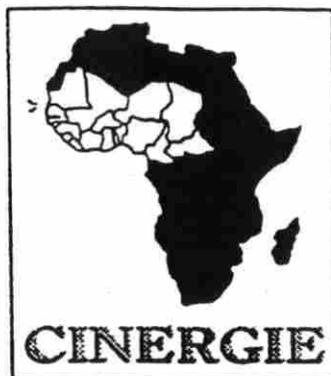


OCDE/OECD

*Organisation de Coopération
et de Développement Economiques*

*Organisation for Economic
Co-operation and Development*

1965



BAD/ADB

Banque Africaine de Développement

African Development Bank

**DESCRIPTION DU PEUPLEMENT
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
COMMENTAIRE DE LA BASE DE DONNEES**

SAH/D(93)415

diffusion générale

ETUDE DES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

*Cette étude a été financée par la Commission des Communautés Européennes
avec le concours de l'ACDI, la BAD, la Banque Mondiale,
la Coopération Française, la Coopération Néerlandaise et l'USAID*

1222

ETUDE DES PERSPECTIVES A LONG TERME EN AFRIQUE DE L'OUEST

Document de travail N° 13

**DESCRIPTION DU PEUPLEMENT DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
COMMENTAIRE DE LA BASE DE DONNEES**

Benoît KALASA

Décembre 1993

SAH/D(93)415

INTRODUCTION GENERALE

Les objectifs de l'étude.

L'étude sur les perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest a pour ambition de contribuer aux réflexions actuelles sur la coopération et l'intégration régionales en abordant cette question sur la longue durée -à l'échelle d'une génération- et sous l'angle des dynamiques du peuplement, c'est à dire au sens de la croissance et de la redistribution de la population dans l'espace régional.

Son ambition est également de fournir aux gouvernements africains et à leurs partenaires des agences de coopération des informations et des analyses sur les tendances lourdes, locales et mondiales qui ont marqué et marqueront encore à l'avenir les évolutions du peuplement, de l'organisation de l'espace, de l'économie et des sociétés en Afrique de l'Ouest; les germes des changements possibles et les facteurs de blocage seront mis en évidence grâce à différentes analyses des déterminants socio-politiques qui sous-tendent les évolutions économiques.

Au terme de ce travail, les auteurs espèrent qu'ils auront attiré l'attention des acteurs du développement en Afrique de l'Ouest sur la nécessité d'une vision régionale et spatialisée des politiques de développement et sur l'importance d'un certain nombre de questions abordées dans l'étude.

Pourquoi une étude régionale ?

On est en droit de s'interroger sur la pertinence de l'approche régionale dans une région où les expériences d'intégration et de coopération institutionnelles sont confrontées à de très importants blocages. De plus, l'espace ouest-africain, constitué de 19 pays¹ dont la population et le PIB varient de un à cent, pourrait sembler trop hétérogène pour constituer un cadre d'analyse satisfaisant. Cependant, l'étude montre clairement qu'il n'est pas possible d'éviter l'approche régionale notamment pour les raisons suivantes :

- l'espace ouest-africain est un espace de forte mobilité des populations et d'interdépendance des économies réelles, pour lesquelles les frontières politiques n'ont pas représenté une contrainte importante; à l'avenir, cette mobilité est appelée sans doute à se poursuivre, et l'interdépendance entre les économies nationales, favorisée par la redistribution des populations au sein de l'espace régional et par la division du travail qui en résulte, ira croissant;*
- cet espace régional, mosaïque d'intérêts divers, a été médiocrement utilisé du point de vue de l'efficacité économique par les politiques officielles et connaît une dépendance croissante vis à vis des marchés mondiaux, avec une faible valorisation du potentiel offert par les marchés régionaux;*
- enfin, une meilleure compréhension des dynamiques démographiques et économiques régionales et des mécanismes spatiaux du développement est nécessaire pour que les Etats s'engagent réellement dans la voie de la coopération régionale.*

Pourquoi une étude à long terme dans laquelle la géographie humaine est au coeur des réflexions ?

On peut se demander si les circonstances actuelles se prêtent à une réflexion approfondie sur les évolutions à long terme de l'Afrique de l'Ouest. Est-il légitime de s'intéresser au peuplement, à la répartition des populations dans l'espace, aux liens entre le peuplement, l'économie, la société alors que les pays africains sont dans une situation économique préoccupante et qu'ils sont pressés de toute part de remettre à court terme de l'ordre dans leurs économies et leurs institutions ? On donne une réponse positive à cette question pour les raisons qui sont exposées ci après.

¹ Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, RCA, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.

- Où vivront les quelque 400 millions d'habitants que comptera l'Afrique de l'Ouest d'ici une génération ?
- Quels seront les besoins exprimés par les diverses catégories de population ainsi réparties dans l'espace ? Comment et dans quelle mesure les besoins seront-ils satisfaits, sur la base de quels revenus, de quelles activités et de quels échanges ? Quelles seront les conditions des évolutions souhaitables ?
- Quelles stratégies faut-il envisager, quelles politiques mener, quels investissements faire pour gérer l'installation des populations ?
- Quelles variables clés permettront à l'Afrique de l'Ouest de tirer parti du dynamisme des populations, quels facteurs de blocage devront être levés ?

On attend finalement de cette étude que les pays de la région, prenant mieux conscience des enjeux du développement à long terme, instaurent un dialogue régional et définissent avec leurs partenaires de la communauté internationale un plan d'action articulé autour de quelques points essentiels :

- la mise en place d'une capacité africaine régionale et indépendante d'information et d'analyse économique, démographique et sociale, capable de conseiller efficacement les gouvernements de la région;
- la définition d'un cadre global d'orientation des investissements pour l'avenir qui tienne compte des perspectives d'évolution du peuplement régional;
- la meilleure prise en compte dans les stratégies de développement national du processus d'urbanisation et de restructuration de l'espace national par les réseaux urbains;
- la définition d'une stratégie de conquête des marchés régionaux.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
Définitions	6
1 LE PEUPEMENT REGIONAL	7
1.1 Les origines du peuplement	7
A. Un foyer de peuplement sahélien	7
B. Qui a progressivement conquis la forêt	8
C. La répartition ancienne des populations perdue sous la forme de môle de peuplement	9
1.2 Principales caractéristiques démographiques de la région	12
A. Des niveaux de fécondité élevés	12
B. Des niveaux de mortalité en baisse, mais des progrès qui restent relatifs	12
C. Inertie démographique et potentiel de croissance	13
1.3 Peuplement urbain et rural contemporains	16
A. La région est caractérisée par une urbanisation rapide	21
B. Cette urbanisation est relativement équilibrée	22
C. Evolution du peuplement rural sur la période 1960-1990	24
D. Un découpage de la région en fonction des types de peuplement	28
1.4 Les migrations	30
A. Les difficultés d'appréciation des flux migratoires	30
B. Bilan migratoire dans quelques pays de la région	31
2 FACTEURS DE CHANGEMENTS ET PERSPECTIVES.	39
2.1 Perspectives de peuplement avec ou sans SIDA	40
A. Des effets indéterminés sur la fécondité	41
B. Des effets directs sur la mortalité, mais des incertitudes sur les niveaux de prévalence	42
C. Implications sur les projections	43
2.2 Changements dans les comportements de reproduction	44
A. Qu'en est-il des facteurs directs ?	45
B. Et les autres facteurs socio-économiques ?	45
2.3 Quelles images de peuplement pour le futur ?	46

3 BASE DE DONNEES DEMOGRAPHIQUE	48
3.1 Présentation	48
A. Sources des données	48
B. Rappel méthodologique	52
3.2 Extraits de la base de données	53
Bénin	55
Burkina Faso	58
Cameroun	62
Cap-vert	65
Centre Afrique	68
Côte d'Ivoire	72
Gambie	75
Ghana	78
Guinée	81
Guinée Bissau	84
Liberia	87
Mali	90
Mauritanie	93
Niger	96
Nigeria	99
Sénégal	103
Sierra Leone	106
Tchad	109
Togo	112
Afrique de l'ouest	115

Annexe 1: L'inertie des phénomènes démographiques, exemple de la pyramide des ages des femmes au Mali: Situation 1985, hypothèse basse et hypothèse haute pour 2020.

Annexe 2: BIBLIOGRAPHIE

INTRODUCTION

Le présent document a pour objet de présenter et de commenter la base de données démographique constituée dans le cadre de l'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'ouest. Cet outil unique, dont nous proposons des extraits dans la troisième partie du rapport, a pour vocation d'être largement diffusé afin de permettre à différents publics d'intégrer plus facilement la dimension démographique dans les réflexions macro-économiques et sectorielles sur l'Afrique de l'ouest.

La base de donnée fera l'objet d'une publication ultérieure sous forme d'annuaire accompagné des cartes administratives des 19 pays. Elle est également disponible sur support informatique sur une base ad hoc, en attendant de faire l'objet d'une diffusion systématique à partir du deuxième semestre 1994.

DEFINITIONS

Le milieu urbain

D'une façon générale, la définition du milieu urbain, par opposition au milieu rural, ne va pas sans poser de problèmes méthodologiques. La diversité des définitions officielles ou statistiques de la population urbaine selon les pays reflète cette difficulté, à laquelle s'ajoute des problèmes institutionnels voire de changements de limites physiques des villes. Certains pays ne classent comme urbaines que les agglomérations d'une taille donnée (variable d'un pays à l'autre) tandis que dans d'autres pays, la définition du milieu urbain est strictement administrative. La population urbaine ne peut pas être considérée comme une donnée immédiate et fiable ressortant des recensements, son estimation exige des précautions, sous peine de fausser la situation et les comparaisons de pays à pays.

La présente étude contourne ces difficultés en s'intéressant globalement au phénomène de concentration du peuplement ou d'"agglomération", sans référence première aux caractéristiques urbaines ou rurales des points de concentration. Le peuplement urbain peut être alors défini conventionnellement comme la population de tous les centres d'une taille supérieure à un chiffre donné. L'étude a adopté le seuil de 5 000 habitants. Les populations urbaines des 19 pays de la région aux différentes dates de référence ont ainsi été extrapolées et interpolées par rapport aux résultats des recensements utilisés.

Nous parlerons de niveau d'urbanisation pour traduire la part de la population des centres urbains dans la population totale, tandis que le terme de taux ne s'appliquera qu'à la vitesse de changement de cet agrégat ou d'un autre, on parlera ainsi de taux de croissance urbaine.

Le peuplement

Le peuplement pourrait se définir comme une approche dynamique de la population ainsi que de sa répartition géographique. Les effectifs absolus de la population sont ventilés selon les milieux d'habitation, principalement rural-urbain et ce à travers le temps pour pouvoir comparer les accroissements différentiels par milieu. L'intérêt d'une pareille approche réside en ce qu'elle offre un outil de gestion de l'aménagement du territoire et de la prévision des infrastructures socio-économiques en fonction de grandes tendances de redistribution de la population.

La migration

La migration se définit comme un changement de résidence plus ou moins long. Les critères temps et distance sont capitaux dans l'occurrence de la migration, on peut retenir en ce qui concerne le temps la dichotomie migration temporaire et migration définitive ; quant à la distance elle fait appel au découpage géographique ou aux zones de résidence. Ainsi, distingue-t-on la migration interne (rurale-rurale, rurale-urbaine, urbaine-urbaine ou urbaine-rurale) de la migration internationale (intra-régionale ou hors continent). Plusieurs autres critères peuvent définir la migration ainsi en est-il des motifs de déplacements, mais il n'est pas dans notre intention de rentrer dans le détail de la théorie des migrations.

1. LE PEUPEMENT REGIONAL.

Les connaissances sur le peuplement de l'Afrique de l'ouest - la population et sa distribution géographique - sont limitées. On le verra, même les résultats des recensements récents sont sujets à caution. Il en est de même, *a fortiori*, pour les périodes anciennes. Cependant, cette variable peuplement est moins mal connue que les autres variables macro-économiques et socio-économiques, de sorte que cette variable constitue malgré tout un bon point d'entrée de l'analyse rétrospective.

1.1 Les origines du peuplement : les empires précoloniaux et leur héritage

A. Un foyer de peuplement sahélien...

Un certain nombre de sites ponctuels attestent l'occupation par l'homme en Afrique de l'ouest aux temps préhistoriques (âge du fer). Mais jusqu'au VIII^{ème} siècle de notre ère, on ne dispose guère de données sur le peuplement de la région. Ethnologues et historiens s'accordent pour considérer comme autochtones ou "premiers occupants" des groupes humains actuellement installés dans des zones difficiles d'accès ou peu favorables, le long des côtes basses (Kissi), dans des massifs montagneux ou dans la forêt dense équatoriale (Gagou, Babinga), dont la présence est confirmée dès la fin du II^{ème} millénaire avant notre ère.

Il est aussi généralement admis que le foyer originel du *peuplement soudanais*, à partir duquel aurait été progressivement occupée la quasi totalité de l'Afrique de l'ouest (et peut-être de l'Afrique centrale et du sud), se situait dans la bande sahélienne, entre l'actuel Sénégal et le lac Tchad, et qu'il constituait le gros des populations noires, en recul devant le dessèchement du Sahara depuis l'époque néolithique (-2500). Les Toucouleurs à l'ouest, repoussés par des berbères, et les Kanouris à l'est, en représenteraient la permanence.

L'histoire, largement orale, jusqu'à la pénétration de l'Islam (XI^{ème} siècle) et les rares relations écrites ultérieures nous livrent davantage d'indications sur les faits et gestes de chefs de guerre ou de chefs religieux et quelques relations commerciales à longue distance, que des données sur les mouvements de population.

De vastes migrations de groupes entiers, à l'intérieur de la zone sahélienne et en direction de la forêt, se sont poursuivies jusqu'à une date récente (en gros le milieu du XIX^{ème} siècle). Elles ont été stoppées pour l'essentiel avec l'imposition des systèmes coloniaux.

Avant la conquête de l'Afrique du nord par les Arabes et la diffusion de l'Islam, c'est-à-dire avant le VII^{ème} siècle, les Berbères nomades et éleveurs du nord du Sahara contrôlaient le commerce à travers le désert et imposèrent leur domination en même temps qu'une organisation territoriale à des groupes mandingues. Ceux-ci s'en libérèrent et les cantonnèrent dans le Tekkour et au Fouta Toro (Sénégal) où un métissage a pu donner naissance au groupe Peuhl (ou Foulani).

L'introduction du chameau et l'adoption de l'Islam - à la fois religion et organisation sociale apportées par les conquérants arabes - par les tribus berbères (Touareg) donnèrent à celles-ci les moyens d'une nouvelle maîtrise du commerce saharien et d'imposer leur domination au sud du Sahara, où elles fédérèrent des "états tributaires", dans la région du haut Sénégal et du haut Niger d'où sortit le royaume (ou empire) du Ghana (X^{ème} siècle).

On peut schématiser la période qui s'étend de l'adoption de l'Islam par l'empire du Ghana à l'arrivée des Européens sur les côtes comme une longue période de luttes d'influence et de conquêtes dans lesquelles les divers groupes soudanais se relayent, chaque empire atteignant un apogée avant de se fragmenter et de laisser la place à un autre groupe dominant : des Mandingues de l'empire du Mali aux Songhaïs de l'empire de Gao, puis aux Peuhls de Sokoto et Gandu, tantôt s'étendant vers le nord, par l'ouest ou par le centre, pour contrôler les routes variables du commerce saharien, tantôt vers le sud - dans le haut Niger ou jusqu'en pays Yoruba -, pour contrôler les sources de l'or ou de la kola, ou encore la source des esclaves.

Des peuples soudanais, déjà solidement installés et organisés plus au sud, dans la bande sahélienne favorable à l'agriculture, royaumes Mossi (Yatenga et Gourma, Dagomba) et états Haoussa, résistent durablement à ces conquêtes de semi-nomades. Les Etats Haoussa organisés dès le XI^{ème} siècle, sous des influences méditerranéennes et arabes venant du nord et de l'est (Libye par l'Adrar et Haut-Nil par le Kanem) finissent par accepter l'Islam et la domination Peuhl (Sultanat de Sokoto). Les royaumes Mossi échappent à cette domination et conservent les religions traditionnelles jusqu'à l'arrivée des Européens.

A l'est, autour du lac Tchad, l'islam a également apporté avec lui l'organisation territoriale, par des migrants du nord et de l'est du Sahara (Libye et Nubie). Les royaumes du Kanem du Darfour et du Bornou connaissent également des périodes d'extension et de récession, relativement autonomes par rapport aux empires de l'ouest, sauf à la petite période où le sultan de Sokoto établit son autorité sur les groupes du Kanem (XVIII^{ème} siècle).

B. ... qui a progressivement conquis la forêt.

Le domaine de la forêt s'étend de la Sierra Leone au Cameroun, avec une profondeur très variable par rapport à la côte atlantique : plus de 300 km à l'ouest de la Côte d'Ivoire et au sud Cameroun, alors qu'elle disparaît complètement entre l'embouchure de la Volta et la frontière du Nigéria.

Dans cette zone forestière, au sud du 6^{ème} parallèle, l'immigration des peuples soudanais est également ancienne mais, en raison sans doute des difficultés de communication et du changement notable d'environnement, moins développée. L'axe principal de cette immigration fut la transversale nigériane, du nord vers le sud, avec les concentrations Yoruba¹ à l'ouest du fleuve Niger, et Ibo à l'est de celui-ci, qui trouvèrent sur place des installations plus anciennes. Un axe secondaire, handicapé par le relief, va du haut fleuve Sénégal à la côte de Sierra Leone et du Libéria.

Il semble que l'essentiel du peuplement côtier, du fond du Golfe de Guinée jusqu'au centre de la Côte d'Ivoire actuelle ait été tributaire de la concentration Yoruba, même s'il y eut des axes secondaires nord-sud (Dagomba-Ashanti). Le Royaume d'Abomey, la Confédération Ashanti et les royaumes Akan ou Baoulé tiennent davantage des Cités Yoruba et s'opposent à des sociétés très segmentaires, comme les Ibo à l'est ou les Krou à l'ouest.

¹ Certains auteurs relient plutôt le peuplement Yoruba à des migrations en provenance de l'est (Soudan)

La progression des Soudanais le long de la côte atlantique à partir de l'actuel Sénégal fut plus limitée et le peuplement forestier entre la Gambie et le sud de la Guinée est resté, jusqu'à nos jours, modeste et peu organisé.

Les Peuhls jouent un rôle majeur dans les vastes transferts et organisations politiques et religieuses, du Sénégal au plateau de l'Adamaoua (Cameroun) et de la limite du désert jusqu'en pays Yoruba : groupe minoritaire, un temps rassemblé au Fouta Djallon, mais partout présent dans les zones de pâturages, partie éleveurs nomades et partie sédentarisés et agriculteurs habiles, traditionnellement liés avec les confins nord du Sahara, guerriers et propagateurs de la foi islamique, ils interviennent sur de nombreux plans pour diffuser dans le peuplement soudanais les fondements de l'organisation étatique élargie.

C. La répartition ancienne des populations perdure sous la forme de môtles de peuplement dense

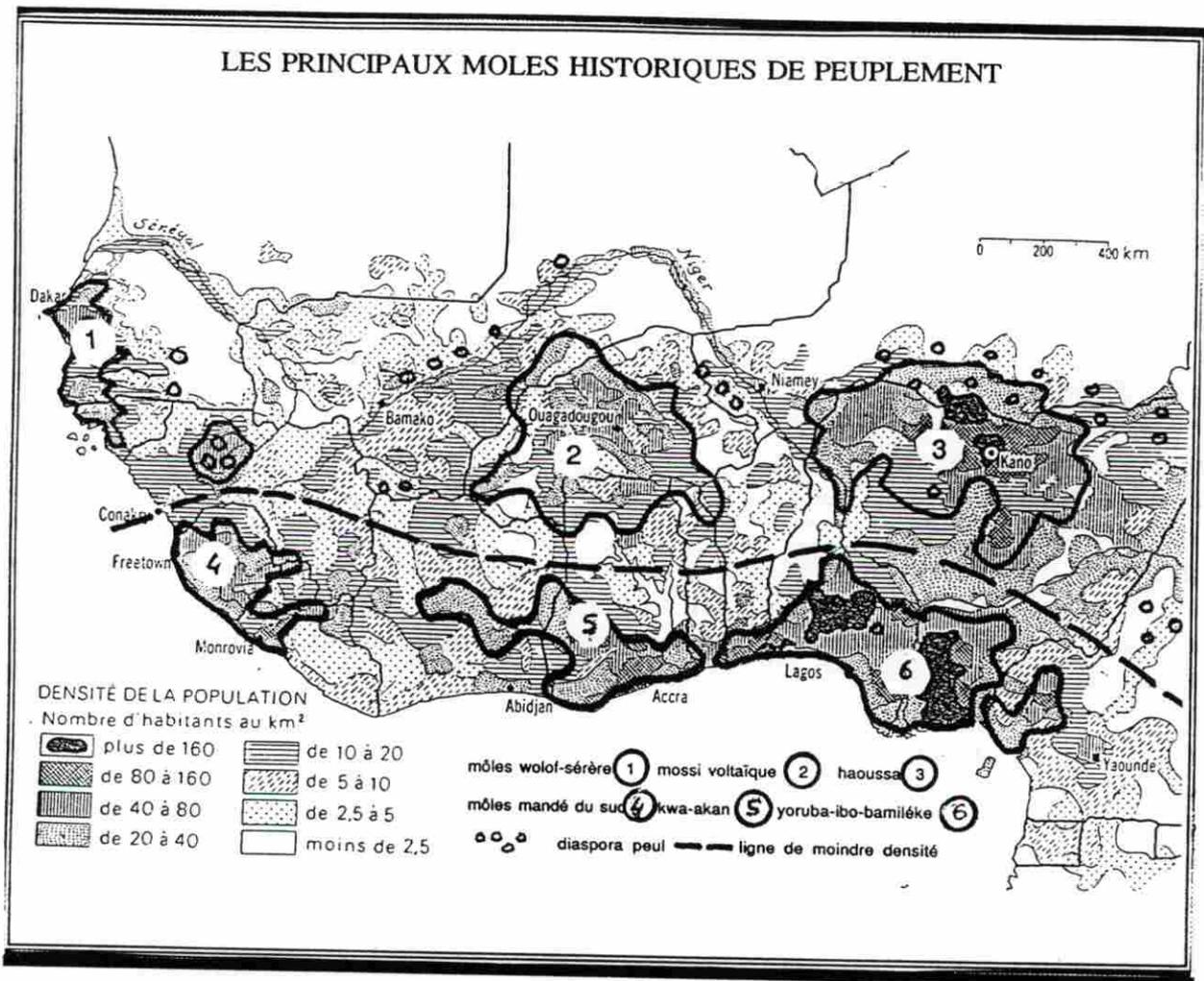
De cette longue histoire du peuplement de l'Afrique de l'ouest, somme toute comparable à celle d'autres continents, résultait, à la veille de la conquête coloniale, l'existence de trois môtles² principaux de population, à base essentiellement agricole (voir encadré). On rappelle ici leur peuplement actuel :

. le môle Mossi, qui regroupe aujourd'hui 15 millions d'individus répartis entre le Burkina Faso, le sud-est du Mali, le nord de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo, avec des densités de 20 à 100 hab./km² ; modérément peuplé au début du siècle (5 à 20 hab./km²), il est aujourd'hui plutôt surpeuplé par rapport aux ressources ;

. le môle Haoussa, qui rassemble 40 millions de personnes entre le Nigéria et le Niger, avec des densités de 50 à 400 hab./km² (autour de Kano). C'est un môle de peuplement déjà dense au début du siècle (12 à 100 hab./km²) dont les limites n'ont sans doute pas beaucoup varié. Il faut le distinguer du peuplement Kanouri qui le prolonge vers l'Est jusqu'à la frontière du Cameroun ;

. enfin, l'ensemble Yoruba-Ibo (et leurs voisins Ibibio), au sud Nigéria, auquel on peut associer les populations côtières du Bénin et du Sud Togo - soit 60 millions de personnes, avec des densités de 100 à plus de 1000 hab./km² (Oweri, Annang), séparé du môle Haoussa vers le Nord par des espaces modérément peuplés aujourd'hui et vraisemblablement peu peuplés au début du siècle (Bénu et Minna).

² On entend ici par môle un espace géographique de forte concentration humaine ; le môle se distingue du pôle par le fait qu'il n'est pas organisé autour d'un centre clairement identifiable.



A côté de ces trois môles principaux apparaissent des môles de moindre dimension :

- . l'ensemble Kwa (Ashanti, Akan et Baoulé), entre le sud Togo, le sud du Ghana et le sud-est de la Côte d'Ivoire - 10 millions d'habitants, avec des densités de 20 à 200 hab./km² ;
- . les môles Mandé-Peuhl du Fouta Djalon et Mandé de Sierra Leone - respectivement 5 et 3 millions d'habitants, avec des densités comprises entre 20 et 100 hab./km²
- . le môle Wolof-Sérère du Cap Vert - 4 millions d'habitants, avec une densité de l'ordre de 20 à 50 hab./km²
- . le môle Bamiléké-Bamoun, au Cameroun (dit semi-bantou) - 3,5 millions, avec des densités de 20 à 200 hab./km².

A l'orée du XX^{ème} siècle, la population de la région ne dépassait probablement pas 30 millions de personnes. Elle en comptait déjà plus de 80 à la veille des indépendances. En fait, la croissance est restée modérée jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale (1940) puis s'est accélérée, sous le coup d'une réduction rapide de la mortalité.

D'une façon générale, l'évolution du peuplement s'est caractérisée par un mouvement d'élargissement des mîles de peuplement antérieurs sous la pression de la croissance démographique ainsi que, dans certains pays seulement, l'amorce d'un comblement des espaces antérieurement peu ou pas peuplés : c'est par exemple le cas de la bande intermédiaire au Nigéria, du Ghana et du sud-est ivoirien.

Le développement des cultures de rente et notamment des plantations a joué un rôle important dans ces processus. Les zones forestières ont généralement connu une croissance plus rapide que les savanes du nord. Le développement des migrations vers les plantations a entraîné un développement des migrations individuelles, alors qu'auparavant les migrations de peuplement étaient plutôt le fait de groupes entiers.

L'urbanisation, enfin, fortement liée aux relations avec les pays colonisateurs et plus généralement avec les pays développés, s'est portée majoritairement sur les capitales politiques et économiques des Etats, mais également sur des centres secondaires ; elle a contribué à l'édification d'un réseau de villes sur l'ensemble de la région, au fur et à mesure que l'économie monétaire et les demandes d'équipement social pénétraient les territoires.

A la fin de la période coloniale, le peuplement de la région était encore très marqué par la présence de mîles de peuplement dense ou très dense, plus ou moins anciens, jouxtant des aires importantes de sous-peuplement, en partie dû aux contraintes écologiques (nord-est de la Côte d'Ivoire, plateau de l'Adamaoua au Cameroun), et à la présence de maladies endémiques (onchocercose, malaria ou trypanosomiase du bétail), mais aussi au fait que ces territoires étaient encore à peu près dépourvus de toute infrastructure.

1.2 Principales caractéristiques démographiques de la Région.

A. Des niveaux de fécondité élevés.

La fécondité constitue une des facettes de la dynamique démographique de l'Afrique subsaharienne. Le principal indicateur utilisé est le nombre moyen d'enfants par femme qui se situe autour de 6³. Mais, l'appréhension de cet indicateur ne devient complète qu'en combinaison avec la baisse de la mortalité infantile. D'où une croissance naturelle en progression au cours de quarante dernières années.

C'est là un phénomène très récent résultant des efforts dans les soins de la stérilité primaire et secondaire, des maladies vénériennes et des soins maternels et infantiles. En dépit de l'opinion générale, il existerait une certaine hétérogénéité en matière de fécondité en Afrique, et ce serait une erreur de croire en l'existence d'un régime unique. Trois grands éléments déterminent le niveau de fécondité d'une population. Il s'agit du calendrier de fécondité, soit de l'âge au premier mariage, du schéma d'espacement des naissances et du schéma d'arrêt de la fécondité. Les évolutions des trente dernières années ont montré que peu de modifications sensibles seraient intervenues au niveau des principaux déterminants de la fécondité.

Au contraire, il a été constaté que le modernisme a élevé les niveaux de fécondité par l'érosion des modes d'espacement de naissance traditionnels tels l'allaitement maternel, les tabous sexuels post partum... Par ailleurs, si une légère élévation de l'âge au mariage des filles se produit dans les villes suite à la scolarisation prolongée de celles-ci, il demeure inchangé dans l'ensemble du milieu rural. Quant à l'adoption des moyens de contrôle de la fécondité ainsi que de son arrêt, la diffusion des moyens contraceptifs reste très limitée et orientée plutôt vers le planning familial qui vise plus le mieux-être de la mère et de l'enfant plutôt qu'une maîtrise effective des effectifs de la population. Seuls de profonds changements sociaux pourront conduire à une sensible évolution de comportements de fécondité.

Les valorisations positives de la famille nombreuse persistent et risquent de perdurer encore en dépit de la crise, faute de système institutionnel protecteur et de sources de revenus sûrs et accessibles à la majorité.

B. Des niveaux de mortalité en baisse, mais des progrès qui restent relatifs...

La mort a été le principal frein à la croissance de la population africaine. C'est avec les progrès sanitaires que l'on situe le premier boom démographique. En effet, la mortalité infantile marque une baisse continue depuis près d'un demi-siècle et les grandes endémies sont vaincues un peu partout. La mortalité générale diminue, d'où un gain moyen d'espérance de vie à la naissance de plus ou moins dix ans entre 1955 et 1985 dans la plupart des pays africains. (voir Tableau N° 1)

³ Avec un maximum de 7,1 enfants par femme au Burkina et Niger, et un minimum de 5,1 au Cap-Vert.

Certains observateurs estiment cependant que ces progrès accusent un certain retard sur d'autres parties du monde. Il est vrai que dans d'autres régions en développement et sur une même période le gain en années s'est fait plus rapidement. Une des explications se trouverait dans la forme particulière d'évolution de la loi de mortalité qui suivrait une loi logistique, ce qui laisse penser que l'Afrique enregistrerait des évolutions lentes dans la première phase où elle se trouve et qu'elle amorce maintenant le point de turn-over. On s'attend donc désormais à des évolutions positives plus rapides.

Toutefois, les évolutions des schémas de mortalité sont extrêmement sensibles aux conditions socio-économiques, environnementales et culturelles. Comme pour la fécondité, il n'y a pas un schéma unique de mortalité en Afrique de l'Ouest. Une mortalité différentielle existe, ce qu'il y a de commun c'est le niveau général et les grandes tendances.

C. Inertie démographique et potentiel de croissance.

La dynamique de la population est fonction de trois phénomènes principaux : la natalité, la mortalité et les migrations. Sauf dans des cas rares, l'effet des dernières reste marginales. Dans des sociétés post-transitionnelles (le cas des sociétés occidentales), qui maîtrisent leurs niveaux de mortalité, la dynamique ne peut venir que de la modification brusque de la natalité ou de l'arrivée massive des individus par la migration.

En revanche, dans les pays en développement où le processus transitionnel est en cours⁴, la caractéristique principale est une relative stabilité de la fécondité à des niveaux élevés tandis que la mortalité est en baisse continue, ce qui se traduit par des taux de croissance naturelle élevés.

Cette transition démographique se matérialise par une pyramide des âges à base très large, et c'est dans celle-ci que se trouve toute l'inertie démographique des pays de l'Afrique au Sud du Sahara. " Découlant de sa forte fécondité présente et passée, la jeunesse de la population lui confère à son tour un potentiel d'accroissement élevé dans le futur".⁵

Les projections classiques partent d'une structure par âge de la population à un moment donné. On fait appliquer à cette structure par âge, précisément aux groupes d'âges quinquennaux féminins de 15 à 49 ans un schéma donné de fécondité qui donne chaque année un flux de naissances qui évoluera selon le niveau de mortalité de la table type de mortalité choisie.

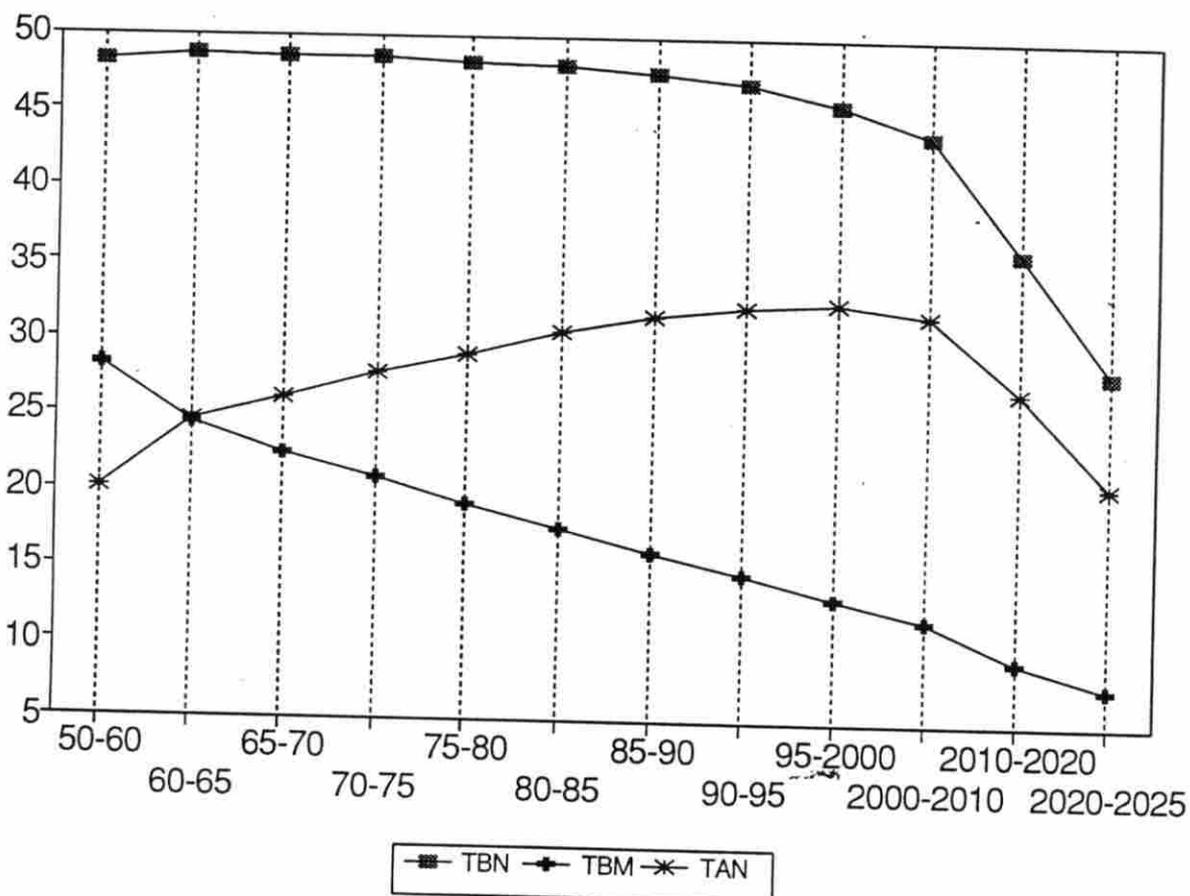
Des hypothèses de variation de la fécondité et de la mortalité sont faites sur la période des perspectives. En général, il est conseillé de présenter deux scénarios : un constant et un autre de transition. Il est intéressant de voir les disparités qui se produisent entre les deux hypothèses au niveau d'une part des volumes de la population et au niveau de grands groupes d'âges.

⁴ Il existe une polémique sur l'universalité de la Transition démographique, nous ne nous attarderons pas là-dessus. Toutefois, l'on s'accorde à penser que ce processus pourrait se reproduire dans d'autres lieux avec quelques variantes.

⁵ Philippe FARGUES : La Transition démographique africaine : Bilan depuis 1950 et Perspectives. 1988

Figure n°1

**Evolution des Taux Bruts de Natalité,
des Taux Bruts de Mortalité
et des Taux d'Accroissement Naturel en ASS**
Selon hypothèse moyenne Nations Unies



Le constat le plus important est que dans les 40 premières années de la projection, les écarts entre les différentes hypothèses sont faibles⁶. Pendant cette période, la croissance de la est déterminée par la vitesse acquise par le passé que par le mouvement. Cela est dû à un effet conjugué de la mortalité et de la structure par âge qui sur-compense provisoirement le déclin de la fécondité. Le groupe des femmes de 15-49 ans augmente légèrement suite à la baisse de la

⁶Voire l'exemple de la pyramide des âges des femmes au Mali (Annexe 1)

mortalité tandis que celui des enfants de 6-12 ans diminue suite au déclin de la fécondité. Compte tenu de l'inertie propre à la structure par âge de départ, les effectifs de la population varieront peu d'une hypothèse à l'autre. **Notre estimation de la population régionale en 2020 à près de 430 millions de personnes (cf tableau p 115) est en grande partie basée sur ce phénomène d'inertie.** Il faudra s'attendre encore à une élévation des taux de croissance de la population en Afrique de l'Ouest. La cause principale étant le décalage entre la mortalité et la natalité, décalage appelé à durer compte tenu de l'absence de modifications significatives des comportements de fécondité (Figure 1 ci-dessus).

Tableau n°1

Espérance de vie à la naissance d'après les estimations des Nations-Unies.

PAYS	ESPERANCE DE VIE A LA NAISSANCE		GAIN EN ANNEES
	1950-1955	1980-1985	
BENIN	32.5	44.0	11.5
BURKINA FASO	32.5	45.2	13.3
CAMEROUN	35.9	50.9	15.0
CAP-VERT	42.6	59.0	16.4
CENTRAFRIQUE	34.0	43.0	9.0
COTE D'IVOIRE	36.0	50.5	11.5
GAMBIE	30.6	35.0	4.4
GHANA	42.0	52.0	10.0
GUINEE	30.7	40.2	9.5
GUINEE BISSAU	33.5	43.0	9.5
LIBERIA	37.5	49.0	11.5
MALI	32.5	42.0	9.5
MAURITANIE	33.5	44.0	10.5
NIGER	33.0	42.5	9.5
NIGERIA	36.5	46.5	10.0
SENEGAL	34.7	43.3	9.6
SIERRA LEONE	29.0	34.0	5.0
TCHAD	32.5	43.0	10.5
TOGO	36.0	50.5	14.5

Sources : Mortalité et Société en Afrique, 1989

1.3 Peuplement urbain et rural contemporains.

Les données collectées sur la période 1960-1990 sont résumées dans les tableaux 2 à 5 présentés dans les pages suivantes.

Ces tableaux mettent plusieurs phénomènes en évidence :

- **une croissance démographique rapide.** Entre 1960 et 1990, la population totale de la région a plus que doublé, de 87 millions d'habitants en 1960 à 194 millions d'habitants en 1990. Le taux moyen d'accroissement, est resté relativement stable sur la période et est estimé à 2,71 %.
- une tendance, à partir d'un peuplement initial plutôt concentré dans les zones sahéliennes, à **une densification du peuplement de certaines zones côtières à partir d'un petit nombre de pôles de création récente.** Toutefois, la population totale des îles de peuplement dense du Sahel a continué à croître, entraînant d'ores et déjà des phénomènes locaux de surpeuplement par rapport aux ressources;
- **un fort mouvement d'urbanisation** ; ce phénomène, très général dans la région, est particulièrement marqué dans les pays d'immigration. En dehors du Nigéria, pour lequel les données disponibles sont très incertaines, la population urbaine totale de la région a quintuplé, et le taux d'urbanisation a plus que doublé, de 14 % en 1960 à 40 % en 1990.
- **une densification progressive du peuplement rural.** En dépit de cette urbanisation rapide, la population rurale a continué à croître dans la quasi totalité des pays, et sa distribution spatiale s'est profondément modifiée;
- **des migrations internationales importantes.** Dans le laps de temps d'une génération, environ 12 % de la population régionale (hors Nigeria) ne réside plus dans son pays d'origine. Certains pays côtiers qui avaient été antérieurement le siège d'une forte immigration, comme le Nigéria, la Guinée et surtout le Ghana, se sont progressivement fermés. La fonction de pôle d'accueil régional a surtout été reprise principalement par la Côte d'Ivoire.
- **des migrations internes également importantes.** On estime que, sur ce même laps de temps, plus du tiers de la population totale ne réside pas aujourd'hui dans son district ou sa commune d'origine;

Tableau n°2

POPULATIONS URBAINE, RURALE, AGRICOLE ET TOTALE

PAYS 1960	POPULATION en milliers				N U *	TAUX DE CROISSANCE 1960-90		
	U	R	PP	P		U	R	P
BENIN	212	826	1710	2038	10	7,17	1,44	2,67
CAMEROUN	779	3699	3775	4479	17	6,21	2,02	3,19
CAP-VERT	35	165	152	200	17	3,98	0,81	1,61
COTE D'IVOIRE	533	2650	2601	3183	17	8,14	2,68	4,36
GAMBIA	37	242	221	278	13	7,07	3,02	3,89
GHANA	1557	5215	5465	6772	23	3,64	2,16	2,56
GUINEE	457	2737	2662	3194	14	4,03	1,08	1,68
GUINEE BISSAU	43	481	437	524	8	6,08	1,31	2,05
LIBERIA	109	932	860	1041	11	5,70	2,70	3,16
NIGERIA	5870	33973	32993	39843	15	7,06	1,16	2,88
SENEGAL	847	2005	2000	2852	30	4,43	2,47	3,18
SIERRA LEONE	241	1823	1727	2064	12	5,19	1,18	1,95
TOGO	259	1210	1201	1469	18	4,61	2,38	2,89
BURKINA FASO	526	4793	4552	5319	10	4,64	1,09	1,65
CENTRE AFRIQUE	257	992	1006	1249	21	4,71	1,20	2,26
MALI	270	4594	4259	4863	6	6,65	1,07	1,75
MAURITANIE	97	903	857	1000	10	7,36	0,80	2,27
NIGER	200	3575	3338	3774	5	6,23	1,99	2,40
TCHAD	171	2868	2649	3039	6	7,24	1,17	1,97
AFRIQUE DE L'OUEST	12499	74683	72465	87182	14	6,31	1,48	2,71
AFRIQUE DE L'OUEST (sauf Nigeria)	6629	40710	39473	47339	14	5,48	1,73	2,56

* NU = Niveau d'urbanisation

Tableau n°3

POPULATIONS URBAINE, RURALE, AGRICOLE ET TOTALE

PAYS 1970	POPULATION en milliers				N U *	TAUX DE CROISSANCE 1960-70		
	U	R	PP	P		U	R	P
BENIN	446	2206	2140	2652	17	7,73	1,91	2,67
CAMEROUN	1363	4930	5055	6293	22	5,75	2,91	3,46
CAP-ERT	50	222	205	272	18	3,72	3,00	3,13
COTE D'IVOIRE	1485	3791	3985	5276	28	10,79	3,65	5,18
GAMBIA	82	353	330	435	19	8,36	3,87	4,57
GHANA	2476	6157	6660	8633	29	4,75	1,67	2,46
GUINEE	666	3108	3043	3774	18	3,84	1,28	1,68
GUINEE BISSAU	79	563	519	642	12	6,34	1,58	2,05
LIBERIA	187	1218	1152	1405	13	5,50	2,72	3,04
NIGERIA	13210	39738	38752	52948	25	8,45	1,58	2,88
SENEGAL	1387	2690	2762	4077	34	5,06	2,98	3,64
SIERRA LEONE	428	2077	2011	2505	17	5,91	1,31	1,95
TOGO	401	1553	1549	1954	21	4,45	2,53	2,89
BURKINA FASO	832	5281	5131	6112	14	4,70	0,97	1,40
CENTRE AFRIQUE	455	1139	1207	1594	29	5,90	1,39	2,47
MALI	624	5076	4836	5701	11	8,76	1,00	1,60
MAURITANIE	222	1018	1006	1240	18	8,61	1,20	2,17
NIGER	343	4304	4039	4647	7	5,56	1,87	2,10
TCHAD	404	3289	3118	3693	11	8,99	1,38	1,97
AFRIQUE DE L'OUEST	25142	88711	87498	113852	22	7,24	1,74	2,70
AFRIQUE OUEST (sauf Nigeria)	11932	48972	48745	60904	20	6,05	1,87	2,55

* NU = Niveau d'urbanisation

Tableau n°4

POPULATIONS URBAINE, RURALE, AGRICOLE ET TOTALE

PAYS 1980	POPULATION en milliers				N U *	TAUX DE CROISSANCE 1970-80		
	U	R	PP	P		U	R	P
BENIN	944	2508	2589	3451	27	7,79	1,29	2,67
CAMEROUN	2538	6101	6334	8639	29	6,41	2,15	3,22
CAP VERT	74	222	207	296	25	3,98	0,01	0,86
COTE D'IVOIRE	3305	4764	5472	8069	41	8,33	2,31	4,34
GAMBIA	167	459	447	627	27	7,40	2,66	3,72
GHANA	3373	7803	8489	11176	30	3,14	2,40	2,62
GUINEE	1093	3367	3311	4460	25	5,07	0,80	1,68
GUINEE BISSAU	146	641	605	787	19	6,26	1,31	2,05
LIBERIA	337	1577	1523	1913	18	6,05	2,61	3,14
NIGERIA	29744	40627	41736	70370	42	8,45	0,22	2,89
SENEGAL	2148	3453	3607	5601	38	4,47	2,53	3,23
SIERRA LEONE	721	2318	2290	3040	24	5,36	1,11	1,95
TOGO	631	1967	1969	2598	24	4,64	2,39	2,89
BURKINA FASO	1341	5845	5876	7187	19	5,28	1,10	1,76
CENTRE AFRIQUE	756	1240	1403	1996	38	5,20	0,86	2,28
MALI	1284	5475	5437	6759	19	7,48	0,76	1,72
MAURITANIE	499	1050	1112	1549	32	8,45	0,31	2,25
NIGER	708	5116	4860	5824	12	7,51	1,74	2,28
TCHAD	851	3637	3545	4488	19	7,73	1,01	1,97
AFRIQUE DE L'OUEST	50660	98169	100813	148830	34	7,26	1,02	2,72
AFRIQUE OUEST	20917	57543	59077	78459	27	5,77	1,64	2,57

NU = Niveau d'urbanisation

Tableau n°5

POPULATIONS URBAINE, RURALE, AGRICOLE ET TOTALE

PAYS 1990	POPULATION en milliers				NU *	TAUX DE CROISSANCE 1980-90		
	U	R	PP	P		U	R	P
BENIN	1690	2801	2934	4491	38	6,00	1,11	2,67
CAMEROUN	4751	6733	7237	11484	41	6,47	0,99	2,89
CAP VERT	113	210	200	323	35	4,25	-0,5	0,86
COTE D'IVOI	577	5866	7049	11443	49	5,37	2,10	3,55
GAMBIA	285	589	591	874	33	5,46	2,52	3,38
GHANA	4552	9915	107344	14466	31	3,04	2,42	2,61
GUINEE	1496	3774	3718	5270	28	3,19	1,15	1,68
GUINEE BISSAU	252	712	689	964	26	5,63	1,05 5	2,05
LIBERIA	577	2071	2021	2648	22	5,54	2,77	3,31
NIGERIA	45487	480300	498166	93517	49	4,34	1,69	2,88
SENEGAL	3112	4175	4399	7286	43	3,78	1,92	2,67
SIERRA LEON	1100	2588	2576	3688	30	4,31	1,11	1,95
TOGO	1001	2453	2442	3454	29	4,72	2,23	2,89
BURKINA-FAS	2051	6630	6850	8681	24	4,34	1,27	1,91
CENTRE- AFRIQUE	1022	1420	1635	2442	42	3,06	1,36 6	2,04
MALI	1858	6326	6293	8184	23	3,76	1,45	1,93
MAURITANIE	818	1146	1269	1964	42	5,05	0,88	2,40
NIGER	1224	6454	6196	7678	16	5,62	2,35	2,80
TCHAD	1393	4061	3999	5454	26	5,05	1,11	1,97
AFRIQUE DE	78358	115954	120649	194311	40	4,46	1,68	2,70
AFRIQUE OUEST (sauf Nigeria)	32871	67924	70833	100795	33	4,62	1,67	2,54

* NU = Niveau d'urbanisation

A. *la région est caractérisée par une urbanisation rapide.*

Jusqu'au début du 2^{ème} siècle, en dehors des villes Yoruba, des centres politiques des royaumes sahéliens et de quelques rares comptoirs côtiers, la région était à peu près complètement dépourvue de villes de quelque importance. En 1930, la région ne comptait encore que 10 villes de plus de 50 000 habitants, toutes situées au Nigéria, sauf Dakar et Accra, et moins d'une cinquantaine de centres urbains de plus de 50 000 habitants. La population urbaine totale était alors de 1,9 millions d'habitants, soit un niveau d'urbanisation de 4 %, parmi les plus faibles du monde en développement. Seul, le Sénégal avait un niveau d'urbanisation atteignant 12 %. Sauf exception localisée, la région était donc jusqu'à cette date, somme toute récente, un véritable **désert urbain**.

Le processus d'urbanisation a démarré avec vigueur dès la fin de la deuxième guerre mondiale. En 1960, le nombre de centres urbains s'élevait déjà à 600, et la population urbaine totale à près de 13 millions d'habitants, soit un niveau moyen d'urbanisation de 14 %, variant de 5 % au Niger à 30 % au Sénégal, pays de loin le plus urbanisé. Sur la période 1945-1960, le taux moyen de croissance de l'agrégat population urbaine a dépassé 8 % par an à l'échelle de l'ensemble de la région. La vitesse du processus d'urbanisation a donc été tout à fait exceptionnelle, sans égal dans aucune région du monde ni à aucune autre époque.

Ce processus d'urbanisation, largement enclenché avant les indépendances, s'est poursuivi à un rythme presque aussi soutenu jusqu'en 1980. A cette date, la région comptait quelque 2 300 centres urbains et une population urbaine de 50 millions d'habitants, dont 21 millions hors Nigéria, soit un taux moyen d'urbanisation de 34 %, et 27 % hors Nigéria. Les taux de croissance de la population des villes les plus dynamiques ont, sur ces deux décennies, fréquemment atteint ou dépassé 10 %, soit un doublement tous les 7 ans ! Ces taux de croissance sont de l'ordre du triple de ceux atteints par les villes européennes au plus fort de la révolution industrielle du 19^{ème} siècle.

En dépit de l'insuffisance des données, on constate en général un net ralentissement de la croissance urbaine depuis le début de la décennie 1980. A la baisse tendancielle, liée à la réduction de la taille relative du réservoir de population rurale, s'ajoutent les effets de la crise économique actuelle.

En 1990, la région compte quelque 3 000 centres urbains de plus de 5 000 habitants, dont 1 000 hors Nigéria, et 78 millions d'urbains, dont 33 millions hors Nigéria. Le niveau moyen d'urbanisation atteignait ainsi 40 %, et 33 % hors Nigéria. Il faut toutefois souligner que, sur les quelque 3 000 agglomérations dont la taille dépasse probablement 5 000 habitants, seuls quelque 1 100 ont pu être identifiés avec précision, les autres (pour une large part au Nigéria) ayant été obtenus par extrapolation des courbes de distribution urbaine par taille. L'incertitude sur l'état actuel de l'urbanisation est particulièrement forte dans le cas du Nigéria.⁶

⁶ On remarquera des changements des chiffres par rapport au Rapport de première boucle, ils sont directement dus à une nouvelle estimation et répartition de la population urbaine du Nigéria au sein des 544 Local Governments.

En dépit de ces incertitudes, l'image classique d'une Afrique essentiellement rurale est donc de moins en moins conforme à la réalité. Malgré la crise récente, les villes sont de plus en plus présentes dans le paysage africain, de plus en plus proches et influentes, et ce d'autant plus que leur poids politique et économique est plus que proportionnel à leur poids démographique.

La région l'Afrique de l'ouest demeure aujourd'hui moins urbanisée que toutes les autres régions du monde en développement, excepté l'Afrique de l'est, qui a toujours été en retard de l'ordre d'une dizaine d'années dans son processus d'urbanisation par rapport à l'Afrique de l'ouest. A l'exception de quelques pays dont sans doute le Nigéria et avec des fluctuations liées à la conjoncture macro-économique et politique, les taux de croissance de la population urbaine suivent, très logiquement, un trend décroissant sur la longue durée.

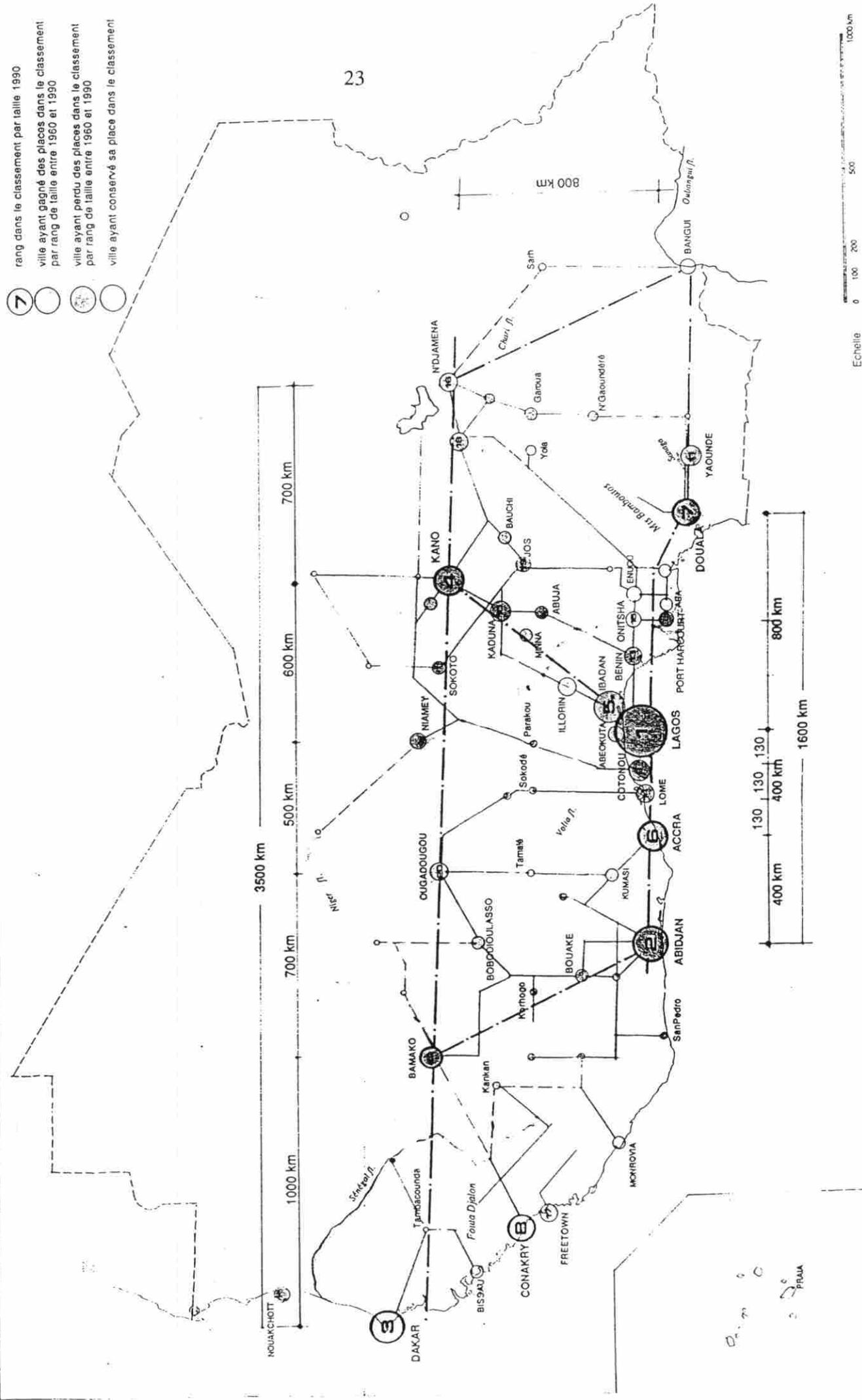
B. Cette urbanisation est relativement équilibrée.

Bien que le continent africain soit massif (peu découpé) et que le relief de l'Afrique de l'ouest soit particulièrement monotone, opposant peu de contraintes aux communications, la localisation précise des centres urbains dépend, ici comme partout, de conditions géographiques locales et de séquences historiques singulières. Cependant, au delà de ces singularités, la "révolution industrielle" n'ayant pas encore très profondément atteint la région, les réseaux de villes sont largement fonction de la hiérarchisation et de l'organisation des fonctions d'administration (à logique nationale) et de commerce (à logique régionale ou transnationale).

Le schéma de structure ci-joint met en évidence l'organisation du "maillage urbain" de premier niveau constitué à partir des 8 plus grandes agglomérations qui sont aujourd'hui, dans l'ordre d'importance démographique : Lagos, Abidjan, Dakar, Kano, Accra, Ibadan, Conakry, et Douala. La distance qui sépare ces grandes villes les unes des autres - mis à part le cas d'Accra - est de l'ordre du millier de kilomètres (800 kilomètres à vol d'oiseau entre Abidjan et Lagos, entre Lagos et Kano ou Douala, 1200 km entre Abidjan et Conakry). Ce maillage urbain principal est encore nettement plus lâche que dans les autres régions du monde.

D'un autre point de vue, on peut distinguer, en accord avec le peuplement ancien et actuel, deux "systèmes" de villes : celui des villes du Sahel et celui des villes de la côte (Dakar et Conakry pouvant faire partie de l'un et de l'autre). Le premier s'étale sur près de 4 000 km de Dakar à N'Djaména, ponctué par Bamako, (Bobo Dioulasso) Ouagadougou, Niamey (Sokoto) et Kano. Le second est concentré, dans sa partie majeure, d'Abidjan à Douala, sur moins de 2 000 Km, ponctué par Accra, Lomé, Cotonou, Port Harcourt. La densité du maillage urbain (et la taille des villes) est donc très sensiblement plus élevée à l'intérieur du réseau côtier que dans le réseau sahélien.

2. Schéma de structure du réseau des premières villes



Aussi bien pour les villes côtières que pour les villes de l'intérieur, le découpage colonial a pesé sur la définition des zones d'influence des différents centres. Les villes côtières et forestières ont, dans l'ensemble, profité de la montée des productions agricoles d'exportation et, pour certaines, du pétrole : Lagos, qui est aujourd'hui la première ville n'était qu'au 3ème rang en 1960 ; Abidjan est passée du 6ème au 2ème ; Douala de 13ème au 7ème. En revanche, les villes du Ghana, qui ont fortement souffert de la récession économique nationale, ont régressé (Accra est passée du 4ème rang au 6ème rang, Kumasi, du 7ème au 27ème rang...). Et Dakar, qui a perdu ses fonctions impériales et qui souffre de la relative exigüité de son hinterland, a régressé du 2ème au 3ème rang.

Fait exceptionnel pour les villes de l'intérieur, Kano, qui n'a pas les atouts du commerce maritime ni des cultures d'exportation, a gagné 4 places. C'est la traduction du poids de la concentration de population du Nord Nigéria (plus de 30 millions de personnes en 1990) et de la forte identité socio-économique du peuplement Haoussa-Peul au sein de la Fédération nigériane.

Des villes comme Conakry, Freetown et Monrovia ne disposent pas d'un arrière pays suffisamment peuplé pour connaître un développement continu et soutenu, mais leur situation leur assure une certaine autonomie dans la concurrence pour la desserte d'un arrière pays commun. Abidjan et Douala, disposent d'un réservoir démographique plus important, quoique modeste en comparaison de celui des centres urbains situés entre Accra et Port Harcourt.

C. Evolution du peuplement rural sur la période 1960-1990.

En dépit de l'urbanisation croissante, la population rurale a continué à croître dans la plupart des pays (à l'exception du Cap-Vert) à un taux moyen qui a diminué de 1,8 % entre 1960 et 1970 à 1 % entre 1970 et 1980, pour remonter à 1,6 % entre 1980 et 1990, sous l'effet de la crise économique et du ralentissement du taux de croissance urbaine. Le seul pays où le taux de croissance de la population rurale a été négatif est le Cap-Vert entre 1980 et 1990 (-0,55 %). Ainsi, le processus d'urbanisation ne vide pas les campagnes, mais, il en restructure profondément le peuplement.

Pour la période 1960-1990, on se contentera ici de schématiser l'évolution du peuplement rural telle qu'elle peut être appréciée à partir de la base de données portant sur les quelque 1 100 entités administratives pour lesquelles on a pu disposer d'informations. Pour plus de clarté, et compte tenu de l'hétérogénéité du découpage du territoire régional ainsi déterminé, on limitera ici l'analyse du peuplement rural à quatre niveaux caractéristiques de densité de peuplement : plus de 120 hab/km², de 50 à 120 hab/km², de 15 à 50 hab/km² et moins de 15 hab/km² en 1990, auxquels correspondent des seuils de densités sensiblement deux fois plus faibles en 1960. Sauf développement exceptionnel des activités non agricoles en milieu rural, des densités de peuplement rural de 120 habitants (dont plus de 100 habitants agricoles) par km² correspondent en général à des disponibilités en surface agricole utile par habitant et par exploitation agricole en deçà du minimum nécessaire à l'autosuffisance locale et ne laissent pas de place pour des productions non alimentaires.

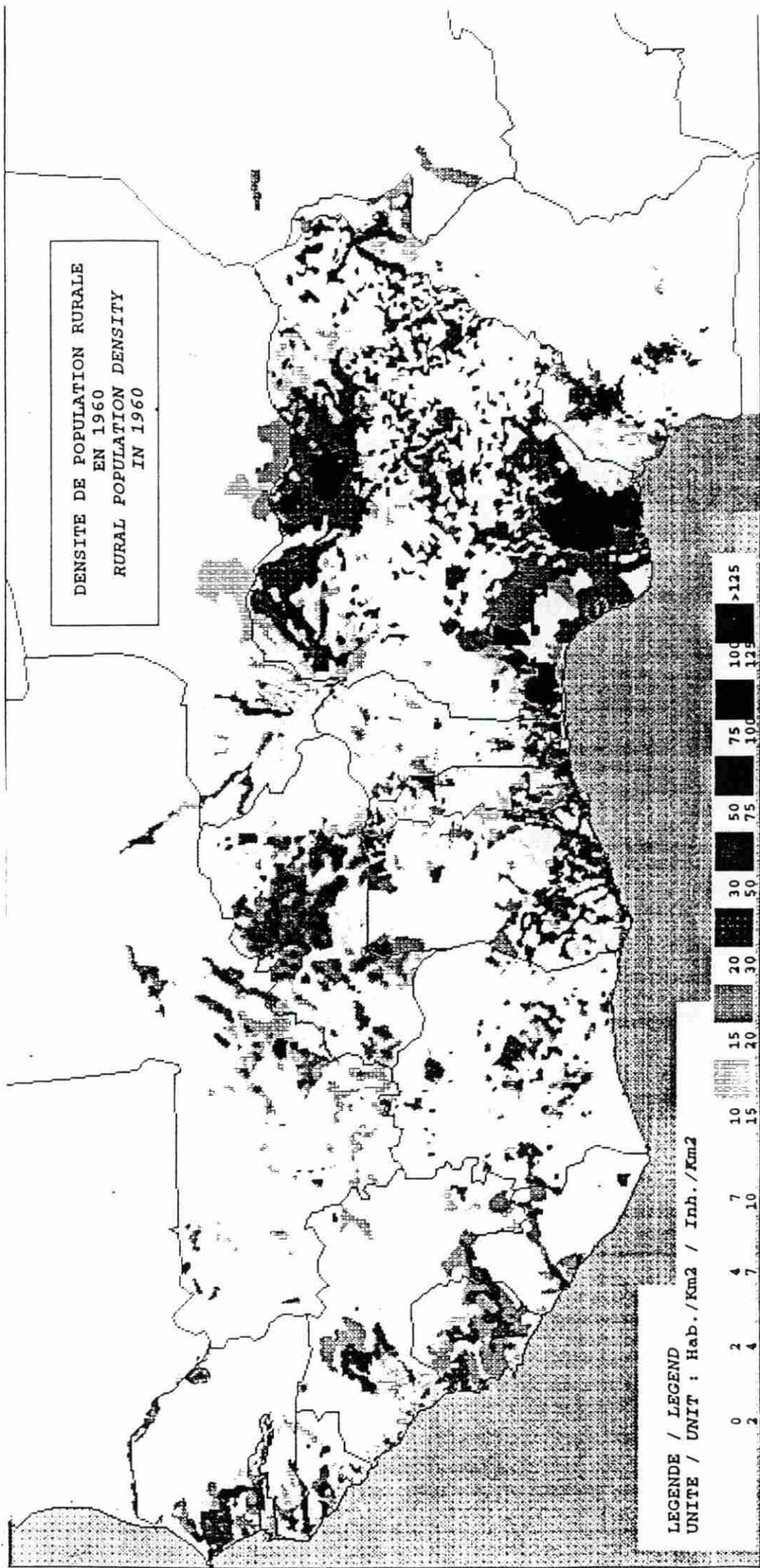
La carte du peuplement rural de 1990 met en évidence la forte hétérogénéité du peuplement actuel. Même en excluant les vastes zones désertiques et subdésertiques, grossièrement délimitées par le parallèle de 15° nord, on trouve d'importantes zones peu peuplées au sud de cette limite : à l'est, au delà d'une ligne Douala-N'Djamena (à l'exception d'une petite aire autour de Yaoundé

et dans le nord Cameroun et le Mayo Kebbi au Tchad) ; à l'ouest, de la vallée du Sénégal et du Haut-Niger jusqu'au nord-est de la Côte d'Ivoire ; enfin au centre, le long de la frontière du Nigéria, du sud-est du Burkina Faso jusqu'au sud du Bénin. Dans tous ces espaces, les densités sont inférieures à 15 hab/km² et souvent beaucoup plus faibles.

A l'opposé, les fortes densités, plus de 50 hab/km², sont concentrées le long de la côte du golfe du Bénin, quasi continûment de la frontière ouest du Ghana jusqu'à Douala au Cameroun et sur 100 à 300 km de profondeur par rapport à la côte. En dehors de cette grande zone de concentration, des espaces plus circonscrits portent des densités élevées : essentiellement en pays haoussa, autour et à l'ouest de Kano, au Nigéria, sur quelques 150 000 km² ; en pays mossi sur une superficie inférieure à 6 000 km², au sud de Ouagadougou ; au Sénégal et en Gambie, sur des surfaces du même ordre ainsi que dans le nord Cameroun. Quelques îlots ponctuels de faible extension s'ajoutent à ces concentrations : dans le Fouta Djallon, à la frontière de la Sierra Leone et de la Guinée, sur l'axe Abidjan-Man en Côte d'Ivoire.

Les aires de très fortes densités sont situées au coeur de ces grandes aires de densité supérieure à 50 hab/km² : au sud Nigéria, en pays Ibo et Ijaw (delta de Niger) ; dans l'ouest ghanéen, le long de la côte entre Lagos et Lomé ; autour de Kano et dans le pays Bamiléké, au Cameroun ; enfin autour de Dakar, au Sénégal.

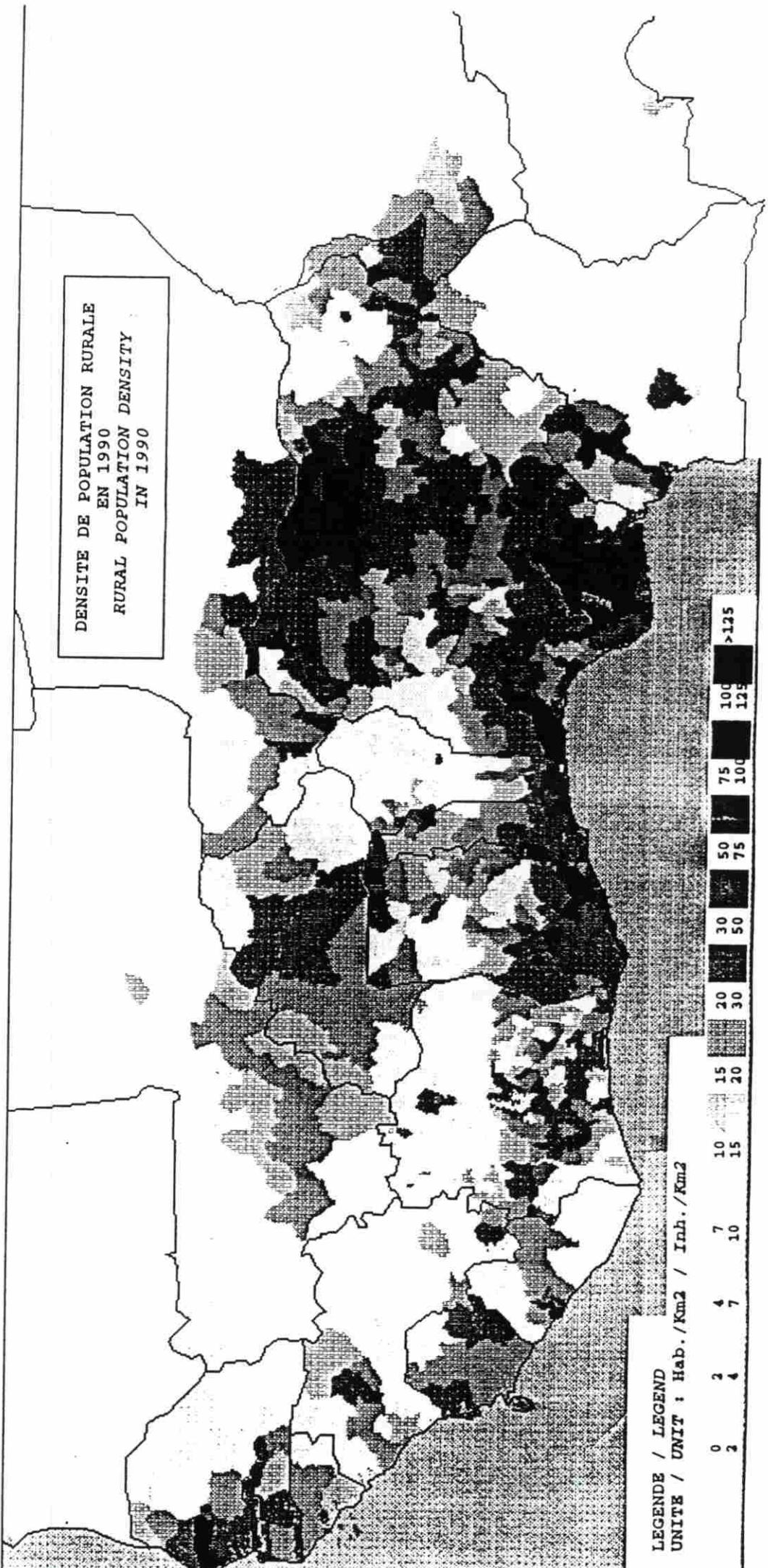
Cette configuration générale de l'occupation humaine de l'espace régional manifeste la pérennité des môles de peuplement antérieurs à la colonisation et met en évidence le partage du peuplement de la région entre zones côtières, de Dakar à l'ouest à Douala à l'est, et zones sahéliennes (ou soudanaises) de Bamako (ou de Dakar) à N'Djamena. La ligne approximative de séparation, ou de moindres densités relatives (d'autant plus basse qu'on s'éloigne de l'est du Nigéria en direction de l'est ou de l'ouest), épouse approximativement, de Conakry à Bangui, le parallèle 9° nord.



DENSITE DE POPULATION RURALE
EN 1960
RURAL POPULATION DENSITY
IN 1960

LEGENDE / LEGEND
UNITE / UNIT : Hab./Km2 / Inh./Km2

0	2	4	7	10	15	20	30	50	75	100	125	>125
---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	-----	-----	------



DENSITE DE POPULATION RURALE
 EN 1990
 RURAL POPULATION DENSITY
 IN 1990

LEGENDE / LEGEND
 UNITE / UNIT : Hab./Km² / Inh./Km²

0	2	4	7	10	15	20	30	50	75	100	125	>125
2	4	7	10	15	20	30	50	75	100	125	>125	

D. Un découpage de la région en fonction des types de peuplement.

Les trente dernières années se sont traduites par un mouvement général de l'intérieur de la région vers les côtes ; mais la plupart des pays côtiers étant très étendue de la côte vers l'intérieur, les espaces nationaux ne sont pas nécessairement les plus pertinents pour comprendre les dynamiques en cours.

Au découpage politique, on a donc essayé de superposer un autre découpage identifiant des zones relativement homogènes du point de vue des variables démographiques : densité de population rurale, degré d'urbanisation, taux de croissance démographique... Cette logique permet de mettre en évidence quatre zones relativement homogènes (cf carte ci-après) :

La zone 1 rassemble les principaux pôles de croissance urbaine dans les pays côtiers et leur hinterland immédiat. Elle correspond approximativement aux "ruches"⁷ côtières. Cette zone se caractérise par une forte densité de population (moyenne 141 habitants par km², 44 % de la population régionale pour 8 % de la superficie totale) et par un niveau élevé d'urbanisation (56 % en 1990). C'est cette zone qui a connu la plus forte croissance sur les trente dernières années.

La zone 2 rassemble le reste de l'espace proche des côtes. Avec 28 % de la population totale sur 29 % de la superficie régionale, cette zone est relativement sous-peuplée au regard de ses potentialités et sous-urbanisée. Elle connaît une faible croissance démographique.

La zone 3 correspond approximativement aux môles de peuplement dense sahéliens et comprend les parties les plus dynamiques des pays sahéliens. C'est une zone dont la croissance, urbaine et générale, est supérieure à la moyenne régionale ;

La zone 4, enfin, couvre le reste de l'espace rural sahélien. C'est la zone où le potentiel de croissance démographique et économique est visiblement le plus limité et l'un des principaux foyers d'émigration.

Au total, ce découpage met en évidence plusieurs phénomènes :

- une forte croissance autour des pôles urbains (côtiers et sahéliens)
- une forte attractivité de la zone 1 des "ruches" côtières, qui attirent à la fois les populations des zones moins dynamiques des pays côtiers (zone 2) et celles des pays sahéliens (zone 3 et surtout zone 4) : c'est dans cette zone 1 que se concentre la migration vers les côtes.

⁷ "Ruches" est l'abréviation de " Région Urbano-Centré à Haute intensité d'Echanges et de Services".

LES QUATRE ZONES DE PEUPLEMENT

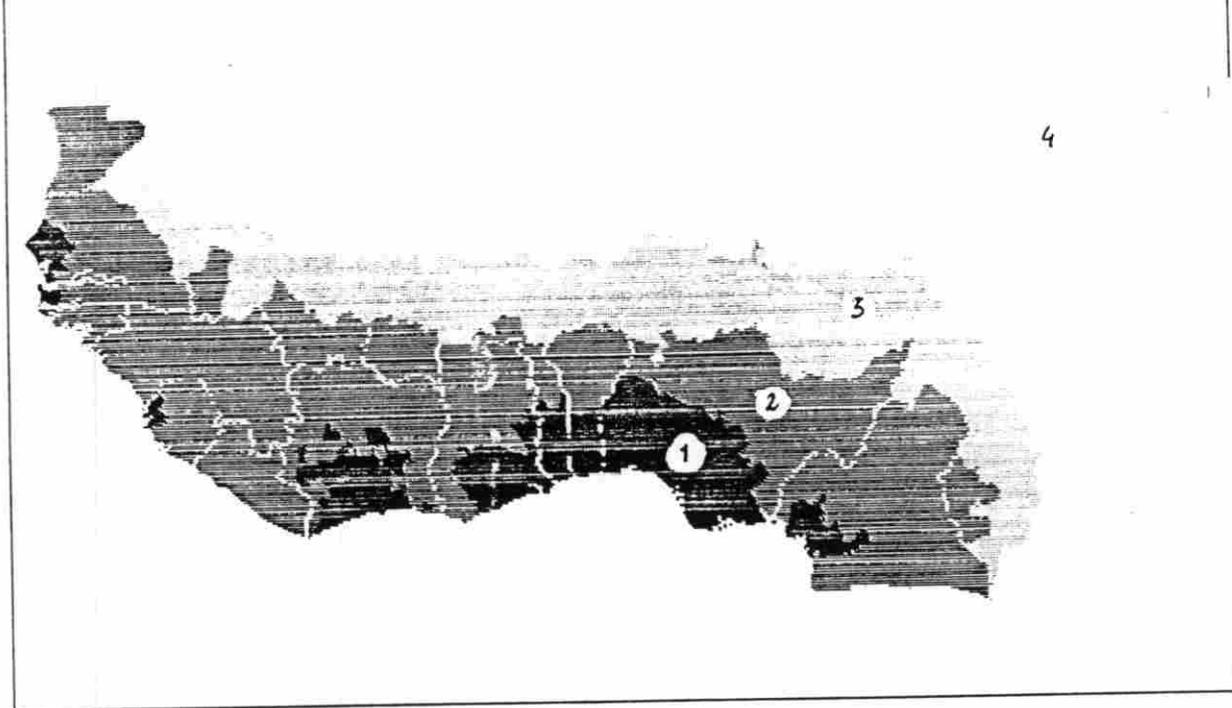


Tableau n°6

Croissance passée de la population par zone (en millions d'habitants)

Zones et part de la superficie	1930		1960		1990	
	pop	%	pop	%	pop	%
zone 1 : ruches côtières (8 %)	16	35	31	35	79	41
zone 2 : hinterland côtier (29 %)	13	29	26	29	54	28
zone 3 : môles sahéliens (15 %)	12	26	23	27	48	25
zone 4 : marges sahéliennes (48 %)	4	9	8	9	12	6
région (100 %)	45	100	87	100	194	100

1.4 Les migrations.

A. Les difficultés d'appréciation des flux migratoires.

L'étude la plus récente et la plus exhaustive concernant les migrations en Afrique est celle réalisée par la Banque Mondiale en 1988-1990 sous le titre: Migrations internationales et développement en Afrique sub-saharienne (S.Russell, K. Jacobsen, et W. Stanley). Cette étude fait le point des connaissances en la matière et met en évidence l'extrême faiblesse et le manque de fiabilité des données disponibles.

Au stade actuel de l'étude WALTPS, les seules sources de données qui ont pu être exploitées sont les recensements nationaux et diverses études et enquêtes démographiques qui en sont dérivées.

Les recensements fournissent parfois des évaluations des effectifs de population d'origine étrangère, par pays d'origine. Mais ces données sont très incomplètes, hétérogènes et difficiles à interpréter. Alors que les immigrants sont en général comptabilisés dans la population résidente des pays d'accueil, les pays d'émigration comptabilisent souvent ces mêmes migrants dans leur population. Le double compte des migrants qui en résulte conduit à une surévaluation de la population régionale et du taux de croissance de la population des pays d'émigration, comme le Niger, le Mali et le Burkina-Faso.

Sur cette période couvrant trois décennies, le nombre total de personnes affectées par ces migrations internationales dans la région Afrique de l'Ouest (hors Nigéria) serait de 7,2 millions de personnes. La population de cet ensemble de pays s'élevant, en 1975, année moyenne de la période, à 66 millions de personnes, les migrations internationales au sein de la région auraient affecté quelque 11 % de la population régionale.

Le principal pays d'immigration est, sans conteste, la Côte d'Ivoire, qui aurait reçu 2,5 millions d'immigrants, soit un taux moyen d'immigration de 0,9 % par an. Ce taux moyen d'immigration est plausible. Le principal pays d'émigration serait le Ghana, qui aurait émis 3,6 millions d'émigrants, soit un taux moyen d'émigration de 0,8 % par an. Ce taux d'émigration est probablement surestimé.

En appliquant la même procédure que pour les migrations internationales, on a déterminé les stocks de migrants par entité administrative par différence entre la croissance constatée sur la période 1960-1990 et celle résultant des taux moyens nationaux de croissance naturelle. A ce niveau de détail du découpage du territoire, le nombre total de migrants s'élève à 34,3 millions de personnes, dont 19,6 millions hors Nigéria, soit 28 % de la population en année moyenne 1975 (30 % de la population hors Nigéria).

B. Bilan migratoire dans quelques pays de la Région.

Dans les pages précédentes, il a été souligné l'importance des mouvements de population en Afrique de l'Ouest. Nous nous proposons dans les paragraphes qui suivent de faire le point tant qualitatif que quantitatif du phénomène au niveau de quelques pays.

Ce travail reste exploratoire et a pour principal objectif de faciliter la compréhension des flux actuels et futurs.

Côte d'Ivoire

La caractéristique principale des migrations en Côte d'Ivoire est la forte composante étrangère tant en milieu rural qu'en milieu urbain. La première grande vague remonte vers les années 1950.

Voyons quelques ordres de grandeur :

- 1965 , la population étrangère est estimée à 23 % de la population totale.
- 1973 , cette proportion est estimée à 31 %.
- au dernier recensement, elle avoisinait le quart de la population totale. Et à ce titre, la Côte d'Ivoire reste le pays de la région ayant le taux d'immigration le plus élevé.

En plus des nouveaux flux, l'accroissement de la population étrangère est dû à son dynamisme naturel. En effet, on compte 110 naissances étrangères pour 100 naissances ivoiriennes.

Quand on décompose la population urbaine selon le lieu de naissances, proportion née dans ces villes, proportion née ailleurs en Côte d'Ivoire et proportion née à l'étranger ; on constate que les principales villes ivoiriennes comptent environ un tiers d'étrangers parmi leurs populations.

Les importants flux internationaux se conjuguent avec des flux internes non négligeables, rural-rural , rural-urbain et urbain-urbain. Au courant traditionnel Nord-Sud (savane-forêt) se joignent de courants nouveaux Centre-Ouest et Sud-Nord. Ils sont essentiellement le résultat de la mise en oeuvre de grands projets de développement dans ces régions (complexes sucriers, activités portuaires) par le gouvernement ivoirien. La principale caractéristique de ces nouveaux courants est la forte part du salariat.

Les études relatives à l'exode rural montrent son importance dans la croissance urbaine. L'exode rural est le fait essentiellement des jeunes de 15-29 ans parmi lesquels on compte un nombre important des déscolarisés (personnes ayant été à l'école jusqu'au primaire, mais n'ayant pas passé le cap du premier cycle secondaire). Sa part dans la croissance urbaine est estimée à 20 %.

Quand on s'intéresse aux principaux pôles d'attraction, les villes d'Abidjan, Bouaké, San Pedro et Yamoussokro ainsi que les départements de la Forêt enregistrent les plus forts taux d'immigration (interne et externe). 54 % de la population étrangère vit en milieu rural, et ce sont les Burkinabé qui en constituent la majorité. Les principales nationalités de l'Afrique de l'Ouest représentées en Côte d'Ivoire sont Burkinabé 69.3, Ghanéens, Guinéens, Maliens et Libériens. On note aussi un accroissement de la présence mauritanienne. En général, les migrants d'origine étrangère ont un taux d'activité supérieur à celui des Ivoiriens.

Le Gouvernement Ivoirien estime que le niveau actuel de l'immigration est excessif. Les premières mesures consistent à contenir les nouveaux flux par la limitation des entrées frauduleuses et par la multiplication des contrôles d'identité et des reconduites aux frontières des irréguliers.

Burkina Faso

Le Burkina Faso est par excellence le pays d'émigration-type de la région ouest-africaine. Ceci est dû à l'importance de sa migration ainsi qu'à son ancienneté. Déjà en 1927, on estimait qu'il y avait 324 000 Burkinabé qui vivaient au Ghana. En 1975, J. Condé estimait à 1 000 000 de Burkinabé disséminés dans les différents pays de l'Afrique de l'Ouest dans les proportions suivantes (par rapport à la population étrangère totale présente dans chaque pays) : Côte d'Ivoire 54 %, Ghana 28 %, Mali 48 %, Sénégal 4 %, Togo 13 %, Libéria 11 %, Sierra Léone 1 % ; soit une moyenne de 36 % de la population étrangère totale dans la région.

Les départs les plus importants se font à partir des départements du Nord, du Centre et du Centre-Ouest. Ces migrations qui dans leur début étaient temporaires et concernaient pour l'essentiel les jeunes célibataires, se transforment de plus en plus en migrations définitives (migrations de familles entières constatées dans les flux à destination de Côte d'Ivoire). Les zones mossi sont les plus touchées par ces départs.

Les conséquences économiques, sociales et démographiques de cette émigration sont mal connues. Toutefois, la crainte de déficit en main-d'oeuvre agricole valide masculine pourrait se justifier (surféminisation et âge moyen très élevé !). Les sociétés d'origine subissent également de transformation de structure sociale où les femmes jouent des rôles de plus en plus importants.

Dans un pays où la migration représente un fait majeur, il serait important de procéder à l'analyse des politiques prises en vue de contenir ou de contrôler les différents flux pour mieux rentabiliser la migration. Etant donné le caractère micro-économique des transferts liés à la migration, on estime qu'il y aurait une perte nette due à la migration, en ce sens qu'il n'y aurait pas compensation de l'effort économique, financier, social consenti par le pays dans le développement des ressources humaines qui ne seraient pas valorisées au pays du fait de l'émigration. Toutefois, les rares études existantes montrent que la part des transferts dans l'équilibre de la balance des paiements du Burkina Faso serait significative.

Nigeria

Le flou statistique qui règne sur le Nigeria décourage plus d'une personne à l'idée de rechercher toute connaissance quantitative des phénomènes liés à la population. Ce domaine reste politiquement le plus sensible dans l'histoire des dénombrements en Afrique. Une des explications est les tensions liées à la coexistence de trois grands groupes ethniques dans le Pays : les Haoussa/Fulani dans le Nord, les Ibo à l'Est et les Yoruba à l'Ouest.

Les déplacements des populations au Nigeria ont pour base principale la diversité écologique et économique ainsi que la distribution de la population. D'où la forte importance des migrations rurales dans le pays.

Les schémas migratoires classiques au Nigeria vont du Nord au Sud, de la savane aride à la forêt. Ce courant concerne essentiellement une main-d'oeuvre peu qualifiée composée des agriculteurs. Un autre courant classique est celui qui a pour départ les zones très peuplées de l'est vers les plantations de cacao, de palmier et d'hévéa du sud-ouest.

Dans la période pré-coloniale, ces mouvements étaient essentiellement ruraux. C'est peu après le début de la colonisation qu'à la suite des changements intervenus dans l'organisation administrative que de nouveaux courants vont apparaître ayant pour destination les nouveaux centres urbains. Les flux concernés seront ceux des salariés. En l'absence d'une quantification des migrations internes, des études qualitatives conduisent à croire qu'elles ont été importantes et liées à des politiques de réorganisation du territoire et de mise en place des infrastructures de transport. Le boom pétrolier a généré aussi des flux qui ont dépassé les frontières nationales.

Au départ, les migrations rurales-urbaines se sont limitées aux grands centres à forte concentration d'activités économiques : Lagos, Ibadan, Kano, Enugu, Port Harcourt... Mais, des plans de développement destinés à développer le milieu rural, la création de nouveaux états avec leur capitale, et l'autonomie des local government (aujourd'hui il en existe plus de 500) ont stabilisé la population dans l'arrière pays avec une densification du réseau urbain que l'on connaît aujourd'hui au Nigeria.

Quelques ordres de grandeur sont par contre disponibles à partir de deux sources principales: le recensement de 1963 et une enquête sur les migrations de 1983. Le Nigeria est passé de pays d'émigration qu'il était avant 1970 à un pays d'immigration après cette date. Ces changements sont la conséquence des situations socio-économiques et politiques de la région : sécheresse dans le sahel et conflits politiques, boom pétrolier et mise en place de la CEDEAO qui stipule la libre circulation des personnes.

Le recensement de 1963 avait dénombré 141 000 étrangers dont 47 000 étaient originaires de l'Afrique de l'ouest. De cet effectif, le tiers était Camerounais, suivi des Nigériens, Ghanéens et Togolais. Ces pays voisins à eux seuls réunissaient la moitié des étrangers originaires de l'Afrique de l'ouest.

Après 1970, on dénombre une vague plus importante et diversifiée d'immigrants. On estime qu'avant les expulsions de 1983, il vivait au Nigeria près de 2 000 000 d'Africains de l'ouest. La répartition de cette deuxième vague en différentes nationalités montre de profonds changements. On remarque une prédominance de Ghanéens dans la population étrangère vivant au Nigeria, tandis que les Camerounais ne représenteraient plus que 5.6 % de la même population. On peut retenir les caractéristiques suivantes de ces migrants : leur surmasculinité (2/3 d'hommes contre 1/3 de femmes), leur jeunesse (96 % ont moins de 35 ans), leur statut matrimonial (2/3 de célibataires) et leur niveau relatif de scolarisation (seulement 1/3 d'analphabètes).

Une autre caractéristique est l'expérience des migrations antérieures. Ainsi, la migration internationale apparaît comme le prolongement d'une ou de plusieurs autres migrations, de type rural-urbain, ou même international. Il est aussi intéressant de souligner l'importance de la langue dans la migration. Il ressort de l'enquête sur l'immigration des Africains de l'Ouest au Nigeria que plus de la moitié (52 %) connaissent une des trois langues nigérianes (Haoussa, Yoruba et Igbo), alors que le reste parle Anglais ou Français.

Ghana

Pendant de longues années, la recherche de la subsistance, de la paix ainsi que de la stabilité politique ont constitué les facteurs dominants du processus migratoire au Ghana. Plus tard, les motivations politiques ont été supplantées par les motivations économiques.

En ce qui concerne les circuits et les niveaux de la migration interne, on peut retenir :

- Au recensement de 1960, 42 % de la population totale du Ghana étaient dénombrés en dehors de leur localité de naissance.
- En 1970, ce pourcentage a légèrement crû pour atteindre 43 %.

La principale région réceptrice est le Greater Accra, tandis que les régions émettrices sont la Volta et les deux régions du Nord. Les circuits restent ceux identifiés dans les autres pays, des savanes du Nord vers la Forêt ou les mines ainsi que les villes de la côte et de l'ouest. Des départs de l'Est constituent également un autre circuit.

Ces circuits sont une réponse quasi-mécanique au développement économique inégal entre les régions et du niveau d'urbanisation (inégal) qui lui est associé. La migration intra-régionale reste une forme dominante des mouvements de population.

La migration de type rural-rural prend souvent un caractère définitif, ce qui n'exclut pas la migration saisonnière limitée dans le temps. Ce sont les régions du Volta et du Nord qui sont concernées par ce type de migrations.

Quant aux migrations inter-rurales, elles prennent la forme des déplacements du secteur agricole vers les mines, des mutations des fonctionnaires et autres salariés du secteur privé, aux déplacements des personnes liés à l'implantation de certains projets (barrages, routes...), ou aux mariages.

C'est surtout vers les années 1950 que se développent les migrations rurales-urbaines, et c'est vers ces années qu'on situe l'explosion urbaine ghanéenne. On enregistre aussi quelques mouvements de type urbain-rural qui se limitent aux déplacements déjà signalés ci-dessus de fonctionnaires et aux navettes commerçantes.

Pour ce qui est de la migration internationale, le Ghana a perdu son statut de principal pays d'immigration qu'il avait jusqu'à la fin des années 60. On y enregistrait beaucoup de Burkinabé, Nigériens, Sierraleonais et Libériens. Après les expulsions de 1969 et la stagnation économique qui a suivi, combinée à l'instabilité politique, le Ghana est vite devenu un pays d'émigration avec pour principale destination le Nigéria. On retrouve aussi des Ghanéens au Sierra Leone, en Côte d'Ivoire et en dehors du continent.

Une des caractéristiques de la migration ghanéenne est la prédominance de personnes qualifiées, ceci semble-t-il de tout temps. A ce jour, le Ghana a un taux d'immigration de près de 7 % de sa population totale, taux estimé excessif par les autorités gouvernementales.

Vallée du Fleuve Sénégal

Le fleuve Sénégal, situé en pleine zone sahélienne, modifie sur son parcours la végétation et sa vallée constitue une zone favorable de culture. Ces caractéristiques écologiques ont structuré depuis de longues années la distribution des populations le long du fleuve et principalement dans les trois pays traversés : Sénégal, Mali et Mauritanie.

On peut relever plusieurs caractéristiques communes aux trois pays :

- présence de groupes ethniques communs dont les principaux sont : les Wolof, les Toucouleurs et Peuls et enfin le groupe Manding. Ces groupes dominants ne doivent pas masquer le brassage passé des cultures.
- des structures sociales sensiblement identiques : formes lignagères avec des relations ascendantes et la persistance de la famille élargie comme base de la société.
- partage d'une même religion : l'Islam.

Pendant de longues années, la Vallée du Fleuve Sénégal a été l'endroit idéal d'implantation des populations. Le fort peuplement que la région a connu explique pour une part l'ampleur des razzias esclavagistes.

Mais, peu à peu, la logique de mise en valeur des colonies, l'urbanisation en dehors de ces lieux et la persistance de la sécheresse depuis 1972, a rendu cette zone le principal lieu de départ, mieux, les groupes ont organisé les départs des membres valides pour aller au loin rechercher la survie des villages. Ces migrations seront de type rural-villes ou extérieur aux pays. Une autre cause occultée par les motivations économiques est la présence d'un système de production et d'exploitation du sol de type féodal. Ce système foncier féodal constitue en lui-même un "push-effect". De ce point de vue, on pourrait voir l'évolution des flux migratoires au départ de cette zone par vagues successives :

- fuite de l'esclavage féodal,
- petits paysans propriétaires fragiles au revenu incertain sinon insuffisant,
- autre départ de non propriétaires dont la forme la plus récente est celle des "déscolarisés" qui fuiraient plutôt le travail de la terre.

Pour le seul Sénégal, on estime que la région du bassin du fleuve a perdu près de 25 % de sa population au profit des régions de Dakar et Thiès principalement et des autres capitales africaines.

Les migrations hors les trois pays et hors Afrique se dirigent vers la France. L'enclavement apparaît comme variable déterminante dans les étapes migratoires. Les Sénégalais partent directement de leur pays pour la France, tandis que les Maliens passent par une ou plusieurs migrations avant d'effectuer le grand saut. Ces migrations intermédiaires rentrent dans une logique stratégique pour accumulation des frais de voyage.

Les conséquences de ces départs sur la vie économique et sociale de la région sont connues. On peut s'arrêter à la principale : diminution des actifs comme conséquence de la structure par âge des migrants. Pour les tranches d'âges 20-49 ans, le rapport de masculinité est de 85. Pour de tranches particulières, 30-34, il tombe jusqu'à 38 au Mali.

Dès les années 1963, il s'est dégagé une prise de conscience par les Etats riverains du Fleuve afin de stabiliser les populations par la mise en valeur des potentialités (agricoles) du fleuve. Les effets attendus de ces projets dépendront de leur capacité à répondre à la première cause de départ par la création des emplois attractifs et accessibles aux résidents, et aussi par leur capacité à modifier les rapports de production par la mise en place de lois foncières qui ne débouchent pas sur des conflits sociaux.

Au **Sénégal**, les évolutions de trente dernières années montrent que les principales régions de départ sont le Diourbel, le Louga, Saint-Louis, Thiès et la Casamance; tandis que Dakar et le Sine Saloum (Fatick et Kaolack) demeurent les régions traditionnelles de destination auxquelles s'ajoutent des destinations nouvelles dont Tambacounda et Ziguinchor.

Le déploiement sénégalais en Afrique se fait en direction des pays côtiers (Côte d'Ivoire et Gabon) ainsi que vers les zones minières de l'Afrique Centrale. Quant aux Etrangers africains présents sur le sol sénégalais, ils sont principalement Guinéens (Guinée Conakry), Guinéens de Bissau et Mauritaniens.

Au **Mali**, la transhumance, le nomadisme ainsi que les déplacements piscicoles constituent de formes de migrations anciennes inscrites dans l'histoire même du peuplement de ce pays. Leur connaissance quantitative reste très limitée,⁸ mais ces déplacements sont sociologiquement présents qu'il faut les garder présents à l'esprit dans toute étude des migrations. Les régions de Tombouctou et Gao totalisent près de 80 % des nomades.

En ce qui concerne les autres mouvements impliquant un changement plus ou moins long de résidence, on assiste à une accentuation des mouvements internes allant des zones relativement défavorables aux zones économiquement favorables. Ces dernières sont le district de Bamako et la région de Sikasso principalement et de manière secondaire les régions de Ségou et Koulikoro tandis que les régions de départ sont représentées par les régions de Tombouctou, Gao, Kayes et Mopti. Près d'un Malien sur quatre vit en dehors de sa région d'origine.

L'immigration est quasi-nulle au Mali, à part une présence mauritanienne en légère augmentation. Les déplacements au loin des Maliens ont pour destination les pays côtiers et la France. En 1960, 18 021 Maliens ont été recensés au Ghana tandis que le recensement de 1975 de la Côte d'Ivoire donnait 353 500 Maliens. Un dépouillement des registres consulaires en 1989 a conduit à un effectif de 1 200 000 Maliens en Côte d'Ivoire. A la date du 17 mai 1989, il y avait 5 760 Maliens en Lybie; 25 000 à 30 000 en Algérie.

On trouve aussi des communautés maliennes non négligeables au Sénégal, en Afrique centrale et orientale (Cameroun, Zaïre, Congo, Gabon et Zambie). Mais, dans ces derniers pays, des expulsions successives auraient entamé cette présence. En France, les Maliens représenteraient 1,5 % de l'ensemble des nationalités d'Afrique résidant en France. Les dernières estimations du Consulat Général du Mali donnent 60 000 Maliens en résidence régulière en France.

⁸ Avec un effectif de 426 326 en 1976 les nomades représentaient 6,7 % de la population résidente du Mali. Les résultats définitifs du recensement de 1987 donnent un effectif de 317 361 nomades sur une population de 7 696 348, soit une proportion de 4,1 %.

Gambie

L'histoire des migrations et de la présence étrangère en Gambie remonte au commerce trans-saharien et au trafic des esclaves. C'était un terminus pour le premier et un transit idéal pour le second. Les vestiges de ces migrations anciennes c'est un mélange des peuples communs à l'ensemble des pays voisins.

Les nationalités les plus présentes en Gambie sont les Sénégalais et les Guinéens de Bissau. Des motifs à la fois écologiques (sécheresse) et politiques (guerre de libération) expliquent la présence de ces deux pays, présence facilitée par l'accès relativement aisé à des terrains de culture et par l'application des accords de la CEDEAO.

Une autre forme de migration prédominante en Gambie est celle des travailleurs saisonniers agricoles. Elle concernerait les 20-45 ans en provenance des pays voisins qui viennent séjourner pour 3-4 mois pendant la saison des pluies et après retournent chez eux vendre le produit de leur culture.

Avec un taux d'immigration estimée à 11 % de la population totale, la Gambie est un des pays de la région qui estime avoir atteint un seuil limite d'immigration et agit dans le contrôle effectif des flux et de l'arrêt de nouveaux arrivants.

Autres pays

La circulation des hommes entre les différentes entités d'un pays gardent un peu partout les mêmes caractéristiques à quelque chose près. Les déplacements sont essentiellement du type rural-urbain et rural-rural. Dans les deux cas c'est plus des motivations économiques qui incitent les personnes à quitter des zones estimées défavorables pour celles repérées comme pôle de croissance économique. Les villes sont bien entendu les premières bénéficiaires des ces flux, d'où leur croissance généralement supérieure à la croissance naturelle. Toutes les villes ne bénéficient pas de façon égale du même pouvoir attractif, souvent des villes secondaires servant de points relais en prévision d'une migration future.

Les migrations rurale-rurale quant à elles privilégient les régions à potentiel agricole favorable ou jouissant de projets précis de développement (agro-industriel, minier ou industriel). Mais, les décalages de lois foncières (coutumières et officielles) rendent souvent ce type de migration plus complexe dans leur réalisation.

Au **Niger**, c'est dans les régions de Maradi dans le sud et d'Agadez où l'on enregistre les plus forts taux d'immigration interne. Dans la première, la position frontalière avec le Nigéria lui confère une place stratégique soit dans les activités d'échange, soit comme point de départ possible pour une migration internationale. Dans la seconde, ce sont surtout les migrations de type traditionnel qui prédominent : nomadisme et transhumance.

Les départs en dehors du pays se dirigent essentiellement vers les pays voisins : Nigéria, Cameroun, Togo, Côte d'Ivoire...

Au **Cameroun**, la migration internationale reste peu documentée. Les mesures d'instauration de la carte de résident porte un coup sérieux au contrôle des entrées et des candidats probables au séjour dans ce pays. Les pays les plus représentatifs au Cameroun sont ceux de l'Afrique de l'Ouest avec 61,6 % de migrants, dont le seul Nigéria fournit 51,1 %; 29,9 % sont originaires de l'Afrique centrale, surtout du Tchad et de Centrafrique. Aucune estimation de la population camerounaise vivant à l'Etranger n'est disponible.

L'immigration étrangère au Cameroun s'effectue vers trois directions : le Nord du Pays, le Sud-ouest et le Centre-sud. Dans l'ensemble, elle reste à dominante rurale 52,7 % contre 47,3 % pour le milieu urbain, notamment Yaoundé, Douala et Garoua.

Sur le plan intérieur, on enregistre une forte circulation des individus à la fois à l'intérieur des départements 26 %, à l'extérieur des départements 27 % ainsi qu'entre les différentes provinces 48 %. Des courants quasi-traditionnels guident ces mouvements : de l'hinterland vers la côte et les plantations industrielles. Les migrations rurales-urbaines ont une telle ampleur qu'elles se traduisent par un accroissement du monde rural de 1,6 % annuel largement en dessous de la croissance naturelle, soit une croissance migratoire de - 1,2 % pour une croissance naturelle estimée à 2,8 %.⁹

Le **Cap-Vert** présente une particularité : une orientation vers l'extérieur du continent africain de ses flux migratoires. A peine 7,1 % de la migration cap-verdienne choisit l'Afrique comme destination, Sénégal et Angola. Le gros des flux se dirigent vers les Etats-Unis 32,6 %, le Portugal 24,1 % et l'Italie 16,9 %. Des estimations sur la diaspora cap-verdienne avancent le chiffre d'environ 450 000 personnes ayant au moins un ancêtre cap-verdien. Des conditions socio-économiques particulièrement rudes dans l'île seraient la principale cause de départ, auxquelles s'ajoutent la sécheresse, un terrain rocailleux et une tradition de la migration au loin.

Pour finir cette synthèse sur les migrations en Afrique de l'Ouest, il convient de dire quelques mots sur les zones d'ombre qui demeurent sur le niveau et l'ampleur des mouvements dus à la guerre du Libéria et à la destabilisation politique au Togo¹⁰. D'où, l'idée qu'une certaine redistribution du peuplement serait entrain de voir le jour dans cette partie de la Région : La Côte d'Ivoire, la Sierra Leone, le Bénin et la Guinée constituant les principales zones d'arrivée pour ces mouvements de réfugiés, qui ne constituent pas une caractéristique traditionnelle de la migration internationale régionale, ceci par rapport à d'autres parties du continent comme la Corne de l'Afrique, l'Afrique centrale ou australe.

⁹ Une référence relativement complète et à jour est sans doute le livre de Joseph Pierre TIMNOU, 1993 : Migration, urbanisation et développement au Cameroun ; IFORD, CEPED; Les Cahiers de l'Iford N° 4; Juin 1993.

¹⁰ On estime actuellement à près de 800 000 réfugiés du côté libérien, tandis que les réfugiés togolais avoisineraient les 400 000.

2 FACTEURS DE CHANGEMENTS ET PERSPECTIVES.

La description du peuplement passé et contemporain de l'Afrique de l'Ouest que nous venons de faire dans les pages précédentes serait incomplète sans une interrogation sur les principaux facteurs de changement de ce peuplement, les implications ainsi que les images probables à venir. Les facteurs de changement en cause sont multiples et tellement liés les uns aux autres qu'il n'est pas possible de s'en tenir à des causes uniques. L'Etude Waltps en réponse à cette complexité de la question a choisi d'aborder plusieurs facettes dont l'influence des marchés urbains sur le peuplement rural, les politiques économiques et leur rôle dans la région au cours des trente dernières années, les facteurs socio-politiques sans oublier les facteurs agro-climatiques.

En effet, depuis la nuit des temps, l'organisation politique, l'introduction de nouvelles cultures et de nouvelles technologies ainsi que la vie économique ont structuré le peuplement des continents et la répartition de la population sur la terre. L'Afrique ne constitue pas une exception à cette règle universelle.

On croit savoir que de facteurs écologiques, les variations climatiques de longue durée, ont constitué des contraintes qui ont ponctué les phases démographiques, déclin ou croissance par le passé, et encore récemment dans le cas du sahel. De longues années de sécheresse amenaient les populations à se désorganiser et coïncidaient aussi avec les périodes des grandes épidémies.

Il y aussi des facteurs positifs de croissance auxquels on associe à juste titre les révolutions agricoles : la diffusion des plantes américaines, asiatiques et autochtones a permis à l'Afrique d'assumer sans trop de mal les croissances de sa population.

Mais les évolutions passées de la population africaine sont indissociables des facteurs externes comme la traite négrière. Les chiffres importent peu, mais ce qui est sûr, c'est que partout où la traite s'est exercée, les structures et les comportements démographiques des populations s'en trouvèrent modifiées. (C. Coquery Vidrovitch, 1988). Si les effets sociaux de la traite n'ont pas été partout les mêmes, même les historiens minimisant l'impact démographique de la traite s'accordent sur l'importance de ses répercussions économiques et sociales.

C'est donc sur une terre désorganisée que viendra se greffer la colonisation aux conséquences multiples et qui bouleversent le destin du continent. Les conséquences démographiques sont importantes dans le début de la colonisation. En effet, avec l'établissement à une échelle alors inconnue des moyens de communication et des transports massifs de main-d'oeuvre, il va se produire une diffusion de grandes endémies dont le paludisme, la maladie du sommeil, les maladies vénériennes et les épidémies. Du fait de la diffusion des maladies, les incidents démographiques de la première phase coloniale furent graves. Dans certaines parties du continent, Afrique centrale notamment, entre 1890 et 1920, la population régressa de plus du tiers voire dans certains cas de la moitié.

La reprise démographique d'abord lente s'amorça au tournant des années trente suite à l'introduction du DDT, diffusion des sulfamides et des antibiotiques, vaccinations améliorées et généralisées... La deuxième moitié du vingtième siècle constitue donc une discontinuité majeure dans l'histoire démographique de l'Afrique. On pourrait allonger cette revue, ce qu'il faut retenir c'est la conjonction des facteurs naturels, internes et exogènes qui ont ponctué l'évolution de la

population africaine, avec une dominante majeure, le caractère redoutable des forces de la mort qui commandaient les variations démographiques. La victoire sur les niveaux de mortalité n'a pas eu d'écho spontané ni rapide du côté de la fécondité, d'où l'explosion démographique aujourd'hui décriée.

Au risque d'être redondant par rapport à ces dossiers sinon incomplets dans chacun d'eux, nous allons nous concentrer dans la suite de l'étude sur les facteurs supposés avoir un effet direct sur les évolutions de peuplement en gardant présent à l'esprit les rôles non négligeables des autres facteurs cités ci-dessus.

Aujourd'hui, les principales sources de changement dans les effectifs de population de l'Afrique au Sud du Sahara seront à rechercher dans les effets du Sida sur les principaux phénomènes démographiques que sont la natalité, la mortalité et les effectifs totaux d'une part, et d'autre part dans les changements des comportements de reproduction. C'est sur ces deux points que nous allons nous concentrer principalement dans l'étude des facteurs des changements du peuplement futur en Afrique de l'Ouest.

2.1 Perspectives de peuplement avec ou sans le SIDA.

Tous les experts du SIDA sont d'accord sur un point : la difficulté à faire de la prévision à très long terme. Ceci est lié aux incertitudes qui entourent l'état des connaissances relatives à l'ampleur exacte de la maladie (prévalence) et de l'apparition de nouveaux cas (incidence). Des complications supplémentaires apparaissent du moment qu'on intègre dans les projections les probabilités de transmission verticale (Mère-Enfant) du SIDA, le temps du développement du sida ou la modification des comportements sexuels, sans oublier l'impact des interventions (vaccins, prévention) etc...

La particularité de la pandémie SIDA en Afrique tient d'abord à son mode de transmission hétérosexuelle qui renforce le risque de diffusion et des décès par le sida. Il s'ajoute à ce stade également des niveaux de morbidité élevée qui sont un terrain favorable pour le développement du SIDA. Ce sont ces éléments combinés qui laissent penser que l'impact démographique du sida en Afrique au Sud du Sahara pourrait être plus important que dans d'autres zones géographiques.

Les outils qui permettent de mesurer l'impact démographique du sida sur le plus ou moins long terme peuvent être regroupés en quatre catégories :

- les modèles dits " d'extrapolations mathématiques" portent sur le court terme et reportent dans le temps les cas de sida enregistrés et connus à la période de départ des projections.
- les modèles dits "Epimodel", utilisés par l'OMS cherchent à regarder l'évolution des infections au VIH et l'occurrence du sida. C'est aussi des modèles de court terme.
- les modèles de la famille "Demproj" incorporent des hypothèses sur les probabilités de transmission du VIH et sur le temps d'incubation. Superposés sur des modèles de projection démographique, les modèles Demproj donnent des estimations de l'impact du sida sur les principaux indicateurs démographiques.
- enfin, les modèles de la dernière famille qui incorporent des hypothèses de comportement associé à la diffusion du VIH. Ceci implique que la population soit subdivisée en sous-catégories selon les risques de chacune d'elles et leur comportement sexuel spécifique.

C'est cette dernière catégorie de modèles qui fournit la plupart des projections de l'impact démographique du sida actuellement disponibles.

Les Nations-Unies et l'Organisation Mondiale de la Santé ont réuni différents experts (1989) pour avoir une idée de l'impact démographique du sida en Afrique au Sud du Sahara. Les données limitées disponibles en la matière interdisent une réflexion globale sur la Région. (Méthode Delphi)

Aussi, la démarche adoptée consiste à évaluer l'impact démographique sur un "pays hypothétique" dont les paramètres sont fixés à l'avance, soit :

- Un niveau de prévalence zéro en 1975,
- En 1985, 5 % de la population adulte sont infectés et cette proportion atteint 10 % en 1990.
- On suppose une stabilité dans les comportements sexuels et autres facteurs déterminants la diffusion du VIH.
- Le prolongement de ces tendances amène le niveau de prévalence dans la population adulte à 20 % en 2020. ¹¹

L'interrogation de base est celle qui consiste à vérifier l'hypothèse selon laquelle le sida pourrait entraîner une croissance négative de la population dans de nombreux pays. Si le sida doit entraîner des taux d'accroissement négatifs de la population, cela suppose soit qu'il augmente les taux de mortalité, ou qu'il diminue les taux de natalité de sorte que les premiers dépassent les seconds. Il convient dans ce cas de regarder ce qui pourrait conduire à de tels résultats.

A. *Des effets indéterminés sur la fécondité*

Pour que la natalité puisse baisser à la suite du sida, il faudrait que les femmes meurent avant d'atteindre l'âge moyen à la maternité. Or, il ressort que la plupart des décès dus au sida surviennent autour de 30 ans. A cet âge beaucoup de jeunes filles en Afrique ont réalisé l'essentiel de leur cycle de fécondité, ce qui amène à penser que si le nombre moyen de naissances par femme reste constant (ce nombre est actuellement de 6,4 enfants par femme), les répercussions qu'entraînerait le sida sur le taux de natalité parmi les mères éventuelles risquent de ne pas être très perceptibles.

Ceci traduit les difficultés à l'heure actuelle de pouvoir prévoir les effets réels du sida sur la natalité, elle-même fonction des modifications des comportements de fécondité. Notons également que le nombre moyen d'enfants par femme pourrait sensiblement diminuer si la mortalité infantile due au sida augmentait significativement. A ce sujet, on peut relever que même si 15 % de la population était infectée, la descendance finale nette atteindrait 1,9 filles par femme au lieu de 2,44 avant l'épidémie. Ce niveau reste largement au-dessus du niveau de remplacement estimé nécessaire pour assurer un renouvellement de générations.

¹¹ Ces hypothèses conduisent à un scénario sévère. Il convient de noter qu'il est peu probable que de tels niveaux de prévalence puissent être atteints.

B. Un effet direct sur la mortalité, mais des incertitudes sur les niveaux de prévalence.

L'effet sur la mortalité est direct. Le premier élément de la forte mortalité due au sida en Afrique serait la période d'incubation 5 à 6 ans, relativement plus courte que dans les régions industrialisées par exemple. Les estimations donnent une fourchette de 9 à 14 % de la population adulte infectée par le VIH qui mourront chaque année une fois la prévalence stabilisée. En 2005, on estime que près de la moitié des décès sera imputable au sida. Même en partant des niveaux de mortalité adulte relativement faible de 5 pour mille, on voit qu'avec un taux de prévalence dans la population adulte de 10 %, il y a 5 décès supplémentaires dus au sida, d'où une mortalité de 10 pour mille.

En ce qui concerne les nourrissons, on estime qu'environ 25 à 40 % des bébés nés de mères infectées seront eux-mêmes infectés par le virus et le temps moyen de survie ne serait que de deux ans. Ce type de calcul exige qu'on connaisse de façon précise la part des naissances relatives aux groupes à risques et aux autres catégories de femmes. Ce qui importe de souligner, c'est le recul par rapport aux progrès enregistrés les trente dernières années au niveau de la mortalité infantile, qui reste encore un indicateur pertinent du développement humain.

La question reste néanmoins, quels niveaux de prévalence faudrait-il pour amener la croissance démographique à zéro ? Les chercheurs conviennent que dans le contexte africain, il n'y aura croissance négative de la population que si la prévalence du VIH chez les adultes atteint les 30-50 %. Mais, ce niveau risque-t-il d'être atteint en Afrique sub-saharienne ?

A ce jour, le résultat le plus partagé est l'existence d'un effet-palier : cela veut dire que le niveau de séroprévalence chez les adultes au sein d'un groupe touché par l'épidémie du sida se stabilisera à un moment donné, même s'il n'y a pas de changement de comportement puisque des gens infectés quittent le groupe ou meurent et que de nouvelles personnes non infectées arrivent dans le groupe.

Les exercices de simulation avec plusieurs modèles différents qui répartissent la population par comportement lié au sida constatent que les paliers de prévalence chez les adultes peuvent aller jusqu'à 30-35 % dans certains groupes aussi importants que les habitants de grandes villes, mais il est peu probable que pour des pays entiers les niveaux paliers soient supérieurs à 15 %.¹²

Un des domaines pour lesquels des changements sont attendus et en liaison avec les niveaux de mortalité, est l'évolution de l'espérance de vie à la naissance avec ou sans le sida. Comme "vie moyenne", cet indicateur est appelé à stagner et dans le pire des cas à diminuer suite à l'augmentation du nombre de décès tant dans la population adulte que dans celle des enfants.

Compte tenu des hypothèses émises sur le pays hypothétique, vers 2020, l'espérance de vie à la naissance des hommes diminuerait de 17 ans contre 21 pour les femmes. On remarquera au passage que le différentiel espérance de vie à la naissance Homme-Femme, différentiel au profit des femmes dans le cas sans sida, disparaît dans ce scénario. Mais, il s'agit là des résultats

¹² Toutefois, certaines zones urbaines d'Ouganda, Zambie ou du Malawi auraient atteint des niveaux de prévalence dans quelques groupes à risque (prostituées,...) voisins de 30 %. Seule incertitude, ces niveaux paliers sont-ils temporaires ou permanents ? rien ne permet de se prononcer à l'heure actuelle.

applicables au pays hypothétique sous les réserves émises ci-avant sur le caractère extrême des hypothèses, ce sont là des réductions qui ne cadrent pas avec la réalité des pays de l'Afrique de l'Ouest où la réduction la plus sévère serait la stagnation de l'espérance de vie à la naissance à son niveau actuel.

Certains groupes d'âges étant plus touchés que d'autres, il se produit des distorsions dans la structure par âges voire par sexe, ce qui entraîne des modifications dans le sex-ratio et le ratio de dépendance, avec les conséquences socio-économiques que cela implique.

C. Implications sur les projections.

La comparaison des projections démographiques correspondant à l'hypothèse sans SIDA avec celle résultant des taux de prévalence de 1990 projetés en extrapolant les tendances constatées depuis l'origine de l'épidémie (USAID, 1992) conclut que pour l'ensemble de l'ASS, l'épidémie pourrait entraîner une réduction de la population totale de 49 millions de personnes en 2020, soit une réduction du taux de croissance de la population de l'ordre de 0.15 %. Ceci peut être interprété en disant que l'effectif total de la population régionale qui serait atteint en 2020 dans l'hypothèse sans SIDA, ne le serait qu'environ trois ans plus tard, en 2023.

Les résultats de l'étude Nations-Unies et Organisation Mondiale de la Santé montrent la grande sensibilité à certains paramètres et en particulier à celui du nombre moyen de cas secondaires infectés par un cas primaire durant une unité de temps. L'incertitude concernerait davantage le niveau de prévalence obtenu à l'horizon 2010 ou 2020 mais non l'effectif global de la population. Une des raisons est sans doute les taux de fécondité élevés enregistrés dans la région et la difficulté de prévoir l'impact du sida sur ceux-ci. Comme nous le soulignons ci-dessus, il faudrait des niveaux de prévalence supérieurs à 50 % pour amorcer la décroissance de la population, ce qui est peu probable à l'état actuel des connaissances.

En l'absence du sida, les projections des NU intègrent une baisse continue des niveaux de fécondité. Mais, comme dans l'ancien temps, il n'est pas inintéressant de penser que l'augmentation subite et durable de la mortalité suite au sida conduise au maintien d'une fécondité élevée, ceci afin de garantir un équilibre démographique naturel. Or, cette modification dans les profils de fécondité voire de nuptialité, mariage de plus en plus précoce, serait de nature à retarder la transition démographique.

En partant de la classification Nations-Unies/OMS ; à part la Centrafrique¹³, tous les pays de la région se situeraient dans la catégorie des pays "faiblement touchés", où le niveau de prévalence n'excède pas 2,1 %. Dans ce cas de figure, la réduction attendue de l'espérance de vie serait de 3,2 années. La plupart des études n'intègrent pas les effets probables des campagnes visant à arrêter la propagation du virus au sein des populations. La prise en compte de ce phénomène conduit à renverser le ralentissement de la croissance dans la mesure des "décès empêchés". Ceci se répercutera bien entendu sur la mortalité infantile, la mortalité générale et l'espérance de vie à la naissance.

¹³ La Centrafrique est classée parmi les pays intermédiaires où le niveau de prévalence atteint 3,6 % de la population adulte. Dans ce cas, l'espérance de vie à la naissance perdrait 6 années par rapport à son niveau en l'absence du sida.

Mais, il faut dépasser les prévisions démographiques et voir au-delà l'ampleur du drame social que risque de causer le sida. Destabilisation des familles certainement, des communautés pourquoi pas. De par son caractère sélectif, le sida frappe de préférence les jeunes en âge d'activité et aussi principaux pourvoyeurs de revenus familiaux. A ce niveau, on devine les canaux par lesquels le sida risque d'affecter les performances économiques des pays. D'abord, il se produit une modification dans la taille ainsi que la qualité des ménages. Ce qui affecte la production ainsi que la productivité dans divers secteurs.

Dans le tableau qui suit, nous donnons des projections de population avec ou sans le sida selon les Nations-Unies, la Banque Mondiale et l'étude Waltps. La prise en compte de l'effet sida consiste à pondérer les effectifs obtenus à chaque étape de la projection, 1990 étant considérée comme l'année de départ, pour tenir compte d'une mortalité accrue et donc d'une diminution du taux d'accroissement moyen de la population à taux de natalité donné. En supposant une prévalence de 15 % dans la population adulte, la population totale en fin de projection est multipliée par un facteur 1,9 au lieu de 2,2 sans épidémie.

Tableau n°7

SOURCE DE LA PROJECTION	Effectif de départ 1990	Effectif projeté en 2020			
		Sans épidémie		Avec épidémie	
	Pop (000)	Pop (000)	r %	Pop (000)	r %
Banque Mondiale	222 611	520 306	2,87	422 961	2,16
Nations-Unies	215 435	488 518	2,76	409 326	2,16
Waltps	194 482	431 080	2,69	369 516	2,16

Ce tableau présente un intérêt très limité : il a pour objectif d'attirer l'attention sur le volume absolu de pertes humaines directement imputables au sida. Il y a sans doute une surestimation dans ce calcul (grossier) par le fait même qu'on applique un niveau de prévalence (estimé) élevé et de façon indifférente sur tous les pays de la région. Vraisemblablement, une intégration des données nationales contrastées nous conduirait à une baisse de ces volumes. Quoiqu'il en soit, il en demeure pas moins que les décès à venir voire actuels sont dores et déjà alarmants.

2.2 Changements dans les comportements de reproduction.

Nous avons laissé percevoir dans la partie consacrée aux principales caractéristiques démographiques de la Région de l'Afrique de l'Ouest que le facteur de croissance de la population actuelle provenait du différentiel taux de mortalité en diminution et taux de natalité encore à des niveaux élevés, et nous avons conclu en disant qu'on ne pourra espérer un ralentissement de la croissance démographique que suite à des changements significatifs dans les comportements de reproduction. Il nous revient de voir dans les lignes qui suivent quels sont les signes avant-coureurs des changements éventuels dans ce domaine et à quel rythme ces changements se produisent.

Les spécialistes des questions de population et les planificateurs des pays africains admettent que les taux d'accroissement de la population sont excessifs en Afrique Sub-saharienne. En effet, c'est dans cette région où l'on rencontre les niveaux les plus élevés de fécondité et pour laquelle les signes d'évolution sont peu apparents ou contradictoires. (Th. LOCOH, 1988)

A. *Qu'en est-il des facteurs directs ?*

On appelle facteurs directs ou déterminants directs de la fécondité les facteurs suivants qui sont supposés induire un changement direct des niveaux de fécondité du moment qu'eux-mêmes subissent un changement : l'âge au mariage et les pratiques matrimoniales, le calendrier des naissances soit l'espacement des naissances et la pratique contraceptive ainsi que la limitation des naissances. Que savons-nous des modifications intervenues au niveau de chacun de ces facteurs ?

L'Enquête Mondiale de Fécondité (EMF) est la source des données sur la fécondité la plus fiable et la plus récente dans beaucoup de pays de l'Afrique de l'Ouest. Les données des enquêtes Démographiques et Sanitaires (EDS ou DHS), complètent cette accumulation de connaissances. Sur la Région 10 pays ont été couverts par l'une ou l'autre de ces enquêtes ou par les deux. Il s'agit de : Bénin (EMF), Côte d'Ivoire (EMF), Ghana (EMF et DHS), Libéria (DHS), Mali (DHS), Mauritanie (EMF), Nigéria (EMF et DHS), Sénégal (EMF et DHS), Togo (DHS) et Cameroun (EMF).

De ces enquêtes, il ne ressort pas une tendance précise dans l'évolution ni dans les effets des paramètres de nuptialité. Si on observe une tendance à la hausse de l'âge au mariage (surtout pour les filles suite à la scolarisation), le mariage demeure encore une valeur sûre dans la plupart des pays et l'association mariage-fécondité reste de mise. Par ailleurs, les niveaux de polygamie restent stables même si ici et là apparaissent de formes d'unions nouvelles.

Le calendrier des naissances détermine quant à lui le niveau de descendance finale, toutes choses restant égales par ailleurs. En effet, l'allaitement maternel et les tabous sexuels post-partum ont régulé la fécondité africaine depuis toujours. L'introduction du biberon et l'érosion des tabous sexuels ont eu pour résultat contradictoire de réduire l'intervalle entre les naissances et d'agir indirectement à la hausse de la fécondité. Mais, les changements les plus déterminants sont attendus du côté de la pratique contraceptive et surtout de la limitation des naissances.

Les résultats de l'enquête mondiale de fécondité sont clairs à ce sujet : un écart sensible existe entre "avoir entendu parler au moins des méthodes de contraception, l'avoir pratiqué au moins une fois et la pratique actuelle". En Afrique de l'Ouest, la proportion la plus intéressante, celle de pratique actuelle, n'est guère supérieure à 5 % parmi les femmes de 15-49 ans. En plus, seulement une minorité de femmes a accès aux méthodes modernes de contraception. Mais le résultat le plus édifiant réside dans la finalité même de la contraception. Plutôt que de permettre la limitation des naissances, elle est utilisée comme moyen d'espacement de naissances et donc sans impact majeur sur les niveaux réels de fécondité.

B. *... et des autres facteurs socio-économiques ?*

Dans la population féminine le nombre d'enfants souhaité reste encore élevé, et la plupart de gouvernements ne s'engagent pas de façon explicite dans la définition des politiques de limitation de naissance. Le poids des traditions, les modes de production et la persistance des valeurs de

solidarité et de sécurité attachées à la fécondité, de préférence nombreuse restent les grands freins à la limitation des naissances. Par ailleurs, la pratique contraceptive n'émane pas d'une demande locale et individuelle, elle est plutôt le fait des organismes extérieurs aux pays.

Ce survol rapide des déterminants proches de la fécondité conduisent à beaucoup de réserve voire d'incertitude quant aux prévisions faites sur l'évolution des taux de natalité dans les pays africains. Aussi longtemps que des changements significatifs et perceptibles se feront attendre au niveau des comportements de fécondité, il est peu probable que des baisses aussi sensibles que celles contenues dans les projections de Nations-Unies, passer de 6 enfants par femmes en 1990 à 3 en 2025, puissent se réaliser. La hausse actuelle de la mortalité suite à la pandémie du VIH et à des conditions de vie de plus en plus précaires, risquent de réveiller sinon de maintenir les vieilles peurs et de pousser les gens à désirer toujours "le plus d'enfants possibles".

Mais, dans l'autre sens des signes de changement existent bel et bien. Beaucoup de jeunes filles sont scolarisées, donc mieux informées sur les connaissances contraceptives ainsi que sur la santé de leurs enfants et la leur. La crise économique et l'urbanisation sont entrain de déstabiliser les mécanismes traditionnels de solidarité, le poids de groupes familiaux diminuent, et la prise de conscience des coûts liés aux enfants est réelle. Beaucoup voient en l'urbanisation, et à juste titre, un processus idéal de changement social et de diffusion de celui-ci. En effet, c'est auprès des citadins que l'on attend les modifications les plus importantes dans les comportements de reproduction et ce dans les plus brefs délais. Néanmoins, on est loin d'avoir rassemblé les conditions nécessaires et suffisantes pour la baisse des niveaux de fécondité sur une grande échelle.

2.3 Quelle image de peuplement pour le futur ?

A l'horizon 2020, la population régionale devrait donc être voisine de 430 millions d'habitants. Entre 1990 et 2020, le rythme annuel moyen d'accroissement sera de 2,68 %, traduisant un solde migratoire négatif avec le reste du monde.

Les perspectives de croissance urbaine permettent de penser à une poursuite de la croissance du niveau d'urbanisation à un taux inférieur à celui des trente dernières années soit 4,23 %. Ce ralentissement naturel est d'autant accéléré par la conjoncture économique défavorable qui s'installe sans doute pour longtemps dans l'ensemble des pays. Mais, tant que l'espoir de trouver un travail en milieu urbain et les conditions qui poussent les gens à quitter une zone donnée persisteront, les migrations rurales vers les centres urbains continueront et les départs au loin resteront inscrits dans les cycles de vie des individus et des familles. La population urbaine totale atteindrait ainsi quelque 271 millions de personnes, ce qui donne un niveau d'urbanisation de près de 63 % en 2020.

La population rurale totale continuera de croître jusqu'à 2020. Dans certaines entités administratives des pays comme le Nigéria, il est probable que l'on note une diminution de la population rurale, mais globalement, le milieu rural croîtra au taux moyen de 1,04 %. C'est dans le ratio Urbain/Rural que l'on constate le changement le plus spectaculaire. Si en 1960, on comptait 5 ruraux pour 1 urbain, en 1990 la situation était déjà de pratiquement 1 rural pour 1 urbain, et le ratio est estimé en 2020 à 0,5 rural pour 1 urbain. En supposant que l'essentiel de la consommation alimentaire vient du monde rural, il faudra que la productivité du secteur agricole croisse suffisamment pour compenser la baisse relative de la population rurale par rapport à la population urbaine.

Si, au niveau régional, on peut admettre ces projections, qui donnent la mesure des évolutions à venir, on ne peut en revanche considérer comme acceptables les projections qui sont faites sur ces bases par pays, en supposant des flux de migration nuls ou négligeables entre pays. Si de telles hypothèses avaient été vérifiées dans le passé, le Burkina Faso serait aujourd'hui deux fois plus peuplé que la Côte d'Ivoire. Et la prolongation de la croissance démographique sans flux migratoires conduirait à très long terme à des populations des pays sahéliens tout à fait insupportables. Il est donc nécessaire que la croissance démographique de l'Afrique de l'ouest continue à s'accompagner d'une restructuration, composée d'un double mouvement de migrations internationales et d'urbanisation.

La décision de migrer tient à la sécurité familiale et aux perspectives à long terme, et non simplement à la recherche d'un revenu immédiat le plus élevé possible. Elle constitue une stratégie conçue pour satisfaire les besoins de la personne et du ménage, assurer leur sécurité et répondre à leurs aspirations. Cette circulation des hommes est une caractéristique permanente de la région à laquelle des politiques nationales et régionales doivent faire face. Comme le stipule le dernier rapport de l'ONU sur l'Etat de la Population dans le Monde en 1993, et contrairement à ce qui se passe dans de nombreux pays, *il ne s'agit pas d'empêcher les hommes de se déplacer, mais plutôt de préparer des conditions d'accueil qui permettent l'accès aux besoins essentiels de ces personnes qui souvent ne sont pas les plus favorisées*. Les politiques adoptées pour contrôler et modérer les migrations internes ont été axées en grande partie sur la maîtrise de la croissance urbaine. Les politiques susceptibles de mieux réussir sont celles qui se concentreront sur la stimulation du développement rural et de la croissance de centres urbains secondaires.

Compte tenu des caractéristiques démographiques de base que nous avons relevées, rien encore ne permet de penser que les pays de l'Afrique de l'Ouest ont effectivement entamé leur phase de transition démographique. Même avec une mortalité en hausse à cause de l'épidémie du sida, tout laisse penser que les effectifs actuels de la région auront doublé dans les années à venir. La préoccupation principale dans ce cas de figure sera une concertation tant à l'intérieur des pays qu'au sein de la région pour une gestion responsable de cette restructuration du peuplement. Le marasme économique actuel ainsi que les sombres perspectives à venir ne faciliteront pas cette restructuration interne et internationale de la population.

Cela exige des stratégies d'investissement simultanées dans les zones urbaines et les zones rurales, visant à améliorer les chances de groupes de population très divers et à satisfaire les besoins des personnes et des entreprises à l'endroit où ils s'établissent. Quant à la communauté internationale, elle devra tenir compte des effets que ses politiques de coopération économique et commerciale et ses politiques de développement peuvent avoir sur les courants migratoires internationaux. (Nations-Unies ; 1993)

En dehors de la certitude du dédoublement de la population, la répartition future du peuplement est imprévisible. Il demeure vrai que l'urbanisation se poursuivra quoique son rythme devra connaître un ralentissement, les migrations internationales quant à elles risquent également de se poursuivre. Mais, elles seront largement dépendantes des politiques économiques tant nationales, régionales qu'internationales. Des facteurs aussi traditionnels que l'organisation politique, les catastrophes naturels et les guerres seront susceptibles d'agir sur les images du peuplement futur.

3 BASE DE DONNEES DEMOGRAPHIQUE.

3.1 Présentation.

A. Sources de données.

Avant de passer à la description proprement dite du peuplement actuel de la région, il convient de faire le point sur les principales sources de données utilisées dans le cadre de cette étude. Il va sans dire que nous ne prétendons pas avoir épuisé toutes les sources, mais ayant pris pour partie de nous limiter à des opérations à caractère national, enquêtes nationales ou recensements, nous estimons avoir couvert l'essentiel du champ de collecte des données démographiques sur la région.

En l'absence des rapports d'évaluation de ces opérations, enquêtes post-censitaires ou enquêtes complémentaires, peu de corrections ont été portées sur les données officielles telles qu'elles ressortent des publications officielles. Ceci ne veut pas dire que ces données sont à prendre les yeux fermés. En effet, il est fort probable que certaines de ces opérations contiennent des sources d'erreur de type couverture, sous-estimation ou double compte, qualité dans la mesure voire définition de concepts comme la population de référence, la population urbaine ou rurale. Par ailleurs, un autre biais pourrait également provenir des options méthodologiques que nous avons prises dans l'analyse du peuplement tant à l'échelle nationale que régionale.

Cette section se limitera donc à présenter dans un tableau par pays les principales opérations de collecte de données qui ont été conduites, leur type, et la date de l'opération. Deux références sont données dans la bibliographie de ce texte pour des informations complémentaires sur les évaluations de ces dénombrements.

Tableau N° 8

Principales opérations de collecte des données.

PAYS	OPERATION	DATE	EFFECTIFS OBSERVES
BENIN	Enquête	1/10/1961	2 106 000
	Recensement	31/03/1979	3 339 040
	Recensement	1992 (a)	-----
BURKINA FASO	Enquête	30/06/1965*	4 349 600
	Recensement	07/12/1975	5 638 203
	Recensement	20/12/1985	7 964 705
CENTRAFRIQUE	Enquête	30/06/1966*	1 436 700
	Recensement	31/12/1975	1 822 911
	Recensement	15/12/1988	2 367 228
COTE D'IVOIRE	Enquête	30/06/1965*	4 098 000
	Recensement	09/04/1975	6 735 855
	Recensement	02/11/1988	10 799 489

Sources : Base des données WALTPS

Tableau n°8 (suite)

PAYS	OPERATION	DATE	EFFECTIFS OBSERVES
CAMEROUN	Enquête	30/06/1965*	5 309 000
	Recensement	09/04/1976	7 660 270
	Recensement	30/04/1987	10 493 655
CAP-VERT	Recensement	30/06/1960	199 902
	Recensement	30/06/1970	272 003
	Recensement	02/06/1980	296 093
	Recensement	1990 (a)	-----
GUINEE	Enquête	30/06/1963	3 358 000
	Recensement ad.(a)	1973	-----
	Recensement	17/02/1983	4 660 582
GUINEE BISSAU	Recensement	1970	-----
	Recensement	16/04/1979	767 731
	Recensement	1990 (b)*	964 000
GAMBIE	Recensement	18/04/1963	315 486
	Recensement	23/04/1974	493 499
	Recensement	15/04/1983	687 817
GHANA	Recensement	20/03/1960	6 726 826
	Recensement	01/03/1970	8 559 313
	Recensement	11/03/1984	12 296 081
LIBERIA	Recensement	02/04/1962	1 016 443
	Recensement	01/02/1974	1 503 368
	Recensement	14/02/1984	2 101 628
MALI	Enquête	30/06/1965*	4 197 787
	Recensement	15/12/1976	6 315 050
	Recensement	14/12/1987	7 696 348
MAURITANIE	Enquête	30/06/1965*	1 097 700
	Recensement	01/01/1977	1 338 830
	Recensement	20/04/1988	1 864 236
NIGER	Enquête	30/06/1965*	3 254 420
	Recensement	20/11/1977	5 102 990
	Recensement	03/06/1988	7 250 382
NIGERIA	Recensement	1952-53	-----
	Recensement	8/11/1963	4 3834 072
	Recensement	30/11/1991	88 514 501

Source : Base des données WALTPS

Tableau n°8 (fin)

PAYS	OPERATION	DATE	EFFECTIFS OBSERVES
SENEGAL	Enquête	30/06/1965*	3 410 000
	Recensement	16/04/1976	5 014 532
	Recensement	05/06/1988	6 885 768
SIERRA LEONE	Recensement	30/04/1963	2 180 355
	Recensement	08/12/1974	2 729 479
	Recensement	1984 (b)	-----
TCHAD	Enquête	30/03/1965	3 350 000
	Estimations	30/06/1975	4 401 000
	Recensement	1992 (b)	-----
TOGO	Enquête	1/10/1961	1 544 000
	Recensement	30/04/1970	1 944 285
	Recensement	22/11/1981	2 702 947

Source : Base des données WALTPS

(a) = Données non disponibles au moment de la collecte

(*) = estimations Banque mondiale

* = estimations INSEE/ORSTOM

Dans l'ensemble, ces données ont été utilisées sans ajustement sur l'effectif total observé. Toutefois, les taux intercensitaires observés sur certains pays, sahéliens notamment paraissent aberrants par rapport à la connaissance démographique disponible sur ces pays. Le correctif a consisté en l'acceptation de l'effectif observé lors de la dernière opération et à partir de l'hypothèse sur un taux d'accroissement plus vraisemblable, recalculer les populations aux autres dates. Cette opération a concerné les pays suivants : Burkina Faso, Mali, Mauritanie et Niger.¹⁴

En général les services chargés de conduire les recensements publient les résultats à un niveau très agrégé qui se limite à la division administrative de premier ou second degré. L'absence de demande pour des données spatialisées à un degré très fin fait que la recherche des informations y afférentes nécessite plutôt un traitement particulier des fichiers de base ou une réallocation au pro-rata des effectifs régionaux selon un découpage et une répartition donnés.

Dans le cadre de cette étude, nous avons cherché à obtenir les données de peuplement au niveau de la plus petite entité administrative, localité sinon commune ou sous-préfecture. En partant des découpages disponibles au dernier recensement, notre base démographique rassemble des données de peuplement réparties sur 1935 entités primaires.

¹⁴ Les populations obtenues par cette procédure sont conformes avec celles calculées par ailleurs ; Voir Bibliographie, Références 10 et 17.

Le tableau suivant présente le niveau de découpage connu au dernier recensement par pays. Ce découpage reste largement inégal, mais avec l'acquisition des données relatives aux local governments pour le Nigéria, aux départements au Burkina Faso et aux arrondissements au Mali, la carte régionale présentera une répartition des entités administratives plus ou moins homogènes.

Tableau n°9

Découpage administratif par pays.

PAYS	DECOUPAGE 1ER DEGRE		DECOUPAGE 2ND DEGRE		DECOUPAGE 3EME DEGRE	
	LIBELLE	NBR E	LIBELLE	NBRE	LIBELLE	NBR E
BENIN	Province	6	Préfecture	76		
BURKINA FASO	Province	30	Département	289		
CENTRAFRIQUE	Région		Préfecture	17	S/Préfecture	52
COTE-D'IVOIRE	Région	10	Préfecture	50	S/Préfecture	185
CAMEROUN	Province	10	Préfecture	49		
GHANA	Région	10	Localités	141		
GUINEE	Région	4	Préfecture	33		
GAMBIE	Région	8				
GUINEE BISSAU	Provincia	8				
LIBERIA	Comté	16				
MALI	Région	8	Cercle	47	Arrondissement	295
MAURITANIE	Région	13				
NIGER	Région	6	Département	7	Arrondissement	36
NIGERIA	State	31	Local G.A	541		
SENEGAL	Région	10	Département	28		
SIERRA LEONE	District	14				
TCHAD			Département	14		
TOGO	Région	5	Préfecture	21		
CAP-VERT	Ile	9				

Source : Base des données WALTPS

B Rappel méthodologique

Les sources principales des données sont les enquêtes nationales ou les recensements de population. Ces dénombrements ont lieu à des dates différentes, or pour fin de comparaison, il est nécessaire que les données soient présentées à des dates de référence identiques soit au milieu des années 60, 70, 80 et 90, et que les différents agrégats répondent aux mêmes critères (problèmes de définition).

La principale opération consiste donc à ramener les effectifs issus des recensements à ces dates de référence, par rétropolation, interpolation ou extrapolation par rapport aux dates des recensements utilisés. On calcule pour ce faire des taux d'accroissement annuel moyens. Cette procédure reste grossière, mais sur une grande échelle c'est la seule commode compte tenu de la quantité d'informations que nécessiteraient des procédures d'estimation plus fines. En ce qui concerne la normalisation des populations de certains centres urbains, nous avons eu à affecter la moyenne des taux moyens de cinq villes appartenant à la même catégorie, les villes ayant été préalablement classées par ordre décroissant de leur population au dernier recensement, faute de points suffisants permettant le calcul de leur propre croissance.

En termes de dénombrements des centres urbains, l'incertitude majeure se situe naturellement dans l'identification de petits centres dont la population est très souvent comptabilisée avec celle de l'entité rurale dont ils font partie. Afin de tenir compte d'un sous dénombrement de ceux-ci, nous avons procédé à une estimation des queues de distribution urbaine fondée sur la base de la relation "rang des centres" et "taille" respective.

le dernier point méthodologique à aborder est celui de la procédure d'estimation des flux migratoires entre entités au sein d'un même pays d'une part et entre différents pays au sein de l'espace Afrique de l'Ouest d'autre part. La procédure consiste en la comparaison de la croissance de la population totale de chaque pays ou de chaque entité telle qu'elle est constatée dans les recensements à celle qui résulterait de l'application du taux de croissance naturelle correspondant. Cette démarche souffrira de deux sources principales de distorsion : premièrement, la fiabilité des recensements à enregistrer correctement la population de référence adéquate et uniforme entre les différents recensements et deuxièmement, l'exactitude des mesures ou estimations de la croissance naturelle disponibles.

3.2 *Extraits de la base de données.*

Nous présentons dans les pages qui suivent des extraits de la base de données pour chacun des 19 pays concernés ainsi que quelques séries clés au niveau régional.

Il s'agit pour chaque pays:

- de la description de l'ensemble des informations démographiques rassemblées (historique de la collecte, découpage administratif actuel, description des principaux agrégats et dans la mesure du possible, critique de la qualité des données);
- de tableaux de population (urbains, ruraux et totaux) portant sur les effectifs, les taux de croissance et l'accroissement démographique total sur les périodes 60-70, 70-80 et 80-90, avec projection en 2020;
- d'un tableau sur les mouvements migratoires;
- d'un tableau sur la population totale, urbaine et rurale par entité administrative de premier degré (1960, 70, 80, 90);
- et d'un tableau sur la population des principales villes en 1960, 70, 80 et 90.

Au niveau régional des tableaux de synthèse sont présentés ainsi qu'un classement des 100 premières villes de l'Afrique de l'Ouest.

Bénin	55
Burkina Faso	58
Cameroun	62
Cap-vert	65
Centre Afrique	68
Côte d'Ivoire	72
Gambie	75
Ghana	78
Guinée	81
Guinée Bissau	84
Liberia	87
Mali	90
Mauritanie	93
Niger	96
Nigeria	99
Sénégal	103
Sierra Leone	106
Tchad	109
Togo	112
Synthèses régionales	115

BENIN¹

Historique de la collecte

Avant l'indépendance, le recensement administratif constitue l'unique source des données de population. Comme dans beaucoup d'autres pays, ce type d'opérations a pour finalité première de déterminer l'assiette de l'impôt, d'où le rebut qu'il provoque auprès des autochtones.

Après l'indépendance, en juillet-août 1961, une enquête par sondage portant sur un peu plus du quart de la population fut organisée. Le premier recensement général de la population a été effectué en 1979. Le deuxième recensement de 1992, n'a pas pu être intégré dans la base, les résultats provisoires commencent à peine à être publiés.

Le recensement de 1979 a servi de base de sondage à de nombreuses enquêtes dont l'Enquête Fécondité de 1982.

Les définitions des villes sur ce pays ont nécessité quelques réaménagements, car il est apparu que l'agglomération était prise dans le recensement de 1979 dans un espace géographique trop étendu.

Découpage administratif

Les statistiques du Bénin se réfèrent à 6 provinces et 76 préfectures.

Evolution des principaux agrégats.

Pour ce petit pays, des taux de croissance urbaine de l'ordre de 7,7 % enregistrés entre 60-80 expliquent un niveau d'urbanisation proche de 40 % en 1990. La population du pays a crû durant cette période à des taux moyens de 2,7 %. Elle est estimée à 4 500 000 en 1990.

Il existerait une grande propension à aller à l'étranger chez les Béninois. Mais, c'est l'exode rural qui constitue la grande préoccupation des autorités du pays. Les villes de Cotonou, Porto-Novo et Parakou absorbent la grande partie des migrations rurales vers les villes. En plus, elles maintiennent une vitesse de croissance qui ne fléchit pas sur la période étudiée. Comme signalée ci-dessus, la définition de l'entité urbaine reste politiquement sensible dans le pays, et parfois on est loin des critères pertinents de la ville ou même de l'agglomération.

¹ Annexe Fiche Pays

BENIN TABLEAUX DE SYNTHESE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	RATIOS	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION UP	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	0.997	0.058	1.055	0.923	0.026	0.105	0.05	0.06	0.14
1960	1.8	0.2	2.0	1.7	0.2	0.2	0.10	0.12	0.19
1970	2.2	0.4	2.7	2.1	0.3	0.3	0.17	0.20	0.24
1980	2.5	0.9	3.5	2.6	0.5	0.4	0.27	0.38	0.33
1990	2.8	1.7	4.5	2.9	1.0	0.5	0.38	0.60	0.53
2020	4.1	5.9	9.9	4.7	3.6	1.6	0.59	1.45	1.10

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	RATIOS	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNP/PP
1930-1960	2.04	4.41	2.22	2.08	6.28	1.48		2.33	0.98
1960-1970	1.91	7.73	2.67	2.27	4.57	4.57	2.58	5.71	2.25
1970-1980	1.29	7.79	2.67	1.93	6.35	4.24	2.85	6.42	3.36
1980-1990	1.11	6.00	2.67	1.26	7.89	3.47	2.95	4.84	4.78
1960-1990	1.44	7.17	2.67	1.82	6.26	4.09	2.79	5.65	3.46
1990-2020	1.24	4.25	2.68	1.62	4.35	3.56	2.37	2.97	2.44

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par periode)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE			
	DELTA R	DELTA U	DELTA P	DELTA PP	DLT PNP1	DLT PNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	0.8	0.2	1.0	0.8	0.1	0.1	0.16	0.80	0.14	0.06
1960-1970	0.4	0.2	0.6	0.4	0.1	0.1	0.38	0.70	0.15	0.15
1970-1980	0.3	0.5	0.8	0.4	0.2	0.1	0.62	0.56	0.27	0.16
1980-1990	0.3	0.7	1.0	0.3	0.5	0.2	0.72	0.33	0.52	0.15
1960-1990	1.0	1.5	2.5	1.2	0.8	0.4	0.60	0.50	0.35	0.16
1990-2020	1.3	4.2	5.4	1.8	2.6	1.0	0.77	0.33	0.48	0.19

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	764	-928	-164	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	2.50	-0.92	-0.12	
DENSITE 1990	hab./km ²	398	26	38	15.3
PIB/hab. 1990	D.L./hab.	1418	771	986	1.8
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	4.17	1.13	2.25	3.7
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			876	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			0.32	

*POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE
1er DEGRE.*

BENIN	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
ATTACORA	303	19	284	389	34	355	498	107	391	555	151	404
ATLANTIQUE	296	93	203	470	190	280	746	401	345	1366	872	494
BORGOU	293	13	279	387	49	339	505	111	395	665	220	445
MONO	277	0	277	371	12	358	487	53	434	572	68	503
OUEME	454	65	389	542	110	433	635	173	462	734	261	473
ZOU	414	21	393	492	51	441	579	98	481	600	118	482
BENIN	2038	212	1826	2652	446	2206	3451	944	2508	4491	1690	2801

PRINCIPALES VILLES

BENIN	1960	1970	1980	1990
COTONOU	70653	160336	363941	825911
PORTO-NOVO	60764	91904	139019	210263
PARAKOU	12601	29171	67546	156367
DJOUGOU	8774	16533	31157	58705
COVE	9216	15906	27451	47391
OUIDAH	16729	20877	26056	32517
KOUANDE	8954	15254	25985	44279
BOHICON	10472	15062	20344	17705
SAKETE	4637	6863	10159	14606
SAVE	4362	6456	9557	13005
ADANDOKPODJI	4293	6355	9407	12198
LALO	4071	6025	8919	11654
KANDI	4005	5928	8775	10863
SAVALOU	3946	5841	8645	11468
POBE	3936	5826	8624	11256

BURKINA FASO²

Historique de la collecte

Les estimations anciennes de la population de l'ex Haute-Volta émanent pour la plupart des archives nationales ainsi que des recensements administratifs. Cette période va de 1909 à 1960. Les estimations ainsi que les taux donnés par ces opérations sont à considérer avec prudence.

Parmi les estimations récentes, nous pouvons regrouper : les enquêtes démographiques par sondage 1960-1961, le recensement général de 1975 et le RGPH de 1985. Un des problèmes majeurs dans la critique des données du Burkina Faso consiste en la définition la plus stable possible de la population de référence afin de pouvoir intégrer de façon correcte les estimations des migrations qui sont importantes sur le pays. La distinction entre population résidente et population administrative a été adoptée pour cette fin et demeure un point de repère capital pour la comparaison des effectifs de population dans le temps.

Découpage administratif

La base des données n'a pu retenir que les informations relatives aux 30 provinces, bien que des données relatives à 289 départements aient pu être collectées. Faute de carte et de détail sur le nouveau découpage, il n'a pas été possible de réaffecter la population des provinces des recensements précédents dans lesdits départements.

Evolution des principaux indicateurs.

Le Burkina Faso reste un pays très faiblement urbanisé, à peine 24 % de la population totale en 1990. La vitesse d'urbanisation se maintient autour de 4,6 % l'an. Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Koudougou sont les principales villes du pays et sans doute les points de destination des migrations rurales. Ce sont les départements du Nord et de l'Est qui sont les points de départ les plus importants.

Le Burkina Faso, comme les autres pays sahéliens est un pays d'émigration. Entre 1960-1990, le taux d'accroissement moyen était de 1,65 % pour une croissance naturelle estimée à 2,46 sur la même période. La Côte d'Ivoire et le Ghana concentrent une grande part de cette migration. Mais, elle va aussi dans d'autres pays comme le Nigéria, le Gabon, la France. Il se produit une très grande modification dans les circuits de la migration au Burkina. En effet, elle s'orienterait davantage vers de nouvelles destinations parmi lesquelles les pays du Moyen-Orient et ceux de l'Europe de l'Est. En plus, elle concernerait des tranches d'âges de plus en plus jeunes.

² Annexe Fiche Pays

BURKINA FAS TABLEAUX DE SYNTHÈSE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION U/P	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	2.748	0.052	2.800	2.495	0.061	0.244	0.02	0.02	0.12
1960	4.8	0.5	5.3	4.6	0.4	0.4	0.10	0.11	0.17
1970	5.3	0.8	6.1	5.1	0.5	0.5	0.14	0.16	0.19
1980	5.8	1.3	7.2	5.9	0.7	0.6	0.19	0.23	0.22
1990	6.6	2.1	8.7	6.9	1.2	0.6	0.24	0.31	0.27
2020	9.4	6.3	15.6	10.5	3.6	1.5	0.40	0.67	0.48

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNP/PP
1930-1960	1.87	8.02	2.16	2.02	6.32	1.62		6.03	1.08
1960-1970	0.97	4.70	1.40	1.20	2.50	2.50	2.35	3.69	1.29
1970-1980	1.02	4.89	1.63	1.36	3.92	1.86	2.41	3.83	1.55
1980-1990	1.27	4.34	1.91	1.55	5.14	0.83	2.59	3.03	1.82
1960-1990	1.09	4.64	1.65	1.37	3.85	1.73	2.45	3.52	1.55
1990-2020	1.16	3.79	1.98	1.45	3.73	2.94	2.72	2.60	2.00

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par période)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DU MILIEU DES SECTEURS			
	DELTA R	DELTA U	DELTA P	DELTA PP	DLT PNP1	DLT PNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	2.0	0.5	2.5	2.1	0.3	0.1	0.19	0.82	0.13	0.06
1960-1970	0.5	0.3	0.8	0.6	0.1	0.1	0.39	0.73	0.14	0.14
1970-1980	0.6	0.5	1.1	0.7	0.2	0.1	0.47	0.69	0.21	0.09
1980-1990	0.8	0.7	1.5	1.0	0.5	0.1	0.47	0.65	0.31	0.03
1960-1990	1.8	1.5	3.4	2.3	0.8	0.3	0.45	0.68	0.24	0.08
1990-2020	2.7	4.2	7.0	3.7	2.4	0.9	0.61	0.53	0.34	0.13

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	400	-2722	-2322	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	0.88	-1.13	-0.81	
DENSITE 1990	hab./km ²	38	30	31	1.3
PIB/hab. 1990	D.L./hab.	1186	407	565	2.9
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	5.26	2.78	3.63	1.9
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			-3794	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			-0.74	

*POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE
1ER DEGRE.*

BURKINA FASO	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
KADIOGO	172	135	37	259	215	44	380	342	38	545	545	0
OUBRITENGA	242	0	242	248	6	242	275	7	268	327	21	306
GANZOURGOU	117	6	111	135	8	128	168	9	158	220	12	208
BAZEGA	211	7	204	199	9	190	238	22	216	368	28	340
ZOUNWEGO	108	6	102	107	7	100	128	9	119	182	11	170
NAHOURI	69	7	62	80	9	70	95	12	83	114	16	98
BOULGOU	259	19	240	315	27	289	374	49	325	423	97	326
KOURITENGA	135	7	128	128	9	120	154	11	144	241	14	227
SANMATENGA	264	12	252	331	16	314	372	27	345	360	42	319
BAM	138	0	138	159	0	159	168	6	162	157	7	149
NAMENTENGA	120	17	104	166	27	139	199	50	148	197	63	134
BOULKIENDE	292	22	271	338	47	291	366	75	291	362	135	227
PASSORE	209	7	202	214	10	204	220	23	197	224	29	195
SANGUIE	165	17	148	189	32	157	210	39	171	221	66	155
SISSILI	112	6	105	130	8	122	184	10	174	319	18	300
GOURMA	158	6	152	199	10	189	255	21	234	327	38	289
GNAGNA	140	0	140	143	11	131	179	25	153	279	37	242
TAPOA	85	12	73	99	15	84	129	38	91	187	55	132
HOUET	293	133	160	336	202	133	449	291	159	716	407	309
COMOE	165	7	158	190	14	176	225	40	186	270	56	214
KENEDOUGOU	96	7	89	108	9	100	127	11	115	150	21	130
YATENGA	500	30	469	576	46	530	584	70	513	496	119	378
SENO	138	6	132	159	8	151	196	10	186	257	24	233
OULDALAM	69	0	69	81	5	76	96	6	90	114	8	106
SOUM	128	7	121	146	10	136	170	13	157	200	19	181
PONI	170	6	164	196	8	188	223	9	213	244	12	232
BOUGOURIBA	170	0	170	194	0	194	215	12	203	224	21	203
KOSSI	191	24	167	221	35	186	278	48	230	382	59	323
SOUROU	218	9	209	252	10	242	272	17	254	262	21	242
MOUHOUN	186	11	175	216	20	196	259	36	223	313	52	261
BURKINA FASO	5319	526	4793	6112	832	5281	7187	1341	5845	8681	2051	6630

PRINCIPALES VILLES

BURKINA FASO	1960	1970	1980	1990
OUAGADOUGOU	135017	214961	342240	545020
BOBO-DIOULASSO	120845	170085	239389	336995
KOUDOUGOU	21738	30595	43062	60619
OUAHIGOUYA	13579	20525	31025	46906
BANFORA	10190	16598	27037	44052
KAYA	12334	16482	22024	29436
TENKODOGO	12468	15944	20391	26080
GARANGO	6612	10596	16982	27223
DEDOUGOU	10903	14115	18273	23660
FADA-NGOURMA	6370	10147	16163	25752
REO	10908	13409	16483	20265
DJIBO	6934	9647	13421	18676
DIAPAGA	6503	9200	13017	18420
NOUNA	10222	11945	13959	16313
GOURCY	6679	9030	12208	16509

CAMEROUN³Historique de la collecte :

Les principales sources des données sur l'histoire de la population du Cameroun peuvent être réparties sur deux périodes. La période avant l'indépendance qui regroupe les rapports annuels de l'administration coloniale à la Société des Nations, les recensements administratifs et les recensements de la population.

Avant la SDN, les premiers rapports remonteraient à 1912-1913. Au-delà de cette date, l'on retient trois sous-périodes : 1921-1939, 1939-1950 et 1950-1957 durant lesquelles, les statistiques sont réparties sur deux parties du pays, le Cameroun oriental (Français) et le Cameroun occidental (Anglais).

Les sources de la période après l'indépendance commencent avec les enquêtes par sondage de 1960-1965. Deux gros inconvénients handicapent ces sources : il s'agit du découpage du pays en régions et de la durée trop étalée de la période de collecte. Toutes les opérations de ce type qui seront menées ailleurs présenteront les mêmes types d'erreur, la sous-estimation principalement.

Les autres sources des données démographiques de cette seconde période sont les recensements généraux de la population de 1976 et 1987. Deux enquêtes de grande envergure complètent les sources des données démographiques sur le Cameroun, il s'agit de l'Enquête mondiale de fécondité de 1987 et de l'Enquête démographie et santé de 1991.

Le Cameroun est l'un des rares pays à avoir procédé à des enquêtes post-censitaires qui ont conduit à la mise en évidence des taux d'erreur de l'ordre de 6 % (sous-estimation) en 1976 par exemple.

Découpage administratif

Les données que nous avons rassemblées sur le Cameroun portent sur 10 provinces et 49 préfectures. Ce découpage a connu plusieurs modifications dont les dernières sont intervenues entre 1976 et 1987. En l'absence de cartographie actualisée et évolutive, ces modifications constituent des sources potentielles d'erreur dans la répartition spatiale dynamique du peuplement.

Evolution des principaux agrégats

En 1990, la population totale du Cameroun est estimée à 11 484 000. Ce qui fait de ce pays, le quatrième pays de la région Waltps en importance. Le niveau d'urbanisation de 17 % en 1960 est passé à 41 % en 1990 pour un taux de croissance urbaine en légère croissance, de 5.75 % entre 1960-1970 à 6.47 % entre 1980-1990. Sur la même période, la population totale a crû au taux moyen annuel de 3.19 % alors que le taux de croissance naturelle est estimée à 2.61 %. Les principales zones d'immigration sont le M'Foundi-Yaoundé et le Wourri-Douala. Ces zones correspondent également aux foyers de peuplement dense avec la partie centrale de l'extrême-nord et les hauts plateaux de l'ouest.

³ Annexe Fiche Pays

CAMEROUN TABLEAUX DE SYNTHESE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION U/P	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	2.327	0.073	2.400	2.136	0.053	0.211	0.03	0.03	0.12
1960	3.7	0.8	4.5	3.8	0.4	0.4	0.17	0.21	0.19
1970	4.9	1.4	6.3	5.1	0.6	0.6	0.22	0.28	0.24
1980	6.1	2.5	8.6	6.3	1.3	1.0	0.29	0.42	0.36
1990	6.7	4.8	11.5	7.2	2.8	1.5	0.41	0.71	0.59
2020	10.1	19.8	29.9	11.5	12.9	5.5	0.66	1.95	1.61

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNP/PP
1930-1960	1.56	6.21	2.10	1.92	6.53	1.72		6.55	1.38
1960-1970	2.91	5.75	3.46	2.96	5.82	5.82	2.13	2.76	2.77
1970-1980	2.15	6.41	3.22	2.28	7.43	5.30	2.87	4.17	4.04
1980-1990	0.99	6.47	2.89	1.34	8.09	3.66	2.81	5.43	4.89
1960-1990	2.02	6.21	3.19	2.19	7.11	4.92	2.61	4.11	3.90
1990-2020	1.37	4.87	3.24	1.55	5.27	4.47	2.62	3.45	3.41

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par periode)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DU MILIEU DES SECTEURS			
	DELTA R	DELTA U	DELTA P	DELTA PP	DLT PNP1	DLT PNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	1.4	0.7	2.1	1.6	0.3	0.1	0.34	0.79	0.14	0.07
1960-1970	1.2	0.6	1.8	1.3	0.3	0.3	0.32	0.71	0.15	0.15
1970-1980	1.2	1.2	2.3	1.3	0.6	0.4	0.50	0.55	0.28	0.18
1980-1990	0.6	2.2	2.8	0.9	1.5	0.4	0.78	0.32	0.52	0.16
1960-1990	3.0	4.0	7.0	3.5	2.4	1.1	0.57	0.49	0.34	0.16
1990-2020	3.4	15.0	18.4	4.2	10.1	4.0	0.82	0.23	0.55	0.22

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	2810	-1014	1796	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	1.51	-0.85	0.58	
DENSITE 1990	hab./km2	29	16	23	1.7
PIB/hab. 1990	D.L/hab.	1506	1018	1354	1.5
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	5.51	2.75	4.63	2.0
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			4921	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			0.62	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE 1er DEGRE.

CAMEROUN	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
ADAMAOUA	178	33	145	280	63	218	407	113	294	538	213	325
CENTRE	695	119	576	975	261	714	1352	563	789	1901	1107	794
EST	201	13	189	296	41	255	413	73	340	553	152	401
LITTORAL	423	250	173	697	462	235	1128	848	280	1669	1407	262
NORD	258	19	239	385	54	331	589	132	457	946	283	663
EXTREME-NORD	773	51	722	1128	79	1049	1529	170	1359	1917	376	1541
NORD-OUEST	460	35	425	746	71	674	1055	147	909	1277	340	937
OUEST	845	109	735	964	150	814	1136	240	896	1408	453	954
SUD	239	25	214	286	37	250	333	60	274	380	108	272
SUD-OUEST	407	125	282	537	146	391	696	193	504	897	312	585
CAMEROUN	4479	779	3699	6293	1363	4930	8639	2538	6101	11484	4751	6733

PRINCIPALES VILLES

CAMEROUN	1960	1970	1980	1990
DOUALA	131163	289907	569777	953273
YAOUNDE	67647	178870	414220	799696
GAROUA	11668	34282	86662	178246
MAROUA	13988	37819	84730	146722
BAFOUSSAN	27925	46409	78085	133572
BAMENDA	12347	29238	66023	139643
NKONGSAMBA	46440	60487	75842	90263
N'GAUDERE	10603	24144	50713	95346
KUMBA	35436	40749	52703	80034
FOUMBAN	25681	30529	41298	66648
KOUSSERI	4275	8420	21773	81647
EDEA	14111	20480	33053	61663
LIMBE	13542	21040	32688	51447
BERTOUA	5980	10703	22495	58867
BAFANG	16512	21864	29864	42554

CAP-VERT⁴

Historique de la collecte

Des estimations anciennes de la population du Cap-Vert existent déjà vers 1773. Depuis cette date, il est possible de suivre les évolutions de la population de l'île grâce aux recensements administratifs. Des recensements statistiques seront effectués tous les dix ans à partir de 1900.

Les données obtenues au cours de différentes collectes au Cap-Vert restent en qualité, parmi les meilleurs de la région. Néanmoins, les évaluations faites constatent l'existence des différences importantes entre les soldes censitaires entre les cinq derniers recensements et les résultats des enregistrements des mouvements naturel et migratoire pour les mêmes périodes. Vu les erreurs possibles sinon probables dans les résultats des recensements, et la qualité insuffisantes de l'enregistrement des données de mouvement, il n'est pas possible de formuler de conclusion sur l'estimation des effectifs.

Découpage administratif

Les divisions administratives correspondent à des zones géographiques naturelles : les îles. Neuf îles principales constituent les entités administratives du Cap-Vert.

Evolution des principaux agrégats

La population cap-verdienne a le plus fort taux d'émigration de la région. En effet, elle se singularise par ses destinations en dehors de la région. C'est bien entendu le plus petit pays de la région avec près de 300 000 habitants en 1990. L'essentiel de la population urbaine se concentre dans la capitale politique Praia et Mindelo.

Les migrations cap-verdiennes intra-régionales se dirigent vers le Sénégal. Des conditions climatiques et pédologiques constituent les motifs majeurs des migrations dans l'île. Le Cap-Vert est un des rares pays de la Région où la population rurale a tendance à décroître.

⁴ Annexe Fiche Pays

ILES DU CAP VERT

TABLEAUX DE SYNTHÈSE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION UP	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	0.115	0.005	0.120	0.104	0.003	0.013	0.04	0.04	0.15
1960	0.2	0.0	0.2	0.2	0.0	0.0	0.17	0.21	0.32
1970	0.2	0.1	0.3	0.2	0.0	0.0	0.18	0.23	0.33
1980	0.2	0.1	0.3	0.2	0.0	0.0	0.25	0.33	0.43
1990	0.2	0.1	0.3	0.2	0.1	0.0	0.35	0.54	0.61
2020	0.2	0.3	0.5	0.2	0.2	0.1	0.56	1.26	1.29

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNP/PP
1930-1960	1.21	6.69	1.72	1.27	6.94	2.11		5.42	2.42
1960-1970	3.00	3.72	3.13	3.02	3.48	3.48	3.22	0.70	0.45
1970-1980	0.01	3.98	0.86	0.13	3.81	1.75	2.92	3.97	2.69
1980-1990	-0.55	4.25	0.86	-0.34	4.97	0.67	2.88	4.83	3.58
1960-1990	0.81	3.98	1.61	0.92	4.08	1.96	3.01	3.15	2.23
1990-2020	0.46	3.36	1.76	0.58	3.37	2.58	2.64	2.89	2.52

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par période)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DU MILIEU DES SECTEURS			
	RURALE DELTA R	URBAINE DELTA U	TOTALE DELTA P	AGRICOLE DELTA PP	INFORMEL DLT PNP1	MODERNE DLT PNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.37	0.60	0.26	0.14
1960-1970	0.1	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0	0.21	0.73	0.14	0.14
1970-1980	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.99	0.11	0.63	0.26
1980-1990	-0.0	0.0	0.0	-0.0	0.0	0.0	1.45	-0.26	1.16	0.10
1960-1990	0.0	0.1	0.1	0.0	0.1	0.0	0.63	0.39	0.45	0.15
1990-2020	0.0	0.2	0.2	0.0	0.1	0.0	0.86	0.17	0.61	0.22

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	16	-179	-164	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	0.94	-1.80	-1.40	
DENSITE 1990	hab./km ²	199	46	54	4.4
PIB/hab. 1990	D.J./hab.	246	2400	1789	0.1
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	2.10	4.05	4.19	0.5
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			-160	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			-0.88	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE
1er DEGRE.

CAP-VERT	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
SANTO ANTAO	34	0	34	45	0	45	43	0	43	39	0	39
SAO VICENTE	21	12	8	31	22	10	42	38	4	66	66	0
SAO NICOLAU	14	0	14	16	0	16	14	0	14	11	0	11
SAL	3	0	3	6	0	6	6	0	6	6	0	6
BOA VISTA	3	0	3	3	0	3	3	0	3	3	0	3
SANTIAGO	89	23	66	129	29	101	146	37	109	157	47	111
FOGO	26	0	26	30	0	30	31	0	31	31	0	31
MAIO	3	0	3	3	0	3	4	0	4	5	0	5
BRAVA	9	0	9	8	0	8	7	0	7	6	0	6
CAP-VERT	200	35	165	272	50	222	296	74	222	323	113	210

PRINCIPALES VILLES

CAP-VERT	1960	1970	1980	1990
PRAIA	12259	21504	37720	66186
MINDELO	22655	28803	36619	46564
SAN FELIPE	2822	3321	3909	4601
PEDRA BADEJO	2627	3193	3881	4718
ASSOMADA	2258	2852	3603	4553
PORTO NOVO	1925	2547	3369	4458
TARRAFAL	1868	2334	2915	3641
VILA BRAVA	1280	1593	1983	2469
PONTA DO SOL	1177	1482	1865	2348
SANTA CRUZ	1155	1464	1855	2352
NOVA SINTRA	1149	1457	1847	2343

CENTRAFRIQUE⁵

Historique de la collecte

Dès les toutes premières années de la colonisation, des recensements administratifs sont organisés et comme ailleurs, ils constituent la seule source des données sur l'ensemble de la population de la république centrafricaine.

Après l'indépendance, les principales sources des données sont :

- l'enquête démographique 1959-1960,
- le recensement de 1975
- et le recensement général de la population et de l'habitat de 1988.

L'enquête de 1959-1960 est soupçonné de contenir un taux d'erreur de - 9,1 %. Les corrections faites par ailleurs conduisent à une diminution du taux d'accroissement intercensitaire 59-75 de 0,6 %.

Découpage administratif

La base des données démographiques de Centrafrique comprend des statistiques relatives à 17 Départements et 52 sous-préfectures. Des modifications dans le découpage sont intervenues entre les deux derniers recensements. Les services statistiques centrafricains ont réalloué la population du recensement précédent en fonction du dernier découpage.

Evolution des principaux agrégats

Ce pays appartient à la zone dite d'infécondité en Afrique centrale. Ce qui expliquerait partiellement son faible peuplement. Sa population en 1990 est estimée à 2 400 000 habitants. Au regard d'autres paramètres démo-économiques, son niveau d'urbanisation actuel appelle quelques réserves. En effet, ce niveau de 42 % en 1990, ne se justifie qu'en présence d'une hyperconcentration de la population urbaine à Bangui qui en comprend à elle seule près de la moitié. Berberati, la deuxième ville a à peine le dixième de la population de Bangui.

Les Centrafricains n'ont pas une tradition de migration au loin. Ils se contentent de pays voisins : Cameroun, Gabon et Zaïre. La plupart des originaires de l'Afrique de l'Ouest qui vivent en Centrafrique sont des anciens expulsés du Zaïre, de la Zambie et du Congo ; les Maliens et les Sénégalais étant les plus représentés.

⁵ Annexe Fiche Pays

CENTRE AFRI TABLEAUX DE SYNTHÈSE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	RATIOS	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION UP	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	0.814	0.020	0.834	0.739	0.019	0.076	0.02	0.02	0.13
1960	1.0	0.3	1.2	1.0	0.1	0.1	0.21	0.26	0.24
1970	1.1	0.5	1.6	1.2	0.2	0.2	0.29	0.40	0.32
1980	1.2	0.8	2.0	1.4	0.3	0.3	0.38	0.61	0.42
1990	1.4	1.0	2.4	1.6	0.5	0.3	0.42	0.72	0.49
2020	2.1	2.8	4.8	2.7	1.5	0.6	0.57	1.32	0.78

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	RATIOS	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNP/PP
1930-1960	0.66	8.88	1.35	1.03	6.38	1.58		8.16	2.13
1960-1970	1.39	5.90	2.47	1.84	4.77	4.77	1.13	4.45	2.88
1970-1980	0.86	5.20	2.28	1.52	5.36	3.27	1.91	4.30	2.81
1980-1990	1.36	3.06	2.04	1.54	4.87	0.57	2.39	1.68	1.57
1960-1990	1.20	4.71	2.26	1.63	5.00	2.86	1.81	3.47	2.42
1990-2020	1.28	3.36	2.30	1.71	3.51	2.73	2.10	2.05	1.52

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par période)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DU MILIEU DES SECTEURS			
	DELTA R	DELTA U	DELTA P	DELTA PP	DLT PNP1	DLT PNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	0.2	0.2	0.4	0.3	0.1	0.0	0.57	0.64	0.25	0.11
1960-1970	0.1	0.2	0.3	0.2	0.1	0.1	0.58	0.58	0.21	0.21
1970-1980	0.1	0.3	0.4	0.2	0.1	0.1	0.75	0.49	0.33	0.18
1980-1990	0.2	0.3	0.4	0.2	0.2	0.0	0.60	0.52	0.45	0.04
1960-1990	0.4	0.8	1.2	0.6	0.4	0.2	0.64	0.53	0.34	0.14
1990-2020	0.7	1.7	2.4	1.1	1.0	0.4	0.72	0.45	0.40	0.15

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	541	-237	304	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	1.81	-0.65	0.45	
DENSITE 1990	hab./km ²	5	3	4	1.6
PIB/hab. 1990	D.L./hab.	949	682	826	1.4
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	2.67	0.19	1.50	14.1
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			269	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			0.20	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE 1er DEGRE.

CENTRAFRIQUE	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
OUHOUM	190	32	158	196	42	154	208	58	150	239	69	170
OUHOUM-PENDE	151	0	151	175	9	166	203	31	172	249	41	207
NANA-MAMBERE	96	21	75	123	28	95	145	40	105	161	56	105
MAMBERE-KADEI	92	17	75	134	35	99	173	56	117	198	83	115
SANGHA-MBAERE	15	0	15	27	0	27	45	9	36	60	16	44
LOBAYE	79	18	62	103	20	83	126	24	102	150	35	115
OMBELLA-MPOKO	52	5	47	76	7	69	111	21	90	176	26	149
KEMO	42	0	42	53	16	37	62	24	39	73	29	44
NANA-GRIBIZI	41	10	31	52	11	41	63	15	47	74	26	47
OUAKA	134	30	104	147	45	102	161	55	105	181	64	117
BASSE-KOTTO	113	8	105	139	11	129	161	22	139	184	31	153
MBAMOU	71	16	55	80	21	59	87	24	63	94	25	69
VAKAGA	9	0	9	14	0	14	20	0	20	35	0	35
BAMINGUI-BANGORAN	16	0	16	20	0	20	23	7	16	25	9	16
HAUTE-KOTTO	17	0	17	27	8	20	38	18	21	45	24	21
HAUT-MBOMOU	19	0	19	22	0	22	24	6	18	26	13	12
BANGUI	110	99	10	203	203	0	347	347	0	474	474	0
CENTRAFRIQUE	1249	257	992	1594	455	1139	1996	756	1240	2442	1022	1420

PRINCIPALES VILLES

CENTRAFRIQUE	1960	1970	1980	1990
BANGUI	99472	203202	346598	473979
BERBERATI	17157	24436	33457	43639
BOUAR	21215	27502	34286	40744
BAMBARI	21577	28888	35488	39234
CARNOT	3940	10736	22319	33316
BOSSANGO	8782	14893	25258	32464
BANGASSOU	15948	20583	23948	24542
KAGA-BANDORO	10245	11475	15497	26306
BRIA	2205	7682	17532	23835
SIBUT	4677	9418	15183	16638
BOZOU	3938	8927	15076	17758
MBAIKI	12050	12442	13998	17490
NOLA	2718	4915	8888	15988
PAOUA	2245	4713	9004	15324
IPPY	8189	9832	11896	14527

COTE D'IVOIRE⁶

Historique de la collecte

Les premières évaluations de l'effectif de la population de Côte d'Ivoire remontent à 1917 et jusqu'en 1956, elles ont pour origine les recensements administratifs dont les principaux sont ceux de 1917, 1936, 1946, 1950, 1955 et 1956. Ces recensements sont connus pour leur degré de sous-estimation évalué autour de 20-23 %. Ce n'est qu'après 1956 que l'on enregistre un sérieux effort de collecte par une série d'enquêtes en milieux urbain et rural.

Après l'indépendance, les principales sources sont les enquêtes de 1962-1963 et les recensements généraux de population de 1975 et 1988. Ces données ont été harmonisées dans le temps, de sorte qu'il est possible de suivre l'évolution de la population jusqu'à l'échelle de la sous-préfecture depuis 1965. La Côte d'Ivoire étant un pays d'immigration, on peut avoir quelques réserves quant l'absence d'indications relatives à la population de droit et son évolution.

Découpage administratif

C'est sur la Côte d'Ivoire que nous avons pu réunir la collecte la plus fine. En effet les données de notre base portent sur :

- 10 régions,
- 50 préfectures et
- 185 sous-préfectures.

L'ensemble des données a été harmonisé au départ pour tenir compte de différentes modifications intervenues dans le découpage administratif entre différentes dates de recensement.

Evolution des principaux agrégats

De 1960 à 1990, la population totale de Côte d'Ivoire est passée de 3 200 000 habitants à 11 400 000, soit une croissance moyenne sur la période de 4,36 qui reflète une immigration nette importante pour une croissance naturelle estimée à 3,21 %.

Le niveau d'urbanisation passe sur la même période de 17 % à près de 50 % de la population. Le taux de croissance urbaine de la première décennie de 10,8 % est tombé à 5,37 %, ce qui correspond à un ralentissement notable de la vitesse d'urbanisation. Ce rythme d'urbanisation fait de la Côte d'Ivoire, le deuxième pays le plus urbanisé de la région Afrique de l'Ouest après le Nigéria.

Les principales zones d'immigration sont les villes de la côte et de l'ouest ainsi que les villes du centre et les zones forestières agricoles.

⁶ Annexe Fiche Pays

COTE D'IVOIR TABLEAUX DE SYNTHESE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION U/P	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	1.337	0.063	1.400	1.230	0.034	0.136	0.05	0.05	0.14
1960	2.6	0.5	3.2	2.6	0.3	0.3	0.17	0.20	0.22
1970	3.8	1.5	5.3	4.0	0.6	0.6	0.28	0.39	0.32
1980	4.8	3.3	8.1	5.5	1.4	1.2	0.41	0.69	0.47
1990	5.9	5.6	11.4	7.0	2.9	1.5	0.49	0.95	0.62
2020	8.5	22.8	31.3	12.5	13.2	5.6	0.73	2.69	1.51

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNP/PP
1930-1960	2.31	7.38	2.78	2.53	7.42	2.57		4.96	1.62
1960-1970	3.65	10.79	5.18	4.36	8.30	8.30	3.11	6.89	3.78
1970-1980	2.31	8.33	4.34	3.22	8.27	6.12	3.25	5.88	3.89
1980-1990	2.10	5.37	3.55	2.56	7.18	2.78	3.27	3.20	2.77
1960-1990	2.68	8.14	4.36	3.38	7.91	5.71	3.21	5.31	3.48
1990-2020	1.23	4.81	3.41	1.92	5.23	4.43	2.80	3.53	2.99

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par periode)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE			
	DELTA R	DELTA U	DELTA P	DELTA PP	DLT PNP1	DLTPNP2	DU/DP	DPP/DP	DPNP1/DP	DPNP2/DP
1930-1960	1.3	0.5	1.8	1.4	0.3	0.2	0.26	0.77	0.14	0.09
1960-1970	1.1	1.0	2.1	1.4	0.4	0.4	0.45	0.66	0.17	0.17
1970-1980	1.0	1.8	2.8	1.5	0.8	0.5	0.65	0.53	0.28	0.19
1980-1990	1.1	2.3	3.4	1.6	1.4	0.4	0.67	0.47	0.42	0.11
1960-1990	3.2	5.0	8.3	4.4	2.6	1.2	0.61	0.54	0.31	0.15
1990-2020	2.6	17.2	19.8	5.4	10.3	4.1	0.87	0.27	0.52	0.21

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	4756	-1526	3230	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	2.72	-1.55	1.15	
DENSITE 1990	hab./km ²	47	18	34	2.6
PIB/hab. 1990	D.L./hab.	1507	937	1375	1.6
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	5.78	2.02	4.83	2.9
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			5084	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			0.61	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE 1er DEGRE.

COTE D'IVOIRE	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
SUD-OUEST	66	7	59	128	36	93	304	114	190	748	255	493
SUD	681	322	359	1481	811	669	2694	1729	965	4124	2905	1219
OUEST	406	32	374	585	76	509	773	181	592	993	274	719
NORD-OUEST	298	13	284	349	28	321	421	60	361	545	114	431
NORD-EST	147	0	147	292	27	264	440	55	384	523	68	455
NORD	375	24	351	471	66	405	588	149	439	762	266	496
EST	49	12	37	119	38	80	216	86	130	317	166	151
CENTRE-OUEST	335	39	295	630	125	505	1014	352	662	1447	603	843
CENTRE-NORD	433	67	366	582	160	422	750	315	435	959	501	457
CENTRE	393	16	377	640	119	522	870	265	605	1026	423	603
COTE D'IVOIRE	3183	533	2650	5276	1485	3791	8069	3305	4764	11443	5577	5866

PRINCIPALES VILLES

COTE D'IVOIRE	1960	1970	1980	1990
ABIDJAN	201743	573006	1246188	2110802
BOUAKE	59222	121998	222254	360835
DALOA	25456	48123	83312	132806
YAMOOUSSOKRO	3745	17088	54802	126339
KORHOGO	16366	35195	68317	120457
MAN	22911	39282	62898	94445
GAGNOA	13941	31632	58983	91517
DIVO	11923	28705	53179	77094
SAN-PEDRO	857	8906	39547	79211
ABENGOUROU	11991	24102	41802	63145
ANYAMA	7188	16834	34620	63018
AGBOVILLE	22950	25730	33349	49492
GRAND-BASSAM	12962	21004	31572	44227
DABOU	7418	16311	28941	42009
DIMBOKRO	10353	21733	33641	39155

GAMBIE⁷

Historique de la collecte

Les premières estimations de la population de la Gambie remontent à 1881 et 1891. Mais, on considère qu'avant 1963, les données fournies par ces recensements sont peu fiables.

Ce sont les recensements de 1963 et 1973 qui vont marquer des progrès notables dans la qualité des données fournies. Toutefois, on pense qu'entre les deux opérations une sous-estimation de l'ordre de 1,7 % aurait été enregistrée. Un dernier recensement général de la population et de l'habitat a été conduit en 1983. On pense que l'accroissement annuel constaté entre 1973 et 1983 serait quelque peu surestimé compte tenu de l'accroissement naturel estimé à moins de 2 %. Mais si l'on accepte les améliorations enregistrées au niveau de la santé générale, l'accroissement naturel du pays approcherait vraisemblablement les 3 %, ce qui rend conforme l'accroissement intercensitaire observé.

Découpage administratif

Seules les données relatives aux 10 régions du pays ont été traitées dans la base des données Waltps.

Evolution des principaux agrégats

Sur les dix-neuf pays de la région, la Gambie occupe l'avant dernière position pour sa population totale. C'est le pays anglophone le plus petit de l'Afrique de l'ouest. En effet, ce petit pays enclavé dépasse à peine 1 100 000 habitants en 1990. Cependant, il aurait un taux d'immigration assez élevé car le taux d'accroissement moyen entre 1960-1990 est de 4,57 % . Cette immigration provient des pays voisins tels le Sénégal, la Guinée Conakry et la Guinée Bissau.

L'essentiel de l'urbanisation se limite à deux entités administratives totalement urbaines que sont Banjul, la capitale administrative et Kombo St Mary, sa banlieue. L'accroissement de Kombo St Mary mériterait un peu plus d'analyses, car sur dix ans la population de cette banlieue serait passée de 38 934 en 1973 à 101 504 en 1983. Cet accroissement exceptionnel est également observé sur d'autres villes comme Brikama, Bakau et Farafeni. Dans nos traitements, ces niveaux ont été considérés exagérés et revus à la baisse.

Le rythme d'urbanisation suit une tendance normale de ralentissement. De la croissance moyenne de 9,7 % entre 1960-1970, il est tombé à 4,7 au cours de la dernière décennie, l'essentiel de la croissance urbaine se réalisant dans la région de la capitale Banjul. Le niveau d'urbanisation a doublé entre 1960 et 1990, passant de 9 % de la population à 19 %.

(Sous réserve de confirmation des tendances d'évolution de Kombo St Mary et autres villes).

⁷ Annexe Fiche Pays

GAMBIA TABLEAUX DE SYNTHESE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION U/P	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	0.165	0.005	0.170	0.149	0.004	0.017	0.03	0.03	0.14
1960	0.2	0.0	0.3	0.2	0.0	0.0	0.13	0.15	0.26
1970	0.4	0.1	0.4	0.3	0.0	0.1	0.19	0.23	0.32
1980	0.5	0.2	0.6	0.4	0.1	0.1	0.27	0.36	0.40
1990	0.6	0.3	0.9	0.6	0.1	0.1	0.33	0.48	0.48
2020	0.9	1.0	2.0	1.0	0.7	0.3	0.52	1.10	0.91

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	UR	PNP/PP
1930-1960	1.28	6.88	1.66	1.33	5.99	2.30		5.52	2.05
1960-1970	3.87	8.36	4.57	4.09	5.25	6.94	2.14	4.32	2.08
1970-1980	2.66	7.40	3.72	3.07	5.75	5.42	2.28	4.61	2.41
1980-1990	2.52	5.46	3.38	2.85	6.61	3.14	2.46	2.87	1.72
1960-1990	3.02	7.07	3.89	3.33	5.87	5.15	2.30	3.93	2.07
1990-2020	1.58	4.40	2.76	1.89	5.48	2.14	2.62	2.78	2.17

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par période)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DU MILIEU DES SECTEURS			
	RURALE DELTA R	URBAINE DELTA U	TOTALE DELTA P	AGRICOLE DELTA PP	INFORMEL DLT PNP1	MODERNE DLT PNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	0.1	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0	0.29	0.67	0.18	0.15
1960-1970	0.1	0.0	0.2	0.1	0.0	0.0	0.29	0.70	0.10	0.20
1970-1980	0.1	0.1	0.2	0.1	0.0	0.0	0.45	0.61	0.16	0.24
1980-1990	0.1	0.1	0.2	0.1	0.1	0.0	0.48	0.58	0.25	0.16
1960-1990	0.3	0.2	0.6	0.4	0.1	0.1	0.42	0.62	0.18	0.20
1990-2020	0.4	0.8	1.1	0.4	0.5	0.1	0.68	0.40	0.48	0.12

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	324	0	324	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	1.59	NA	1.59	
DENSITE 1990	hab./km ²	78	NA	78	NA
PIB/hab. 1990	D.L./hab.	734	NA	799	NA
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	3.40	ERR	3.29	ERR
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			77	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			0.14	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE 1er DEGRE.

GAMBIE	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
BANJUL&KOMBO ST MARY	37	37	0	68	68	0	127	127	0	233	207	26
BRIKAMA	47	0	47	79	8	70	121	17	103	176	28	148
MANSAKONKO	32	0	32	40	0	40	51	6	45	65	9	56
KEREWAN	55	0	55	83	0	83	106	9	98	125	15	110
KUNTAUR	25	0	25	41	0	41	54	0	54	65	6	59
GEORGETOWN	31	0	31	48	0	48	64	0	64	79	6	73
BASSE	51	0	51	77	5	71	103	8	95	131	13	118
GAMBIE TOTAL	278	37	242	435	82	353	627	167	459	874	285	589

PRINCIPALES VILLES

GAMBIE	1960	1970	1980	1990
GREATER BANJUL	36751	68355	127139	207152
BRIKAMA	3989	8266	17125	27902
FARAFENI	1189	3206	8641	15480
BASSE	3453	5378	8375	13045
MANSAKONKO	2745	4099	6119	9139
BANSAN	949	1777	3327	6230
KAUR	686	1515	3347	5995
KEREWAN	1327	1945	2852	4181
GEORGETOWN	1940	2372	2901	3547
KUNTAUR	1298	1589	1946	2383

GHANA⁸Historique de la collecte

1891 est la date du premier dénombrement de la population de la Gold Coast, même si à cette époque les estimations ne portent que sur une partie du pays, la "colony". L'administration britannique va par la suite entreprendre des recensements tous les dix ans de 1891 à 1931 et un dernier en 1948.

Le Ghana indépendant a effectué trois recensements : 1960, 1970 et 1984. La plupart de recensements d'avant l'indépendance comportent une sous-estimation de l'effectif de la population totale comprise entre 1 et 6 %. Tandis que les mêmes évaluations des sources concluent à une légère surestimation dans les recensements de 1960 et 1970, + 1,6 % et + 0,6 %.

Découpage administratif

Le Ghana est avec la Côte d'Ivoire un des pays où il est possible d'obtenir de façon continue des statistiques démographiques jusqu'au niveau de l'entité de troisième degré. La base Waltps reprend des données de 10 régions comprenant 141 localités au total.

Evolution des principaux agrégats

Deuxième pays de la région par sa taille, le Ghana se caractérise par un faible niveau d'urbanisation, seulement 31 % en 1990. Le taux de croissance urbaine n'atteint pas, même dans la décennie 60-70, les niveaux de beaucoup de pays de la région. Il y aurait une quasi-stabilité de l'armature urbaine ghanéenne. Il est fort probable que la stagnation économique traversée par ce pays explique cette faible urbanisation. Accra, Kumasi et Tamale sont les plus grandes villes du pays.

Jusqu'en 1969, période à laquelle le Ghana a procédé à des expulsions massives des étrangers, le Ghana était le principal pays d'immigration de la région. Depuis, il a perdu ce statut pour devenir à son tour un pays d'émigration dont les destinations majeures restent le Nigéria au sein de la région et la Grande Bretagne, hors Afrique de l'Ouest. On relève aussi une présence ghanéenne, surtout féminine en Côte d'Ivoire. Les événements politiques du Togo des deux dernières années ont aussi amené plusieurs colonies de réfugiés dans l'est du Pays. Les Burkinabé et les Maliens sont toujours présents dans les exploitations agricoles du pays.

⁸ Annexe Fiche Pays

GHANA TABLEAUX DE SYNTHÈSE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION U/P	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	2.639	0.161	2.800	2.455	0.069	0.276	0.06	0.06	0.14
1960	5.2	1.6	6.8	5.5	0.7	0.7	0.23	0.30	0.24
1970	6.2	2.5	8.6	6.7	1.0	1.0	0.29	0.40	0.30
1980	7.8	3.4	11.2	8.5	1.5	1.2	0.30	0.43	0.32
1990	9.9	4.6	14.5	10.7	2.4	1.3	0.31	0.46	0.35
2020	17.5	19.1	36.6	19.6	11.9	5.1	0.52	1.09	0.87

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNP/PP
1930-1960	2.30	7.86	2.99	2.70	7.78	2.91		5.44	1.79
1960-1970	1.67	4.75	2.46	2.00	4.20	4.20	3.06	3.02	2.16
1970-1980	2.40	3.14	2.62	2.46	4.12	2.05	2.95	0.72	0.66
1980-1990	2.42	3.04	2.61	2.37	5.09	0.78	2.98	0.60	0.95
1960-1990	2.16	3.64	2.56	2.28	4.47	2.33	3.00	1.44	1.25
1990-2020	1.91	4.90	3.15	2.02	5.45	4.66	2.53	2.93	3.11

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par période)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DU MILIEU DES SECTEURS			
	DELTA R	DELTA U	DELTA P	DELTA PP	DLT PNP1	DLT PNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	2.6	1.4	4.0	3.0	0.6	0.4	0.35	0.76	0.15	0.10
1960-1970	0.9	0.9	1.9	1.2	0.3	0.3	0.49	0.64	0.18	0.18
1970-1980	1.6	0.9	2.5	1.8	0.5	0.2	0.35	0.72	0.19	0.09
1980-1990	2.1	1.2	3.3	2.2	0.9	0.1	0.36	0.68	0.29	0.03
1960-1990	4.7	3.0	7.7	5.3	1.8	0.7	0.39	0.68	0.23	0.08
1990-2020	7.6	14.6	22.2	8.9	9.5	3.8	0.66	0.40	0.43	0.17

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	1051	-3012	-1961	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	0.76	-0.97	-0.44	
DENSITE 1990	hab./km ²	42	72	57	0.6
PIB/hab. 1990	D.L./hab.	1126	923	997	1.2
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	3.26	1.74	2.29	1.9
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			5984	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			0.61	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE 1er DEGRE.

GHANA	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
WESTERN	630	137	493	777	206	571	1013	222	791	1317	258	1059
CENTRAL	755	185	570	895	255	641	1072	280	793	1281	352	928
GREATER ACCRA	550	406	144	913	735	178	1261	1044	217	1739	1478	261
EASTERN	1049	213	835	1219	311	909	1541	409	1133	1942	518	1424
VOLTA	782	77	704	953	136	817	1129	186	943	1334	269	1064
ASHANTI	1118	279	839	1494	443	1051	1910	603	1307	2434	788	1647
BRONG AHAFO	592	103	489	774	177	597	1053	272	782	1429	380	1049
NORTHERN	536	70	466	736	150	586	1028	238	790	1432	356	1076
UPPER WEST	290	14	275	322	22	301	404	37	367	505	59	446
UPPER EAST	471	18	452	547	32	515	704	54	650	902	93	808
GHANA	6772	1505	5268	8631	2466	6165	11116	3343	7773	14315	4552	9764

PRINCIPALES VILLES

GHANA	1960	1970	1980	1990
ACCRA	342700	569836	769247	1038355
KUMASI	182463	262106	322957	397912
TAMALE	41235	84676	120174	170537
TEMA	15500	61513	87442	124291
TESHIE	20186	39839	55664	77769
TAKORADI	41307	58276	60612	63041
OBUASI	22979	30595	50080	81964
CAPE COAST	41463	51834	56053	60614
KOFORIDE	35176	46379	52106	58538
TAFO	11251	34022	45324	60376
ASHIAMAN	2762	22922	40146	70303
HO	14710	24447	33212	45116
SUNYANI	12431	24035	32343	43520
WA	14463	21664	31385	45463
NKAWKAW	15775	23412	30806	40533

GUINEE⁹

Historique de la collecte

Des circonstances historico-politiques ont conduit à isoler la Guinée du monde des chiffres. En effet, il y aurait très peu de sources de données sur les périodes antérieures et contemporaines au régime de Sékou Touré. Pourtant dans le domaine de la population, on imagine bien que les responsables coloniaux ont pu conduire comme ailleurs des recensements administratifs.

L'enquête démographique par sondage de 1963 donne les estimations les plus crédibles qui vont servir de base à d'autres estimations, car il faudra attendre 1983 pour pouvoir disposer des données issues d'un recensement général de la population. Un recensement administratif conduit en 1973 demeure introuvable, il aurait sans doute permis un redressement plus vraisemblable des statistiques sur ce pays.

Découpage administratif

Les données sur la Guinée se réfèrent à 4 régions dites "naturelles" et 33 préfectures.

Evolution des principaux agrégats

Les deux premières décennies 60-70 et 70-80 sont caractérisées par de nombreux départs à l'étranger des Guinéens, ce qui expliquerait un taux d'accroissement moyen de 1,68 % entre 60-90. Le Sénégal, la Guinée Bissau et la Sierra Leone constituent les pays d'accueil de la diaspora guinéenne. Un mouvement de retour a pris place et il est fort probable que la Guinée puisse devenir à terme un pays d'immigration, étant donné les diverses potentialités du pays, côtier, forêt et nombreux gisements miniers.

L'urbanisation qui semblait stagner au début des années 60-70, a fait un bond au milieu de la période d'étude pour revenir au niveau antérieur ensuite, certainement en réponse à la crise économique de la dernière décennie. Le niveau d'urbanisation reste modeste même si Conakry fait partie de grandes métropoles régionales. Conakry renferme 60 % de la population urbaine du pays. La deuxième ville du pays est 12 fois plus petite que Conakry. Les migrations internes se dirigent essentiellement vers Conakry ainsi que les centres urbains de Basse et Haute Guinée.

⁹ Annexe Fiche Pays

GUINEE TABLEAUX DE SYNTHESE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION U/P	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	1.561	0.039	1.600	1.422	0.036	0.143	0.02	0.02	0.13
1960	2.7	0.5	3.2	2.7	0.3	0.3	0.14	0.17	0.20
1970	3.1	0.7	3.8	3.0	0.4	0.4	0.18	0.21	0.24
1980	3.4	1.1	4.5	3.3	0.6	0.5	0.25	0.32	0.35
1990	3.8	1.5	5.3	3.7	1.0	0.5	0.28	0.40	0.42
2020	6.2	6.1	12.3	6.2	4.3	1.8	0.49	0.98	0.98

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNP/PP
1930-1960	1.89	8.55	2.33	2.11	6.93	2.10		6.54	1.57
1960-1970	1.28	3.84	1.68	1.35	3.23	3.23	1.80	2.53	1.86
1970-1980	0.80	5.07	1.68	0.85	5.62	3.52	1.93	4.24	3.74
1980-1990	1.15	3.19	1.68	1.17	4.78	0.49	2.30	2.02	1.86
1960-1990	1.08	4.03	1.68	1.12	4.54	2.41	2.01	2.92	2.48
1990-2020	1.67	4.79	2.87	1.72	4.93	4.13	2.74	3.06	2.90

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par periode)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DU MILIEU DES SECTEURS			
	RURALE DELTA R	URBAINE DELTA U	TOTALE DELTA P	AGRICOLE DELTA PP	INFORMEL DLT PNP1	MODERNE DLTPNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	1.2	0.4	1.6	1.2	0.2	0.1	0.26	0.78	0.14	0.08
1960-1970	0.4	0.2	0.6	0.4	0.1	0.1	0.36	0.66	0.17	0.17
1970-1980	0.3	0.4	0.7	0.3	0.3	0.2	0.62	0.39	0.39	0.22
1980-1990	0.4	0.4	0.8	0.4	0.4	0.0	0.50	0.50	0.46	0.03
1960-1990	1.0	1.0	2.1	1.1	0.7	0.3	0.50	0.51	0.36	0.13
1990-2020	2.4	4.6	7.0	2.5	3.3	1.3	0.65	0.35	0.46	0.18

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	1234	-1766	-533	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	2.78	-1.55	-0.33	
DENSITE 1990	hab./km ²	37	14	19	2.6
PIB/hab. 1990	D.L./hab.	1246	401	758	3.1
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	5.99	-0.10	2.81	NA
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			441	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			0.13	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE 1er DEGRE.

GUINEE	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
BASSE GUINEE	811	229	582	1065	391	674	1502	765	737	2113	1103	1010
MOYENNE GUINEE	1027	54	973	1153	67	1086	1223	77	1146	1248	94	1154
HAUTE GUINEE	627	90	537	753	108	644	877	129	748	1007	155	851
GUINEE FORESTIERE	728	84	645	804	100	704	858	122	737	903	144	759
GUINEE TOTAL	3194	457	2737	3774	666	3108	4460	1093	3367	5270	1496	3774

PRINCIPALES VILLES

GUINEE	1960	1970	1980	1990
CONAKRY	138512	285189	640608	948460
KANKAN	39298	45593	52897	61376
N'ZEREKORE	24312	31785	41558	54332
KINDIA	36093	37400	38756	40160
KISSIDOUGOU	28283	29337	30429	31563
FRIA	13764	19395	27330	38510
FARANAH	24256	26174	28245	30479
MAMOU	17768	20643	23984	27864
LABE	16839	19555	22710	26372
BOKE	13275	16934	21605	27561
GUECKEDOU	16008	17282	18659	20144
MACENTA	15030	16211	17486	18860
SIGUIRI	14648	15801	17044	18386
COYAH	11740	13706	16003	18683
FORECARIAN	9697	11321	13219	15433

GUINEE BISSAU¹⁰Historique de la collecte

Les premières informations chiffrées sur la population de la Guinée Bissau datent de 1899. Elles font suite à l'instauration de "recensements périodiques et obligatoires" dans les colonies. De 1928 à 1970, on considère que les opérations ont été pour une grande partie partielles. C'est ainsi que les recensements de 1960 et 1970 sont considérés comme peu sûrs, tandis que celui de 1970 s'est déroulé en pleine période de guerre de libération nationale. D'où, très peu de données de ce recensement sont connues.

En somme, c'est le recensement de 1979 qui est considéré comme la première opération exhaustive de dénombrement. Un deuxième recensement a eu lieu en 1991, mais les données ramenées au Portugal demeurent inaccessibles.

Découpage administratif

La Guinée Bissau est subdivisée en 8 provinces.

Evolution des principaux agrégats

Entre 1960 et 1990, la population de la Guinée Bissau a crû au taux moyen de 2,05 %, ce qui donne en 1990 une population de près d'un million. Le niveau d'urbanisation reste faible, 26 % de la population totale. Le taux moyen de croissance urbaine sur la période est de 6 %. Il convient de noter l'absence d'émergence de véritables centres urbains. La capitale, Bissau concentre l'essentiel des urbains du pays.

La migration reste mal mesurée sur ce pays. On connaît néanmoins une émigration traditionnelle temporaire : Navétane. Elle concerne surtout l'agriculture et le travail domestique ou industriel en milieu urbain. La Gambie et le Sénégal sont les principales destinations des migrations internationales intra-régionales.

¹⁰ Annexe Fiche Pays

GUINEE BISSA TABLEAUX DE SYNTHESE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION U/P	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	0.323	0.015	0.338	0.292	0.009	0.037	0.04	0.05	0.16
1960	0.5	0.0	0.5	0.4	0.0	0.0	0.08	0.09	0.20
1970	0.6	0.1	0.6	0.5	0.1	0.1	0.12	0.14	0.24
1980	0.6	0.1	0.8	0.6	0.1	0.1	0.19	0.23	0.30
1990	0.7	0.3	1.0	0.7	0.2	0.1	0.26	0.35	0.40
2020	1.1	1.0	2.0	1.1	0.6	0.3	0.47	0.89	0.84

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	UR	PNP/PP
1930-1960	1.34	3.57	1.47	1.35	5.32	0.57		2.20	0.79
1960-1970	1.58	6.34	2.05	1.72	3.58	3.58	1.79	4.69	1.83
1970-1980	1.31	6.26	2.05	1.56	4.92	2.83	1.75	4.88	2.33
1980-1990	1.05	5.63	2.05	1.30	6.01	1.67	1.83	4.53	2.92
1960-1990	1.31	6.08	2.05	1.53	4.83	2.69	1.79	4.70	2.36
1990-2020	1.36	4.53	2.50	1.58	4.37	3.58	1.96	3.13	2.49

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par période)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DU MILIEU DES SECTEURS			
	RURALE DELTA R	URBAINE DELTA U	TOTALE DELTA P	AGRICOLE DELTA PP	INFORMEL DLT PNP1	MODERNE DLT PNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	0.2	0.0	0.2	0.1	0.0	0.0	0.15	0.78	0.18	0.04
1960-1970	0.1	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0	0.31	0.69	0.16	0.16
1970-1980	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.46	0.60	0.26	0.14
1980-1990	0.1	0.1	0.2	0.1	0.1	0.0	0.60	0.47	0.45	0.08
1960-1990	0.2	0.2	0.4	0.3	0.1	0.1	0.48	0.57	0.31	0.12
1990-2020	0.4	0.7	1.1	0.4	0.5	0.2	0.66	0.39	0.44	0.17

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	183	-112	72	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	1.96	-0.63	0.26	
DENSITE 1990	hab./km ²	54	19	26	2.9
PIB/hab. 1990	D.L./hab.	1107	476	751	2.3
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	4.38	1.30	2.94	3.4
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			296	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			0.54	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE 1er DEGRE.

GUINEE BISSAU	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
BAFATA	66	7	60	90	10	80	120	14	106	157	21	136
BIOMBO	73	36	37	114	64	50	174	113	62	264	198	66
BOLAMA	19	0	19	22	0	22	26	0	26	30	0	30
QUINARA	26	0	26	31	0	31	36	0	36	41	0	41
CACHEU	95	0	95	113	0	113	133	0	133	152	0	152
GABU	77	0	77	91	6	85	106	8	98	121	11	110
OIO	128	0	128	133	0	133	135	6	130	135	15	120
TOMBALI	40	0	40	48	0	48	56	5	51	64	7	57
GUINEE BISSAU TOTA	524	43	481	642	79	563	787	146	641	964	252	712

PRINCIPALES VILLES

GUINEE BISSAU	1960	1970	1980	1990
BISSAU	36397	64043	112707	198319
SAO BAFATA	6576	9615	14059	20556
GABU	4197	5838	8120	11294
MANSOA	2900	4033	5609	7801
CATIO	2786	3875	5389	7496
FARIM	2571	3575	4973	6917

LIBERIA¹¹Historique de la collecte

Avant le premier recensement de 1962, plusieurs dénombrements partiels ont eu lieu de 1956 à 1958 dans les grandes villes et agglomérations. Les principales sources sur la période 1960-1990 sont les recensements généraux de 1962, 1974 et 1984.

Découpage administratif

Les données utilisées lors du traitement du fichier du Libéria se réfère à 16 Comtés.

Evolution des principaux agrégats

En 1990, la population totale du Libéria était estimée à 2 600 000 habitants. La croissance moyenne entre 1960 et 1990 est de l'ordre de 3,16 %. Pendant la même période, on estime la croissance naturelle à 2,74. En l'absence d'informations précises sur les migrations dans ce pays, ces taux appellent quelques réserves.

Le rythme d'urbanisation est resté pratiquement stable sur 30 ans. De 5,5 % en 1960-1970, il était estimé à 5,54 en 80-90, niveau néanmoins suffisamment élevé pour conduire à un dédoublement de la population urbaine. Monrovia reste la principale ville du pays et concentre plus de 60 % de la population urbaine. Les villes qui viennent en deuxième et troisième position ont moins de 50 000 habitants en 1990, il s'agit de Buchanan et de Yekepa. C'est sûrement aussi vers ces zones que se dirigent l'essentiel de l'exode rural.

Depuis maintenant près de cinq ans, la guerre des chefs a changé la répartition géographique des Libériens. On estime à plus de 800 000 individus réfugiés dans les pays voisins, créant ainsi une forme de migration internationale inhabituelle à la région. Actuellement donc, près d'un Libérien sur trois serait "réfugié politique".

¹¹ Annexe Fiche Pays

LIBERIA TABLEAUX DE SYNTHESE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION U/P	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	0.537	0.016	0.553	0.486	0.013	0.053	0.03	0.03	0.14
1960	0.9	0.1	1.0	0.9	0.1	0.1	0.11	0.12	0.21
1970	1.2	0.2	1.4	1.2	0.1	0.1	0.13	0.15	0.22
1980	1.6	0.3	1.9	1.5	0.2	0.2	0.18	0.21	0.26
1990	2.1	0.6	2.6	2.0	0.4	0.2	0.22	0.28	0.31
2020	3.7	1.9	5.6	3.8	1.3	0.5	0.34	0.52	0.47

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	UR	PNP/PP
1930-1960	1.85	6.62	2.13	1.92	6.60	1.79		4.68	1.45
1960-1970	2.72	5.50	3.04	2.97	3.40	3.40	2.68	2.71	0.42
1970-1980	2.61	6.05	3.14	2.84	5.40	3.30	2.81	3.35	1.51
1980-1990	2.77	5.54	3.31	2.87	6.64	2.27	2.73	2.70	1.94
1960-1990	2.70	5.70	3.16	2.89	5.13	2.99	2.74	2.92	1.29
1990-2020	1.93	4.07	2.52	2.12	3.82	3.03	2.52	2.09	1.41

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par période)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DU MILIEU DES SECTEURS			
	DELTA R	DELTA U	DELTA P	DELTA PP	DLT PNP1	DLT PNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	0.4	0.1	0.5	0.4	0.1	0.0	0.19	0.76	0.16	0.08
1960-1970	0.3	0.1	0.4	0.3	0.0	0.0	0.21	0.80	0.10	0.10
1970-1980	0.4	0.1	0.5	0.4	0.1	0.0	0.29	0.73	0.17	0.10
1980-1990	0.5	0.2	0.7	0.5	0.2	0.0	0.33	0.68	0.26	0.06
1960-1990	1.1	0.5	1.6	1.2	0.3	0.1	0.29	0.72	0.20	0.08
1990-2020	1.6	1.3	2.9	1.8	0.8	0.3	0.45	0.60	0.29	0.11

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	536	-228	308	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	1.77	-0.55	0.42	
DENSITE 1990	hab./km ²	46	17	25	2.7
PIB/hab. 1990	D.L./hab.	853	557	706	1.5
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	1.84	1.77	1.81	1.0
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			-3	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			-0.00	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE 1er DEGRE.

LIBERIA	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
BOMI	37	0	37	51	0	51	64	0	64	66	0	66
BONG	123	0	123	158	0	158	202	8	193	265	15	250
GRAND BASSA	97	12	85	113	17	96	133	37	97	165	67	99
GRAND CAPE MT.	30	0	30	44	0	44	63	0	63	82	7	75
GRAND GEDEH	45	0	45	61	0	61	80	0	80	107	0	107
KRU COAST	20	0	20	25	0	25	29	0	29	36	0	36
LOFA	124	0	124	158	5	153	199	13	186	256	18	238
MARCHALL	12	0	12	17	0	17	23	0	23	33	0	33
MARYLAND	53	0	53	60	8	53	70	20	50	88	31	57
MONTERRADO	156	17	138	244	20	224	376	23	353	577	30	547
NIMBA	152	0	152	208	13	195	268	26	242	321	53	268
RIVERCESS	28	0	28	28	0	28	30	0	30	39	0	39
SASSTOWN	9	0	9	10	0	10	10	0	10	12	0	12
SINOE	42	0	42	52	6	46	60	10	50	65	17	48
GIBI	30	0	30	40	0	40	52	0	52	69	0	69
GREATER MONROVIA	83	80	3	136	118	18	253	200	53	467	340	128
LIBERIA TOTAL	1041	109	932	1405	187	1218	1913	337	1577	2648	577	2071

PRINCIPALES VILLES

LIBERIA	1960	1970	1980	1990
MONROVIA	69495	117993	199089	331903
BUCHANAN	10161	17103	28616	47332
YEKEPA	3448	8124	18751	41620
KAKATA	4052	7001	12013	20345
HARPER	4972	7877	12429	19451
ZWEDUR	1481	3489	8053	17875
GREEN-VILLE	3583	6030	10090	16689
GBGARNGA	2602	4697	8405	14803
PLEEBO	3171	4814	7284	10955
GAANTA	3674	5121	7129	9897
VOINJANA	3666	5110	7114	9877
HARBEI	14931	12710	10788	9111
ZORZOR	2753	3837	5341	7415
MANO RIVER	2431	3388	4716	6548

Historique de la collecte

Les données de population du Mali antérieures à 1960 sont à prendre avec un maximum de réserves suite aux variations fréquentes du territoire de l'époque. En général, les estimations ne deviennent fiables qu'à partir des enquêtes, 1956-1958 menées par la Mission Socio-économique du Soudan et celles de 1960-61.

Par la suite, ce sont les recensements généraux de population qui vont constituer les principales sources des données démographiques de l'après indépendance. Recensement général de 1976 et Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1987. On peut ajouter à ces sources classiques, les enquêtes de 1985, "Enquête démographique nationale" et de 1987, "Enquête Démographie et Santé".

Dans un pays d'émigration, le changement dans la définition de la population de référence lors des recensements peut conduire à des erreurs de couverture plus ou moins importantes.

Découpage administratif

Le Mali compte 8 régions (normalement 7 plus le District de Bamako), 47 cercles et 295 arrondissements. Des fréquentes modifications du découpage administratif rendent l'étude dynamique des différents agrégats plus complexe à l'échelle des entités de troisième degré. C'est ainsi que les données des 295 arrondissements n'ont été utilisées que pour l'amélioration de la cartographie de la région.

Evolution des principaux agrégats

Avec une croissance moyenne de 1,75 % de la population totale, taux qui se situe en-dessous de la croissance naturelle, le Mali est un pays d'émigration. Sa population de 1990 est estimée à 8 200 000 dont près d'un cinquième est urbaine. Le taux de croissance urbaine a fortement baissé entre 1960-90. De 8,7 % entre 60-70, il n'est plus que de 3,7 % entre 80-90. C'est le pays sahélien le plus peuplé.

La répartition géographique par région de la population révèle une disparité entre les régions du Nord éprouvées par la sécheresse et celles du Sud. C'est également dans le sud que l'on trouve les villes les plus importantes.

¹² Annexe Fiche Pays

MALI TABLEAUX DE SYNTHESE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION U/P	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	2.419	0.081	2.500	2.219	0.056	0.225	0.03	0.03	0.13
1960	4.6	0.3	4.9	4.3	0.3	0.3	0.06	0.06	0.14
1970	5.1	0.6	5.7	4.8	0.4	0.4	0.11	0.12	0.18
1980	5.5	1.3	6.8	5.4	0.7	0.6	0.19	0.23	0.24
1990	6.3	1.9	8.2	6.3	1.2	0.7	0.23	0.29	0.30
2020	9.0	5.6	14.6	9.6	3.5	1.5	0.38	0.62	0.52

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNP/PP
1930-1960	2.16	4.09	2.24	2.20	5.77	1.00		1.89	0.39
1960-1970	1.00	8.76	1.60	1.28	3.64	3.64	2.49	7.68	2.33
1970-1980	0.76	7.48	1.72	1.18	5.34	3.25	2.57	6.67	3.12
1980-1990	1.45	3.76	1.93	1.47	5.39	1.07	2.69	2.28	2.14
1960-1990	1.07	6.65	1.75	1.31	4.78	2.64	2.58	5.52	2.53
1990-2020	1.19	3.74	1.95	1.43	3.53	2.75	3.13	2.51	1.82

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par période)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DU MILIEU DES SECTEURS			
	DELTA R	DELTA U	DELTA P	DELTA PP	DLT PNP1	DLTPNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	2.2	0.2	2.4	2.0	0.2	0.1	0.08	0.86	0.10	0.03
1960-1970	0.5	0.4	0.8	0.6	0.1	0.1	0.42	0.69	0.16	0.16
1970-1980	0.4	0.7	1.1	0.6	0.3	0.2	0.62	0.57	0.28	0.15
1980-1990	0.9	0.6	1.4	0.9	0.5	0.1	0.40	0.60	0.35	0.05
1960-1990	1.7	1.6	3.3	2.0	0.9	0.4	0.48	0.61	0.28	0.11
1990-2020	2.7	3.7	6.4	3.3	2.3	0.8	0.58	0.52	0.35	0.13

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	811	-3084	-2272	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	0.95	-1.67	-0.83	
DENSITE 1990	hab./km2	21	5	8	3.8
PIB/hab. 1990	D.L./hab.	717	483	580	1.5
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	3.63	1.83	2.63	2.0
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			-632	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			-1.18	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE 1er DEGRE.

MALI	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
BAMAKO	300	102	198	495	237	257	668	481	187	766	766	0
KOULIKORO	480	23	457	590	49	541	810	109	701	1404	156	1249
GAO	633	9	624	435	24	411	373	50	323	379	83	295
TOMBOUCTOU	452	6	446	517	32	484	516	63	453	429	83	346
KAYES	690	38	652	808	62	746	941	119	821	1105	142	962
MOPTI	793	38	756	950	69	882	1129	127	1002	1334	164	1171
SEGOU	665	34	631	855	91	765	1098	188	910	1444	251	1193
SIKASSO	851	20	830	1051	61	990	1225	148	1077	1324	214	1110
MALI TOTAL	4863	270	4594	5701	624	5076	6759	1284	5475	8184	1858	6326

PRINCIPALES VILLES

MALI	1960	1970	1980	1990
BAMAKO	102057	235407	477597	766200
SEGOU	17445	38750	72078	96934
MOPTI	18917	35734	60300	82782
SIKASSO	13777	29033	54877	85006
GAO	8544	18582	37554	66352
KAYES	22832	34338	46764	53125
KOUTIALA	6711	15808	33451	58169
KATI	7192	15330	30183	51389
TOMBOUCTOU	6185	12807	23871	36696
SAN	11274	17385	25414	33688
KITA	5995	11492	19194	24918
BOUGOUNI	4632	10277	18823	24281
KOULIKORO	9484	13227	17791	22389
MARKALA	5115	9222	16629	21039
NIONO	4552	7982	13997	20165

MAURITANIE¹³

Historique de la collecte

Le plus ancien chiffre de la population de la Mauritanie est donné par le premier recensement de 1944. Il y aura par la suite d'autres recensements administratifs qui présentent le même défaut, à savoir la sous-estimation par l'omission dans les comptes des catégories non-imposables.

Mais, le repère le plus crédible est l'enquête par sondage conduite par la Mission Socio-économique du Sénégal en 1957. Toutefois, il faudra attendre les enquêtes démographiques de 1962, pour les principaux centres et de 1965 pour le milieu rural pour avoir une vue globale de l'ensemble du pays.

Le gouvernement mauritanien compte à ce jour deux recensements généraux de la population : 1977 et 1988. Entre le recensement de 1977 et les estimations de 1965, des ajustements ont été nécessaires afin de tenir compte des différences de définition de la population légale et d'une sous-estimation des femmes et des éleveurs Peul. Globalement, on pense que les estimations de 1965 comportent un taux d'erreur de - 7,1 %.

Découpage administratif

Les données de population de la Mauritanie de la base portent sur les 13 régions du pays.

Evolution des principaux agrégats

Ce pays essentiellement sahélien, rassemble le plus gros de sa population dans les centres urbains dont Nouakchott, sa capitale. En effet, en 1990 la Mauritanie compte 800 000 urbains pour une population totale de 2 000 000. Cette urbanisation s'est faite à un rythme élevé de 7,4 %, même si une tendance marquée au ralentissement semble perceptible au cours de la dernière décennie. Avec une croissance naturelle élevée, le pays trouve la réponse dans la forte émigration.

La population mauritanienne a deux composantes principales, sédentaires et nomades. Les derniers se sédentarisent de plus en plus suite à la persistance de la sécheresse. La partie méridionale du fleuve Sénégal est le lieu privilégié de concentration de population.

¹³ Annexe Fiche Pays

MAURITANIE TABLEAUX DE SYNTHÈSE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	RATIOS	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION U/P	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	0.565	0.015	0.580	0.515	0.013	0.052	0.03	0.03	0.13
1960	0.9	0.1	1.0	0.9	0.1	0.1	0.10	0.11	0.17
1970	1.0	0.2	1.2	1.0	0.1	0.1	0.18	0.22	0.23
1980	1.0	0.5	1.5	1.1	0.2	0.2	0.32	0.48	0.39
1990	1.1	0.8	2.0	1.3	0.5	0.2	0.42	0.71	0.55
2020	1.2	2.6	3.9	1.6	1.6	0.7	0.68	2.13	1.42

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	RATIOS	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNP/PP
1930-1960	1.58	6.43	1.83	1.71	5.87	1.09		4.77	0.96
1960-1970	1.20	8.61	2.17	1.62	5.03	5.03	2.23	7.32	3.36
1970-1980	0.31	8.45	2.25	1.01	7.47	5.34	2.35	8.11	5.39
1980-1990	0.88	5.05	2.40	1.33	6.52	2.15	2.55	4.13	3.38
1960-1990	0.80	7.36	2.27	1.32	6.33	4.16	2.38	6.51	4.04
1990-2020	0.25	3.97	2.28	0.76	4.28	3.49	2.95	3.71	3.23

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par période)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE			
	RURALE DELTA R	URBAINE DELTA U	TOTALE DELTA P	AGRICOLE DELTA PP	INFORMEL DLT PNP1	MODERNE DLTPNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	0.3	0.1	0.4	0.3	0.1	0.0	0.20	0.81	0.14	0.05
1960-1970	0.1	0.1	0.2	0.1	0.0	0.0	0.52	0.62	0.19	0.19
1970-1980	0.0	0.3	0.3	0.1	0.1	0.1	0.90	0.34	0.40	0.26
1980-1990	0.1	0.3	0.4	0.2	0.2	0.0	0.77	0.38	0.51	0.11
1960-1990	0.2	0.7	1.0	0.4	0.4	0.2	0.75	0.43	0.39	0.18
1990-2020	0.1	1.8	1.9	0.3	1.1	0.4	0.95	0.17	0.60	0.23

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	464	-523	-60	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	3.70	-1.18	-0.10	
DENSITE 1990	hab./km ²	96	2	3	15.8
PIB/hab. 1990	D.L/hab.	1549	662	982	2.3
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	6.09	0.90	2.88	6.8
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			-830	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			-0.67	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE 1er DEGRE.

MAURITANIE	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
NOUAKCHOTT	40	40	0	103	103	0	265	265	0	477	439	38
HODH EL CHARGUI	159	0	159	170	6	163	179	18	161	215	36	179
HODH EL GHARBI	85	0	85	105	7	99	126	10	117	164	21	143
ASSABA	91	0	91	117	8	109	140	27	113	170	49	121
GORGOL	94	12	82	129	17	112	159	23	136	185	33	152
BRAKNA	116	0	116	141	6	135	163	23	140	194	41	153
TRARZA	176	8	168	207	18	189	212	30	182	193	47	147
ADRAR	63	11	53	61	14	47	58	18	40	60	23	38
NOUADHIBOU	8	7	1	17	17	0	40	40	0	75	66	9
TAGANT	69	5	64	75	7	69	72	9	63	61	11	50
GUIDIMAKA	58	0	58	75	0	75	92	8	84	120	13	107
TIRIS-ZEMOUR	15	10	5	20	14	6	26	20	7	35	28	7
INCHIRI	27	5	22	22	7	15	17	9	8	14	12	2
MAURITANIE	1000	97	903	1240	222	1018	1549	499	1050	1964	818	1146

PRINCIPALES VILLES

MAURITANIE	1960	1970	1980	1990
NOUAKCHOTT	39835	102766	265114	439425
NOUADHIBOU	6889	16579	39901	66136
KAEDI	11758	16567	23344	32900
KIFFA	3090	7811	19744	32725
ROSSO	7724	12238	19392	30736
ZOUERATE	9742	13845	19676	27968
ATAR	10783	13789	17632	22551
NEMA	3451	6325	11592	17162
BOUTILIMIT	3129	5788	10707	15852
BOGHE	3937	5974	9066	13760
AIOUN	4879	6832	9567	13399
SELIBABY	2668	4758	8488	12566
AKJOUJT	5157	6750	8836	11568
TIMBEDRA	1983	3599	6530	11851
TIDJIKJA	5256	6708	8561	10926

NIGER¹⁴Historique de la collecte

Au Niger, les recensements administratifs et l'enquête démographique par sondage de 1959-1960 ont constitué les seules sources pour les différentes estimations de population. Il faudra attendre 1977 pour avoir le premier recensement général de la population. En 1988, un recensement général de la population et de l'habitat a été mené.

Découpage administratif

La base des données sur le Niger se rapportent à 7 Départements et 36 arrondissements.

Evolution des principaux agrégats

On trouve au Niger les niveaux de fécondité les plus élevés de la région. Et sous l'hypothèse d'une migration externe négligeable, beaucoup de chercheurs assimilent accroissement naturel et accroissement intercensitaire. Or, compte tenu des caractéristiques agro-climatiques et économiques, il est peu probable qu'il en soit ainsi et que le Niger ne puisse pas être considéré comme un pays d'émigration, à l'instar d'autres pays appartenant à la même zone climatique.

La population totale du pays est passée de 3 800 000 en 1960 à 7 700 000 en 1990, soit un taux moyen de 2,4 % , la croissance naturelle étant estimée à 2,60 %. La population urbaine quant à elle, a crû modérément avec un pic entre 70-80. Le niveau d'urbanisation du Niger reste cependant faible et se trouve en-dessous de 20 % en 1990, 16 %.

Comme pour tout pays sahélien, la disparité entre le Nord-désertique et le Sud reste déterminante dans le sens et le niveau des flux migratoires. Comme ceux-ci se dirigent de préférence vers les centres urbains, c'est aussi dans les départements du sud que l'on trouve les principaux centres urbains dont l'axe Niamey-Maradi-Agadez.

Une caractéristique de ce pays reste sans doute la part de la population Touareg dans la population totale et qui échappe aux définitions et typologies classiques des migrations. Le calcul des taux d'accroissement de la population rurale dans les zones à dominante Touareg laisse penser que par le passé ces populations ont été sous-dénombrées, ce qui a nécessité des corrections sur les taux d'accroissement intercensitaire dans le Département d'Agadez.

¹⁴ Annexe Fiche Pays

NIGER TABLEAUX DE SYNTHESE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION UP	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNPPP
1930	1.875	0.025	1.900	1.703	0.039	0.158	0.01	0.01	0.12
1960	3.6	0.2	3.8	3.3	0.2	0.2	0.05	0.06	0.13
1970	4.3	0.3	4.6	4.0	0.3	0.3	0.07	0.08	0.15
1980	5.1	0.7	5.8	4.9	0.5	0.4	0.12	0.14	0.20
1990	6.5	1.2	7.7	6.2	1.0	0.5	0.16	0.19	0.24
2020	9.7	3.9	13.6	9.6	2.8	1.2	0.28	0.40	0.42

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNPPP
1930-1960	2.17	7.17	2.31	2.27	5.86	1.08		4.89	0.40
1960-1970	1.87	5.56	2.10	1.92	3.38	3.38	2.40	3.62	1.43
1970-1980	1.74	7.51	2.28	1.87	5.72	3.62	2.56	5.67	2.80
1980-1990	2.35	5.62	2.80	2.46	6.15	1.80	2.82	3.20	1.89
1960-1990	1.99	6.23	2.40	2.08	5.08	2.93	2.59	4.16	2.04
1990-2020	1.38	3.92	1.93	1.47	3.62	2.84	3.27	2.51	1.87

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par periode)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DU MILIEU DES SECTEURS			
	DELTA R	DELTA U	DELTA P	DELTA PP	DLT PNP1	DLT PNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	1.7	0.2	1.9	1.6	0.2	0.1	0.09	0.87	0.10	0.03
1960-1970	0.7	0.1	0.9	0.7	0.1	0.1	0.16	0.80	0.10	0.10
1970-1980	0.8	0.4	1.2	0.8	0.2	0.1	0.31	0.70	0.19	0.11
1980-1990	1.3	0.5	1.9	1.3	0.4	0.1	0.28	0.72	0.23	0.05
1960-1990	2.9	1.0	3.9	2.9	0.7	0.3	0.26	0.73	0.19	0.08
1990-2020	3.3	2.7	5.9	3.4	1.8	0.7	0.45	0.57	0.31	0.12

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	1258	-1716	-458	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	1.49	-1.19	-0.20	
DENSITE 1990	hab./km2	9	6	7	1.5
PIB/hab. 1990	D.L./hab.	837	398	603	2.1
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	5.39	1.54	3.50	3.5
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			-6543	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			-1.34	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE 1er DEGRE.

NIGER	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
AGADEZ	44	11	33	82	23	59	147	56	91	224	97	128
DIFFA	163	14	148	173	16	157	181	23	158	192	35	157
DOSSO	415	17	398	582	26	556	799	42	758	1085	75	1010
MARADI	660	36	625	846	51	795	1093	105	988	1477	190	1287
TAHOUA	792	28	764	947	41	906	1112	72	1039	1364	133	1231
ZINDER	819	51	767	953	71	881	1143	123	1020	1489	202	1287
TILLABERI	881	43	839	1064	115	949	1350	287	1063	1847	493	1354
NIGER TOTAL	3774	200	3575	4647	343	4304	5824	708	5116	7678	1224	6454

PRINCIPALES VILLES

NIGER	1960	1970	1980	1990
NIAMEY	31138	97150	259448	445493
ZINDER	21396	36642	82098	133765
MARADI	23525	34527	76715	124994
TAHOUA	15542	23227	35392	56956
AGADEZ	5284	11514	34067	55506
ARLIT	5901	11323	21727	35400
BIRNIN-KONNI	6062	10295	19659	32031
DOSSO	6124	10615	18398	29977
DOGONDOUTCHI	5230	7692	13524	22035
TESSAOUA	6186	9093	13633	21604
MIRIA	5061	7258	10409	16959
GAYA	5450	7367	9956	16222
DAKORO	5945	7672	9901	16131
DIFFA	6270	7620	9260	15087
TERA	4356	5410	8348	13601

NIGERIA¹⁵

Histoire de la collecte

On situe les premières estimations de la plus grande région du pays, le Nigéria Nord en 1857. Mais, c'est seulement vers 1911 que des dénombrements qui prennent en compte les autres régions du pays seront tentés. 1911 sera suivi de 1921 et 1931. Mais, chaque fois de problèmes de natures diverses empêcheront d'obtenir des données exhaustives sur les différentes parties du Pays.

C'est le recensement de 1952-53 qui est considéré comme le premier recensement vraiment complet de l'histoire du Nigéria. Après, on connaît l'histoire mouvementée des recensements nigériens : 1962, contesté et annulé. 1963, réalisé dans la précipitation, mais accepté et principale référence des trente dernières années en dépit d'une sous-estimation ou surestimation selon les régions, largement reconnue. Le recensement de 1973 conduisit à une grande controverse qui poussa le régime militaire de l'époque à l'annuler.

Enfin, 1991 qui a surpris plus d'uns par les chiffres provisoires et duquel l'on attend enfin des données plus crédibles et actualisées de la population du Nigéria. Mais, le retard que commence à prendre la suite de l'exploitation des données et plus encore les blocages en cours dus à des conflits entre certaines entités administratives (Local Government areas) et la National Population Commission, n'augurent rien de bien rassurant. Le Nigéria compte également une Enquête Démographie et Santé conduite dans l'Etat d'Ondo.

Découpage administratif

Le pays a connu plusieurs modifications de ses divisions administratives. Son caractère fédéral rend davantage complexes la nature et la portée des entités. A ce jour, le pays est subdivisé en :

- 31 Etats, y compris la capitale fédérale Abudja
- et 541 Local government areas.

Evolution des principaux agrégats

Le Nigéria est le pays le plus peuplé de la région. Son niveau d'urbanisation est pressenti élevé en dépit de la forte incertitude liée à la connaissance (plus ou moins exhaustive) de l'armature urbaine, on estime qu'en 1990, un peu près de la moitié de la population nigérienne vivait dans des centres urbains (de 5 000 habitants et plus).

C'est aussi dans ce pays où l'on rencontre les plus fortes densités de population, dans les grandes villes, dans le Nord autour de Kano et dans l'Est du pays. Sur les villes millionnaires de l'Afrique de l'Ouest, trois (Lagos, Kano, Ibadan) sont nigériennes.

¹⁵ Annexe Fiche Pays

NIGERIA TABLEAUX DE SYNTHESE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	R A T I O S	
	RURALE	URBAINE	TOTALE	AGRICOLE	INFORMEL	MODERNE	URBANISATION	URB/RUR	NON AG/AG
	R	U	P	PP	PNP1	PNP2	U/P	U/R	PNP/PP
1930	19.685	1.015	20.700	18.125	0.515	2.060	0.05	0.05	0.14
1960	34.0	5.9	39.8	33.0	3.4	3.4	0.15	0.17	0.21
1970	39.7	13.2	52.9	38.8	7.1	7.1	0.25	0.33	0.37
1980	40.6	29.7	70.4	41.7	15.7	12.9	0.42	0.73	0.69
1990	48.0	45.5	93.5	49.8	28.4	15.3	0.49	0.95	0.88
2020	54.6	148.7	203.4	60.5	100.0	42.9	0.73	2.72	2.36

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	R A T I O S	
	RURALE	URBAINE	TOTALE	AGRICOLE	INFORMEL	MODERNE	NATURELLE	U/R	PNP/PP
	R	U	P	PP	PNP1	PNP2			
1930-1960	1.84	6.02	2.21	2.02	6.52	1.71		4.11	1.27
1960-1970	1.58	8.45	2.88	1.62	7.56	7.56	3.03	6.76	5.84
1970-1980	0.22	8.45	2.89	0.74	8.30	6.14	2.84	8.22	6.48
1980-1990	1.69	4.34	2.88	1.79	6.08	1.73	2.67	2.61	2.49
1960-1990	1.16	7.06	2.88	1.38	7.31	5.11	2.85	5.83	4.92
1990-2020	0.43	4.03	2.62	0.65	4.28	3.49	2.64	3.58	3.35

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par periode)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE			
	RURALE	URBAINE	TOTALE	AGRICOLE	INFORMEL	MODERNE	DU MILIEU	DES SECTEURS		
	DELTA R	DELTA U	DELTA P	DELTA PP	DLT PNP1	DLTPNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	14.3	4.9	19.1	14.9	2.9	1.4	0.25	0.78	0.15	0.07
1960-1970	5.8	7.3	13.1	5.8	3.7	3.7	0.56	0.44	0.28	0.28
1970-1980	0.9	16.5	17.4	3.0	8.7	5.8	0.95	0.17	0.50	0.33
1980-1990	7.4	15.7	23.1	8.1	12.7	2.4	0.68	0.35	0.55	0.10
1960-1990	14.1	39.6	53.7	16.8	25.0	11.9	0.74	0.31	0.47	0.22
1990-2020	6.6	103.3	109.9	10.7	71.6	27.6	0.94	0.10	0.65	0.25

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	14513	-14969	-456	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	1.56	-0.85	-0.02	
DENSITE 1990	hab./km2	88	98	94	0.9
PIB/hab. 1990	D.L/hab.	1957	1491	1603	1.3
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	5.12	3.74	4.26	1.4
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			-211	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			-0.00	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE 1er DEGRE.

NIGERIA	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
ABIA	1159	131	1028	1485	348	1138	1904	817	1087	2440	1221	1219
IMO	1256	92	1164	1609	298	1311	2061	780	1281	2640	1163	1477
ADAMAWA	650	135	515	977	286	691	1468	656	812	2205	1055	1151
TARABA	456	48	408	684	135	549	1026	377	649	1538	613	924
BORNO	1367	160	1208	1729	413	1316	2185	948	1237	2763	1398	1365
YOBE	743	66	676	939	176	763	1188	431	756	1502	598	904
NIGER	858	63	795	1240	221	1019	1793	647	1146	2592	1040	1552
ABUJA	130	22	109	189	52	137	273	123	150	395	198	197
PLATEAU	948	125	823	1451	337	1115	2222	899	1323	3400	1513	1887
KADUNA	1069	189	880	1673	455	1218	2618	1161	1458	4097	2044	2054
BENUE	2022	159	1863	2307	439	1867	2632	1002	1630	3002	1309	1693
KWARA	828	120	708	1045	278	767	1320	602	718	1667	877	790
KATSINA	1864	139	1725	2426	435	1990	3157	1144	2013	4110	1658	2451
BAUCHI	1785	270	1515	2433	599	1835	3317	1367	1950	4521	2022	2499
SOKOTO	2168	213	1955	2798	560	2238	3611	1367	2244	4660	1953	2707
KEBBI	1015	75	940	1311	233	1078	1694	610	1084	2188	875	1313
AKWA-IBOM	1178	157	1021	1515	370	1145	1948	829	1119	2505	1197	1308
CROSS-RIVERS	2467	279	2188	2327	586	1741	2194	1042	1153	2069	1259	810
ENUGU	2247	323	1924	2582	679	1903	2967	1342	1625	3410	1781	1629
RIVERS	1062	149	913	1667	393	1274	2618	1059	1559	4111	1810	2301
LAGOS	944	435	508	1723	1025	697	3145	2270	876	5743	4854	889
OGUN	1138	197	940	1475	406	1069	1912	848	1064	2479	1205	1274
ONDO	2014	371	1643	2558	699	1859	3251	1418	1833	4130	1969	2161
OSUN	2691	644	2048	2603	873	1730	2517	1244	1274	2435	1316	1118
OYO	1346	628	718	1879	935	945	2623	1539	1084	3660	2168	1492
EDO	987	91	896	1305	277	1029	1726	706	1020	2283	1097	1187
DELTA	829	137	692	1225	315	910	1810	760	1050	2675	1215	1460
ANAMBRA	478	50	428	862	157	705	1554	543	1011	2801	1060	1740
KOGI	362	30	332	653	116	537	1178	414	763	2124	816	1308
KANO	2825	278	2547	3627	806	2821	4657	1975	2682	5979	3027	2953
JIGAWA	1424	93	1331	1826	308	1518	2343	825	1518	3005	1176	1829
TOTAL	39843	5870	33973	52948	13210	39738	70370	29744	40627	93517	45487	48030

PRINCIPALES VILLES

NIGERIA	1960	1970	1980	1990
Lagos	411289	904914	1835596	4337366
Kano	146953	301117	617133	1264552
Ibadan	513821	673051	881691	1154922
Kaduna	45851	108666	257600	610513
Maiduguri	90071	164699	301210	550775
Aba	64961	122768	232058	438563
Ilorin	86017	145644	246640	417611
Benin	48708	98835	200590	407027
Port-Harcourt	69547	119262	204546	350765
Enugu	72360	119500	197377	325961
Abeokuta	104492	149203	213066	304234
Jos	42420	79058	147365	274645
Calabar	51428	87687	149531	254955
Onitsha	101816	135511	180372	240065
Zaria	101766	135466	180340	240060

SENEGAL¹⁶Historique de la collecte

Depuis le début du siècle, nous pouvons retrouver des comptages de certaines catégories de la population grâce aux recensements administratifs dont le premier remonte à 1907.

Mais, c'est l'enquête sur la moyenne vallée du Sénégal qui fut la première grande opération de collecte du point de vue de sa couverture (1957). L'enquête démographique de 1960-61 va permettre d'améliorer la connaissance de la démographie du Sénégal.

Plusieurs autres enquêtes ont été réalisées pour de buts divers. Mais ce sont les recensements généraux de population et de l'habitat de 1976 et 1988 qui sont les principaux points de repère dans la connaissance de la démographie sénégalaise. L'analyse de cohérence entre les effectifs de l'enquête 60-61 et du recensement de 1976 conclut à un taux d'erreur de près de - 10 %. La prise en compte de cette sous-estimation changerait de façon sensible le taux intercensitaire de cette période. Il n'y a pas eu d'enquête post-censitaire pour les deux derniers recensements.

Découpage administratif

Le Sénégal est subdivisé en 10 régions et 28 Départements.

Evolution des principaux agrégats.

En 1960, le Sénégal était de loin le pays le plus urbanisé de l'Afrique de l'Ouest. Mais, son réseau urbain semble saturé et le taux d'urbanisation 60-90 se situe en deçà du taux régional moyen. La population totale est estimée à 7 300 000 habitants dont 3 100 000 citadins en 1990. L'agglomération de Dakar qui comprend Dakar, Pikine et Rufisque compte parmi les plus importantes de la région. Et à l'échelle nationale, elle est le lieu de destination des migrations rurales ou urbaines (en provenance des villes secondaires).

Les migrations internationales sont importantes au Sénégal. De nombreux Sénégalais vivent dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest, Côte d'Ivoire, Gambie, ou d'Afrique centrale, Gabon, Zaïre et Congo. La présence sénégalaise est également visible en France, aux Etats-Unis et dans quelques pays du Moyen-Orient.

¹⁶ Annexe Fiche Pays

SENEGAL TABLEAUX DE SYNTHESE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION U/P	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	1.234	0.166	1.400	1.153	0.049	0.198	0.12	0.13	0.21
1960	2.0	0.8	2.9	2.0	0.4	0.4	0.30	0.42	0.43
1970	2.7	1.4	4.1	2.8	0.7	0.7	0.34	0.52	0.48
1980	3.5	2.1	5.6	3.6	1.1	0.9	0.38	0.62	0.55
1990	4.2	3.1	7.3	4.4	1.9	1.0	0.43	0.75	0.66
2020	6.2	10.7	16.9	6.9	7.0	3.0	0.63	1.73	1.45

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNP/PP
1930-1960	1.63	5.58	2.40	1.85	7.45	2.59		3.89	2.32
1960-1970	2.98	5.06	3.64	3.28	4.43	4.43	2.55	2.02	1.11
1970-1980	2.53	4.47	3.23	2.71	5.25	3.16	2.52	1.89	1.50
1980-1990	1.92	3.78	2.67	2.01	5.52	1.19	2.51	1.82	1.73
1960-1990	2.47	4.43	3.18	2.66	5.06	2.92	2.53	1.91	1.45
1990-2020	1.33	4.20	2.84	1.51	4.48	3.69	2.82	2.84	2.67

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par période)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DU MILIEU DES SECTEURS			
	RURALE DELTA R	URBAINE DELTA U	TOTALE DELTA P	AGRICOLE DELTA PP	INFORMEL DLT PNP1	MODERNE DLTPNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	0.8	0.7	1.5	0.8	0.4	0.2	0.47	0.58	0.26	0.16
1960-1970	0.7	0.5	1.2	0.8	0.2	0.2	0.44	0.62	0.19	0.19
1970-1980	0.8	0.8	1.5	0.8	0.4	0.2	0.50	0.55	0.29	0.16
1980-1990	0.7	1.0	1.7	0.8	0.8	0.1	0.57	0.47	0.46	0.07
1960-1990	2.2	2.3	4.4	2.4	1.5	0.6	0.51	0.54	0.33	0.13
1990-2020	2.0	7.6	9.6	2.5	5.1	2.0	0.79	0.26	0.53	0.21

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	1664	-413	1252	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	1.07	-1.12	0.65	
DENSITE 1990	hab./km2	43	14	34	3.0
PIB/hab. 1990	D.L./hab.	1248	471	1135	2.7
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	2.56	0.87	2.43	2.9
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			116	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			0.02	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE 1er DEGRE.

SENEGAL	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
DAKAR AGGLO	528	528	0	766	766	0	1114	1100	14	1628	1561	67
ZINGUINCHOR	229	26	203	269	56	213	326	110	217	425	168	258
DIORBEL	223	42	181	336	97	239	480	181	300	661	281	380
SAINT-LOUIS	317	42	275	437	94	344	564	146	418	677	189	488
TAMBACOUNDA	122	7	115	208	26	182	315	46	270	404	66	338
KAOLACK	267	63	204	439	100	339	665	162	504	847	225	622
THIES	367	93	273	552	144	408	770	232	538	988	355	633
FATICK	341	16	325	382	28	354	437	38	398	527	59	469
KOLDA	248	7	241	360	33	328	488	60	428	625	97	527
LOUGA	210	23	187	328	45	283	441	74	368	503	110	393
TOTAL SENEGAL	2852	847	2005	4077	1387	2690	5601	2148	3453	7286	3112	4175

PRINCIPALES VILLES

SENEGAL	1960	1970	1980	1990
DAKAR-AGGLO.	528237	765747	1100112	1560650
THIES	53960	88232	135017	188517
KAOLAC	57537	85163	120868	161853
ZIGUINCHOR	19908	45208	87675	136742
SAINT-LOUIS	37283	64399	97008	120981
DIORBEL	23546	38223	58740	83676
MBOUR	23143	31500	48280	87137
LOUGA	17729	27300	40436	56751
TOUBA	11700	19668	33062	52729
TAMBACOUNDA	6524	15327	30046	45874
MBACKE	4716	13570	29211	42139
DAROU-KHOUDAS1	6682	12642	23919	40224
KOLDA	7375	13560	23598	38051
RICHARD-TOLL	4466	9334	19504	33197
TIVAOUANE	16120	16889	20276	29364

SIERRA LEONE¹⁷

Historique de la collecte

La Sierra Leone comprenait deux territoires distincts : la colonie de la couronne et le protectorat. Entre les deux entités il y a un décalage de 90 ans que l'on retrouve également dans les données démographiques disponibles. Si on situe des dénombrements de population au sein de la colonie dès 1881, ce n'est que vers 1921 que le protectorat enregistre les premières opérations de cette nature.

Ces données sont peu fiables et donnent des taux d'accroissement de la population totale du pays très irréguliers. C'est après l'indépendance que les estimations de la population s'améliorent sensiblement. On retient principalement les recensements généraux suivants : 1963, 1974 et 1984

Découpage administratif

Seules les données portant sur 14 districts ont été obtenues pour la constitution de la base des données de population.

Evolution des principaux agrégats

En l'absence de données qualitatives complémentaires, le taux d'accroissement de 1,95 % constaté entre 1960-1990 paraît induire une forte émigration nette sierraléonaise dont les directions demeurent inconnues, pour une croissance naturelle estimée à 2,01 % sur la même période. Toutefois, quelques ajustements effectués sur les résultats des recensements estiment les taux intercensitaires à 1,9 et 2,8 entre 1963-1973 et 1973-1983 respectivement. Ce qui bien entendu atténuerait sensiblement l'émigration sierraléonaise.

De quelques études existantes, il ressort que la migration internationale des nationaux va prioritairement vers les pays voisins : Libéria, Guinée et dans une moindre mesure vers les autres pays anglophones de la région (Ghana, Nigéria et Gambie). C'est aussi de ces pays que proviennent les principaux étrangers présents sur le territoire national. Les originaires de Guinée Conakry représentent plus de la moitié des étrangers vivant en Sierra Leone.

La population urbaine est passée dans le même laps de temps de 200 000 à 1 100 000 personnes, ce qui correspond à des niveaux d'urbanisation de 12 et 30 % respectivement en 1960 et 1990. Si, comme ailleurs l'essentiel du croît urbain va à la capitale politique Freetown, on constate une dynamique particulière des villes secondaires comme Koïdu, Bo, Kenema et Makeni. Près de 50 % de la population urbaine du pays sont dans la capitale. Les provinces de l'Est (Kono et Kenema) et de l'Ouest (Port Loko) concentrent 44 % de la population du pays. A l'est parce qu'on y retrouve les principales exploitation minières et dans la dernière parce que c'est là où se localisent les industries et les principaux ports.

¹⁷ Annexe Fiche Pays

SIERRA LEON TABLEAUX DE SYNTHÈSE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION U/P	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	1.350	0.050	1.400	1.233	0.033	0.134	0.04	0.04	0.14
1960	1.8	0.2	2.1	1.7	0.2	0.2	0.12	0.13	0.20
1970	2.1	0.4	2.5	2.0	0.2	0.2	0.17	0.21	0.25
1980	2.3	0.7	3.0	2.3	0.4	0.3	0.24	0.31	0.33
1990	2.6	1.1	3.7	2.6	0.7	0.4	0.30	0.42	0.43
2020	4.1	3.9	8.0	4.3	2.6	1.2	0.49	0.94	0.86

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNP/PP
1930-1960	1.01	5.38	1.30	1.13	5.54	0.77		4.33	1.22
1960-1970	1.31	5.91	1.95	1.53	3.90	3.90	1.83	4.54	2.33
1970-1980	1.11	5.36	1.95	1.31	5.25	3.16	2.01	4.20	2.91
1980-1990	1.11	4.31	1.95	1.18	5.78	1.45	2.19	3.17	2.82
1960-1990	1.18	5.19	1.95	1.34	4.98	2.83	2.01	3.97	2.69
1990-2020	1.57	4.31	2.62	1.73	4.35	3.56	2.59	2.70	2.32

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par période)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DU MILIEU DES SECTEURS			
	DELTA R	DELTA U	DELTA P	DELTA PP	DLT PNP1	DLTPNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	0.5	0.2	0.7	0.5	0.1	0.0	0.29	0.74	0.20	0.05
1960-1970	0.3	0.2	0.4	0.3	0.1	0.1	0.42	0.64	0.18	0.18
1970-1980	0.2	0.3	0.5	0.3	0.2	0.1	0.55	0.52	0.31	0.17
1980-1990	0.3	0.4	0.6	0.3	0.3	0.1	0.58	0.44	0.48	0.08
1960-1990	0.8	0.9	1.6	0.8	0.6	0.2	0.53	0.52	0.34	0.14
1990-2020	1.5	2.8	4.3	1.7	1.9	0.7	0.64	0.40	0.43	0.17

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	824	-888	-64	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	3.33	-1.08	-0.06	
DENSITE 1990	hab./km ²	220	32	46	6.9
PIB/hab. 1990	D.L./hab.	1510	684	983	2.2
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	3.61	0.41	1.80	8.9
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			88	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			0.04	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE 1er DEGRE.

SIERRA LEONE	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
BOMBALI	190	10	180	220	20	201	248	33	214	267	49	218
KAMBIA	133	0	133	149	5	144	161	14	148	167	19	148
KOINADUGU	122	0	122	147	6	141	171	10	161	190	16	174
PORT LOKO	236	16	220	276	23	253	312	33	279	338	49	289
TONKOLILI	178	6	173	199	9	190	214	13	201	220	20	200
BO	207	24	183	215	34	181	218	47	170	213	67	147
BONTHE	78	6	72	85	6	79	89	6	83	89	7	83
MOYAMBA	162	0	162	181	6	176	196	8	189	202	10	192
PUJEHUN	81	0	81	96	0	96	111	0	111	121	0	121
KAILAHUN	143	11	132	169	13	156	194	15	178	212	18	193
KENEMA	218	11	207	251	23	229	280	39	241	301	58	243
KONO	142	19	123	255	60	195	446	140	306	750	203	546
FREETOWN	138	138	0	223	223	0	361	361	0	583	583	0
WESTERN RUR	36	0	36	38	0	38	38	0	38	36	0	36
SIERRA LEONE TOTAL	2064	241	1823	2505	428	2077	3040	721	2318	3688	1100	2588

PRINCIPALES VILLES

SIERRA LEONE	1960	1970	1980	1990
FREETOWN	138032	223166	360856	583421
KOIDU TOWN	7422	37110	94344	139682
BO TOWN	24189	33893	47495	66549
KENEMA TOWN	10727	22596	39130	57935
MAKENI TOWN	10178	19889	33312	49321
LUNSAR	11219	14791	19502	25712
YENGEMA	6159	11298	18401	27244
PORT LOKO	5028	8372	13942	23215
MAGBURAKA	5660	8595	13053	19820
KABALA	4049	6402	10124	16008
YORMANDU	5066	6640	8704	11409
KAILAHUN TOWN	5059	6449	8223	10483
EGBWWEMA	6107	6656	7254	7905
'AMBA TOWN	4199	5637	7589	10161
E TOWN	6197	6336	6477	6622

Historique de la collecte

Jusqu'à très récemment, le Tchad était le seul pays à n'avoir pas réalisé de recensement national au cours de la décennie 70-80 comme la plupart des pays africains. La situation permanente de guerre étant la principale cause de cette lacune.

Toutefois, en 1993 le pays vient de produire enfin son premier recensement. Mais on croit savoir que les mêmes motifs qui ont empêché les recensements précédents n'ont pas permis de couvrir l'ensemble du territoire, région de l'est notamment.

L'enquête démographique par sondage de 1964 est restée longtemps la principale source des données et le point de départ de nombreuses estimations de la population tchadienne. Deux estimations principales de la population tchadienne ont servi de sources de données de population sur le Tchad. Il s'agit de celles de la Commission Economique pour l'Afrique et du Ministère tchadien de la Statistique.

Découpage administratif

La base des données Waltps reprend les statistiques relatives à 14 Départements du Tchad.

Evolution de principaux agrégats

Des conditions agro-climatiques rudes et un état de guerre permanent ont poussé la population tchadienne à aller à l'extérieur du pays. Avec une population totale estimée à 5 500 000, le Tchad a un taux d'accroissement naturel de 2,18 %, alors que l'accroissement annuel moyen entre 60-90 est estimé à 1,97 %. Ces ordres de grandeurs sont susceptibles de varier sensiblement étant donné que le point de repère (l'enquête démographique de 1964) est très éloigné.

L'urbanisation s'est poursuivie à un rythme de 7,24 % par an entre 60-90, dont l'essentiel se réalise dans la capitale N'djaména, relativement plus sécurisante que les campagnes. Mais, il est aussi fort probable que ces prévisions ne se soient pas produites, car l'urbanisation étudiée dans ce cas résulte d'une prolongation des tendances de l'enquête par sondage de 1964. Mais, d'une manière générale, une redistribution de la population s'est produite, des zones d'insécurité ou nord-sahéliennes vers les zones plus attractives au bord du lac Tchad ou à proximité de la capitale.

¹⁸ Annexe Fiche Pays

TCHAD TABLEAUX DE SYNTHESE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	RATIOS	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION U/P	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	1.784	0.016	1.800	1.611	0.038	0.151	0.01	0.01	0.12
1960	2.9	0.2	3.0	2.6	0.2	0.2	0.06	0.06	0.15
1970	3.3	0.4	3.7	3.1	0.3	0.3	0.11	0.12	0.18
1980	3.6	0.9	4.5	3.5	0.5	0.4	0.19	0.23	0.27
1990	4.1	1.4	5.5	4.0	0.9	0.5	0.26	0.34	0.36
2020	5.1	4.6	9.7	5.4	3.0	1.3	0.47	0.90	0.81

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	RATIOS	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNP/PP
1930-1960	1.60	8.22	1.76	1.67	5.62	0.85		6.52	0.76
1960-1970	1.38	8.99	1.97	1.64	3.97	3.97	1.90	7.50	2.29
1970-1980	1.01	7.73	1.97	1.29	6.07	3.96	2.00	6.65	3.72
1980-1990	1.11	5.05	1.97	1.21	6.19	1.84	2.17	3.89	3.18
1960-1990	1.17	7.24	1.97	1.38	5.40	3.25	2.02	6.01	3.06
1990-2020	0.78	4.06	1.95	1.00	3.97	3.18	2.56	3.26	2.69

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par période)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DU MILIEU DES SECTEURS			
	RURALE DELTA R	URBAINE DELTA U	TOTALE DELTA P	AGRICOLE DELTA PP	INFORMEL DLT PNP1	MODERNE DLTPNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	1.1	0.2	1.2	1.0	0.2	0.0	0.13	0.84	0.13	0.04
1960-1970	0.4	0.2	0.7	0.5	0.1	0.1	0.36	0.72	0.14	0.14
1970-1980	0.3	0.4	0.8	0.4	0.2	0.1	0.56	0.54	0.29	0.17
1980-1990	0.4	0.5	1.0	0.5	0.4	0.1	0.56	0.47	0.44	0.09
1960-1990	1.2	1.2	2.4	1.4	0.8	0.3	0.51	0.56	0.31	0.13
1990-2020	1.1	3.2	4.3	1.4	2.1	0.8	0.75	0.32	0.49	0.19

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	760	-849	-89	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	0.95	-1.05	-0.06	
DENSITE 1990	hab./km2	11	3	5	4.4
PIB/hab. 1990	D.L./hab.	663	376	541	1.8
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	1.57	-0.38	0.87	NA
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			-1905	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			-0.61	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE 1er DEGRE.

TCHAD	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
CHARI-BANGUIRMI	411	60	351	537	155	382	693	388	305	891	629	263
BATHA	309	0	309	334	9	326	356	18	338	372	26	346
B.E.T.	71	0	71	80	7	73	89	15	74	97	22	76
BILTINE	162	0	162	170	0	170	175	0	175	178	0	178
GUERA	175	0	175	193	7	185	209	15	194	222	22	200
KANEM	136	0	136	168	7	160	204	15	189	244	22	222
LAC	100	0	100	118	0	118	137	0	137	156	0	156
LOGONE OCC.	213	24	189	254	51	203	300	90	210	350	150	200
LOGONE OR.	215	8	207	261	13	248	312	22	290	368	38	330
MAYO KEBBI	337	53	285	492	97	395	709	166	543	1008	277	731
MOYEN-CHARI	286	0	286	396	0	396	540	0	540	723	0	723
OUADDAI	358	19	339	355	33	322	346	66	280	334	112	221
SALAMA	69	0	69	88	0	88	109	9	100	134	14	120
TANDJILE	198	8	190	249	25	224	308	48	261	377	83	294
TCHAD TOTAL	3039	171	2868	3693	404	3289	4488	851	3637	5454	1393	4061

PRINCIPALES VILLES

TCHAD	1960	1970	1980	1990
N'DJAMENA	60056	150276	360297	587043
MOUNDOU	23668	40604	69668	119521
SARH	28058	43660	67945	105726
ABECHE	18989	32914	57060	98906
KELO	7982	15159	28792	54679
KOUMRA	6542	13795	29096	61355
BONGOR	9369	15370	25221	41378
PALA	8588	14090	23119	37930
DOBA	7672	13034	22145	37621
FIANGA	4840	10124	20460	30292
LAI	4494	9401	18999	28129
ATI	4149	8678	17537	25965
FAYA	3457	7231	14615	21638
MONGO	3457	7231	14615	21638
MOUSSORO	3457	7231	14615	21638

Historique de la collecte

L'intérêt pour la population du Togo remonte à 1921. Et depuis, cette rubrique apparaîtra de 1921 à 1936 dans les rapports du gouvernement français à la SDN. Avant l'indépendance, seul l'effectif total de la population intéresse les responsables de la colonie.

L'enquête démographique de 1961 semble être le premier repère de dénombrement le plus fiable. Par la suite, les autres opérations coïncident avec les recensements généraux de la population de 1970 et 1980. Un autre recensement prévu pour 1992 n'a pu avoir lieu à cause de la désorganisation politique en cours. Plusieurs enquêtes régionales ou nationales rassemblent des informations sur le mouvement naturel et les migrations, dont la principale et la plus récente est l'Enquête Démographie et Santé.

Découpage administratif.

Les données du Togo se rapportent à 5 régions qui regroupent 21 départements.

Evolution des principaux agrégats

En 1990, la population du Togo s'élevait à 3 500 000 habitants. Sur trente ans, la population urbaine est passée de 300 000 à 1 000 000, soit un niveau d'urbanisation de 29 % en 1990, processus qui s'est fait à un rythme relativement constant de 4,6 %.

La répartition spatiale de la population montre une opposition Nord-Sud qui se traduit par des inégalités économiques. Lomé, la capitale, demeure le principal pôle de croissance du pays. L'exode rural va donc des régions du Nord (Savanes et Kara) vers les régions du Sud (Maritime et Plateaux).

Les migrations internationales se dirigent de préférence vers les pays voisins, Bénin, Ghana et Nigéria. Le développement des cultures de rente et la disponibilité de bonnes terres constituent des éléments d'appel majeurs des populations étrangères.

¹⁹ Annexe Fiche Pays

TOGO TABLEAUX DE SYNTHESE (SOURCE WALTPS)
A. POPULATION
1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION U/P	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	0.925	0.025	0.950	0.842	0.022	0.087	0.03	0.03	0.13
1960	1.2	0.3	1.5	1.2	0.1	0.1	0.18	0.21	0.22
1970	1.6	0.4	2.0	1.5	0.2	0.2	0.21	0.26	0.26
1980	2.0	0.6	2.6	2.0	0.3	0.3	0.24	0.32	0.32
1990	2.5	1.0	3.5	2.4	0.7	0.4	0.29	0.41	0.41
2020	4.3	4.0	8.4	4.3	2.8	1.2	0.48	0.93	0.93

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNP/PP
1930-1960	0.90	8.11	1.46	1.19	6.28	1.48		7.14	1.87
1960-1970	2.53	4.45	2.89	2.58	4.17	4.17	2.89	1.88	1.54
1970-1980	2.39	4.64	2.89	2.43	5.52	3.42	3.07	2.20	2.04
1980-1990	2.23	4.72	2.89	2.18	6.64	2.27	3.34	2.44	2.64
1960-1990	2.38	4.61	2.89	2.39	5.44	3.28	3.10	2.17	2.07
1990-2020	1.93	4.77	3.01	1.94	4.90	4.20	2.74	2.79	2.75

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par periode)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DU MILIEU DES SECTEURS			
	DELTA R	DELTA U	DELTA P	DELTA PP	DLT PNP1	DLTPNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	0.3	0.2	0.5	0.4	0.1	0.0	0.45	0.69	0.22	0.09
1960-1970	0.3	0.1	0.5	0.3	0.1	0.1	0.29	0.72	0.14	0.14
1970-1980	0.4	0.2	0.6	0.4	0.1	0.1	0.36	0.65	0.22	0.13
1980-1990	0.5	0.4	0.9	0.5	0.3	0.1	0.43	0.55	0.36	0.08
1960-1990	1.2	0.7	2.0	1.2	0.5	0.2	0.37	0.63	0.26	0.11
1990-2020	1.9	3.0	4.9	1.9	2.2	0.9	0.62	0.38	0.44	0.17

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	617	-836	-219	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	2.30	-1.11	-0.21	
DENSITE 1990	hab./km ²	70	48	55	1.5
PIB/hab. 1990	D.L/hab.	992	491	676	2.0
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	6.69	2.77	4.34	2.4
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			617	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			0.26	

POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE PAR ENTITE ADMINISTRATIVE DE 1er DEGRE.

TOGO	POPULATION 1960			POPULATION 1970			POPULATION 1980			POPULATION 1990		
	P	U	R	P	U	R	P	U	R	P	U	R
MARITIME	522	130	392	712	223	489	983	393	590	1379	684	695
PLATEAUX	353	46	308	474	55	419	625	67	558	801	81	720
CENTRALE	110	32	79	166	50	117	257	68	188	404	95	309
KARA	305	38	267	361	54	307	416	74	342	467	98	369
SAVANES	178	14	164	241	20	221	317	29	288	403	43	360
TOGO TOTAL	1469	259	1210	1954	401	1553	2598	631	1967	3454	1001	2453

PRINCIPALES VILLES

TOGO	1960	1970	1980	1990
LOME	106657	190718	341088	609918
SOKODE	22691	32234	45797	65059
LAMA-KARA	5469	11825	26603	43345
PALIME	20907	23832	27168	30969
ATAKPAME	12230	16882	23304	32167
TSEVIE	9055	13189	19211	27981
BASSARI	13799	15528	17474	19663
DAPANGO	6377	10214	16363	26211
ANECHO	8652	10932	13813	17454
MANGO	7347	9623	12605	16509
TCHAMBA	8865	10570	12604	15028
NIAMTOUGOU	11897	12205	12521	12845
BAFILO	6999	9046	11692	15113
VOGAN	5879	7908	10637	14308
SOTOUBOUA	4543	6743	10010	14859

AFRIQUE DE L'OUEST

L'Afrique de l'Ouest a enregistré au cours des trente dernières années des mutations profondes en ce qui concerne à la fois le volume global de la population (dédoublément), la répartition de la population par milieu et par secteur, ainsi que les déplacements hors des frontières nationales. En tant qu'entité, son niveau d'urbanisation est passé de 14 % en 1960 à 40 % en 1990, l'on s'attend à ce qu'il atteigne 63 % en 2020. Cette connaissance est aujourd'hui possible grâce aux nombreuses opérations de collecte qui ont été opérées à différentes échelles et de qualité diverse.

C'est là des changements qui interpellent et impliquent une nouvelle division du travail et une refonte des formes de production, du moins un accompagnement des conséquences résultantes de la répartition de la population par secteur.

Ce qu'il convient également de souligner c'est la persistance des taux d'accroissement positifs dans le milieu rural, alors que l'idée la plus répandue consiste à dire que la ville aurait vidé la campagne. En effet, il résulte de la rétrospective que la croissance du milieu rural a continué à croître à près de 1,5 % entre 1960 et 1990. Et, il est fort plausible de continuer à penser qu'il sera encore positif dans les années à venir. Mais ceci ne revient pas à dire que les départs massifs des jeunes bras vers les villes n'auront pas causé localement de problèmes aux terroirs d'origine, mais il est tout aussi difficile de concevoir le même milieu rural en l'absence de la ponction effectuée par le milieu urbain au cours des dernières décennies.

Le nombre total de villes (centres de cinq mille habitants et plus) est passé de 623 en 1960 à 3049 en 1990, l'essentiel de cette croissance survenant au sein du seul Nigéria. Ce pays reste le plus peuplé du continent, suivi du Ghana, de la Côte d'Ivoire, du Cameroun... et en queue on retrouve un ensemble de petits pays dont la taille était inférieure à 3 millions d'habitants en 1990 : Cap-Vert, Mauritanie, Centrafrique, Guinée Bissau...

Il y a donc dans la région des disparités en ce qui concerne les volumes de la population, les niveaux d'urbanisation, les densités rurales ainsi que les taux de croissance de chacun de ces agrégats. Ces disparités se retrouvent également à l'intérieur des pays. Elles peuvent de façon générale trouver une explication dans le différentiel existant dans l'allocation et la mise en valeur des ressources sur le territoire national ou d'un pays à un autre. C'est ainsi que les zones rurales à forte potentialité agricole constituent des zones d'immigration au même titre que les villes, lieux privilégiés des investissements productifs du secteur moderne.

Enfin, si l'urbanisation marque un ralentissement notable depuis la fin de la décennie 80, il n'en demeure pas vrai qu'elle va se poursuivre, comme vont continuer les stratégies de voyage au loin. Même si le contexte économique jette un voile sur ces prévisions, il est difficile d'envisager un arrêt total de cette restructuration du peuplement. La jeunesse de la population de la région, la persistance des comportements de reproduction valorisant la fécondité élevée, laissent penser que la population de la région va doubler encore d'ici 2020, ceci en dépit des incertitudes liées aux effets du sida sur les volumes de population.

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

TABLEAUX DE SYNTHÈSE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION U/P	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	43.400	1.900	45.300	39.858	1.088	4.353	0.04	0.04	0.14
1960	74.7	12.5	87.2	72.5	7.4	7.4	0.14	0.17	0.20
1970	88.7	25.1	113.9	87.5	13.2	13.2	0.22	0.28	0.30
1980	98.2	50.7	148.8	100.8	26.4	21.6	0.34	0.52	0.48
1990	116.0	78.4	194.3	120.6	47.8	25.8	0.40	0.68	0.61
2020	158.2	271.0	429.2	176.5	176.9	75.8	0.63	1.71	1.43

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	R A T I O S	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMEL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNP/PP
1930-1960	1.83	6.48	2.21	2.01	6.58	1.77		4.57	1.33
1960-1970	1.74	7.24	2.70	1.90	6.00	6.00	2.70	5.41	4.02
1970-1980	1.02	7.26	2.72	1.43	7.20	5.07	2.72	6.18	4.69
1980-1990	1.68	4.46	2.70	1.81	6.13	1.79	2.70	2.73	2.51
1960-1990	1.48	6.31	2.71	1.71	6.44	4.27	2.71	4.76	3.74
1990-2020	1.04	4.22	2.68	1.28	4.46	3.65	2.69	3.15	2.88

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par période)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DU MILIEU DES SECTEURS			
	RURALE DELTA R	URBAINE DELTA U	TOTALE DELTA P	AGRICOLE DELTA PP	INFORMEL DLT PNP1	MODERNE DLTPNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DPP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	31.3	10.6	41.9	32.6	6.3	3.0	0.25	0.78	0.15	0.07
1960-1970	14.0	12.6	26.7	15.0	5.8	5.8	0.47	0.56	0.22	0.22
1970-1980	9.5	25.5	35.0	13.3	13.2	8.4	0.73	0.38	0.38	0.24
1980-1990	17.8	27.7	45.5	19.8	21.4	4.2	0.61	0.44	0.47	0.09
1960-1990	41.3	65.9	107.1	48.2	40.5	18.5	0.61	0.45	0.38	0.17
1990-2020	42.2	192.6	234.8	55.9	129.0	50.0	0.82	0.24	0.55	0.21

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	33525	-35001	-1475	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	1.59	-1.00	-0.03	
DENSITE 1990	hab./km ²	37	20	25	1.9
PIB/hab. 1990	D.L./hab.	1531	1084	1368	1.4
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	4.69	2.97	0.00	1.6
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			-710	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			-0.01	

WA HORS NIGERIA (18 PAYS)

TABLEAUX DE SYNTHÈSE (SOURCE WALTPS)

A. POPULATION

1. EFFECTIFS

(en millions d'habitants)

ANNEE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX D'	RATIOS	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMELL PNP1	MODERNE PNP2	URBANISATION U/P	URB/RUR U/R	NON AG/AG PNP/PP
1930	23.715	0.885	24.600	21.722	0.576	2.303	0.04	0.04	0.13
1960	40.7	6.6	47.3	39.5	3.9	3.9	0.14	0.16	0.20
1970	49.0	11.9	60.9	48.7	6.1	6.1	0.20	0.24	0.25
1980	57.5	20.9	78.5	59.1	10.6	8.8	0.27	0.36	0.33
1990	67.9	32.9	100.8	70.8	19.4	10.5	0.33	0.48	0.42
2020	103.5	122.2	225.8	116.1	76.7	32.9	0.54	1.18	0.94

2. TAUX DE CROISSANCE

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			TAUX DE CROIS.	RATIOS	
	RURALE R	URBAINE U	TOTALE P	AGRICOLE PP	INFORMELL PNP1	MODERNE PNP2	NATURELLE	U/R	PNP/PP
1930-1960	1.82	6.94	2.21	2.01	6.61	1.80		5.03	1.37
1960-1970	1.87	6.05	2.55	2.13	4.44	4.46	2.43	4.11	2.27
1970-1980	1.83	5.77	2.57	1.94	5.77	3.69	2.60	4.08	2.78
1980-1990	1.67	4.62	2.54	1.83	6.21	1.88	2.73	2.90	2.57
1960-1990	1.72	5.48	2.55	1.97	5.47	3.34	2.59	3.70	2.54
1990-2020	1.42	4.47	2.72	1.66	4.69	3.87	2.73	3.02	2.71

3. ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE TOTAL

(en millions d'habitants par période)

PERIODE	POPULATION PAR MILIEU			POPULATION PAR SECTEUR			CONTRIBUTION A L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE			
	RURALE DELTA R	URBAINE DELTA U	TOTALE DELTA P	AGRICOLE DELTA PP	INFORMELL DLT PNP1	MODERNE DLTPNP2	URBAIN DU/DP	AGRICOLE DP/DP	INFORMEL DPNP1/DP	MODERNE DPNP2/DP
1930-1960	17.0	5.7	22.7	17.8	3.4	1.6	0.25	0.78	0.15	0.07
1960-1970	8.3	5.3	13.6	9.3	2.1	2.2	0.39	0.68	0.16	0.16
1970-1980	8.6	9.0	17.6	10.3	4.6	2.7	0.51	0.59	0.26	0.15
1980-1990	10.4	12.0	22.3	11.8	8.8	1.8	0.54	0.53	0.39	0.08
1960-1990	27.2	26.2	53.5	31.4	15.5	6.6	0.49	0.59	0.29	0.12
1990-2020	35.6	89.3	125.0	45.3	57.3	22.4	0.71	0.36	0.46	0.18

4. MIGRATIONS INTERNES DES ENTITES ET MIGRATIONS NETTES 1960-1990 ET 1990-2020

VARIABLE	UNITE DE MESURE	ENTITES D' IMMIGRATION	ENTITES D' EMIGRATION	ENSEMBLE DU PAYS	RATIOS ENTRE ENTITES D'IMMIGR. ET D'EMIGRATION
MIGRATION 60-90	1000 hab.	19012	-20032	-1020	
TAUX DE MIGRATION 60-90	% par an	1.63	-1.16	-0.03	
DENSITE 1990	hab./km ²	25	11	15	2.4
PIB/hab. 1990	D.I./hab.	1198	647	975	1.9
TX DE CROIS. PIB 60-90	% par an	4.22	1.60	0.00	2.6
MIGRATION 1990-2020	1000 hab.			-499	
TAUX DE MIGRATION 90-2020	% par an			-0.01	

PAYS 1960	PU NAJUSTEE		PU AJUSTEE		NU	R	PP	P
	Nbre	Pop.	Nbre	Pop.				
BENIN	8	198	10	212	0,104	1826	1710	2038
CAMEROUN	51	779	51	779	0,174	3699	3775	4479
CAP_VERT	2	35	2	35	0,175	165	152	200
COTE_D'IVOIRE	25	533	25	533	0,168	2650	2601	3183
GAMBIA	1	37	1	37	0,132	242	221	278
GHANA	98	1557	98	1557	0,230	5215	5465	6772
GUINEE	20	457	20	457	0,143	2737	2662	3194
GUINEE_BISSAU	2	43	2	43	0,082	481	437	524
LIBERIA	3	95	5	109	0,105	932	860	1041
NIGERIA	76	4241	253	5870	0,147	33973	32993	39843
SENEGAL	19	847	19	847	0,297	2005	2000	2852
SIERRA_LEONE	13	241	13	241	0,117	1823	1727	2064
TOGO	16	259	16	259	0,176	1210	1201	1469
BURKINA-FASO	36	526	36	526	0,099	4793	4552	5319
CENTRE AFRIQUE	15	257	15	257	0,206	992	1006	1249
MALI	18	270	18	270	0,055	4594	4259	4863
MAURITANIE	8	97	8	97	0,097	903	857	1000
NIGER	22	200	22	200	0,053	3575	3338	3774
TCHAD	9	171	9	171	0,056	2868	2649	3039
AFRIQUE OUEST	442	10842	623	12499	0,143	74683	72465	87182
AFRIQUE OUEST HORS NIGERIA	366	6601	370	6629	0,140	40710	39473	47339

Sources : Base des données WALTPS 1993

Où

PU Najustée = Population des centres urbains identifiés en milliers

PU Ajustée = Population urbaine ajustée en milliers

NU = Niveau d'urbanisation

P, U, R et PP correspondent respectivement à Population totale, urbaine, rurale et agricole.

Les taux de croissance sont en %.

PAYS 1970	PU NAJUSTEE		PU AJUSTEE		NU	R	PP	P	TAUX CROISSANCE		
	Nbre	Pop.	Nbre	Pop.					U	R	T
BENIN	18	425	18	446	0,168	2206	2140	2652	7,73	1,91	2,67
CAMEROUN	61	1328	66	1363	0,217	4930	5055	6293	5,75	2,91	3,46
CAP_VERT	2	50	2	50	0,185	222	205	272	3,72	3,00	3,13
COTE_D'IVOIRE	66	1485	66	1485	0,282	3791	3985	5276	10,79	3,65	5,18
GAMBIA	3	82	3	82	0,188	353	330	435	8,36	3,87	4,57
GHANA	133	2476	133	2476	0,287	6157	6660	8633	4,75	1,67	2,46
GUINEE	23	666	23	666	0,176	3108	3043	3774	3,84	1,28	1,68
GUINEE_BISSAU	3	79	3	79	0,124	563	519	642	6,34	1,58	2,05
LIBERIA	9	187	9	187	0,133	1218	1152	1405	5,50	2,72	3,04
NIGERIA	76	6486	609	13210	0,249	39738	38752	52948	8,45	1,58	2,88
SENEGAL	36	1387	36	1387	0,340	2690	2762	4077	5,06	2,98	3,64
SIERRA_LEONE	17	428	17	428	0,171	2077	2011	2505	5,91	1,31	1,95
TOGO	18	401	18	401	0,205	1553	1549	1954	4,45	2,53	2,89
BURKINA-FASO	52	832	52	832	0,136	5281	5131	6112	4,70	0,97	1,40
CENTRE AFRIQUE	21	455	21	455	0,286	1139	1207	1594	5,90	1,39	2,47
MALI	34	624	34	624	0,110	5076	4836	5701	8,76	1,00	1,60
MAURITANIE	13	222	13	222	0,179	1018	1006	1240	8,61	1,20	2,17
NIGER	23	343	23	343	0,074	4304	4039	4647	5,56	1,87	2,10
TCHAD	18	404	18	404	0,109	3289	3118	3693	8,99	1,38	1,97
AFRIQUE OUEST	626	18363	1164	25142	0,221	88711	87489	113852	7,24	1,74	2,70
AFRIQUE OUEST HORS NIGERIA	550	11876	555	11932	0,196	48972	48745	60904	6,05	1,87	2,55

Sources : Base des données WALTPS 1993

Où

PU Najusté = Population des centres urbains identifiés en milliers

PU Ajustée = Population urbaine ajustée en milliers

NU = Niveau d'urbanisation en milliers

P, U, R et PP correspondent respectivement à Population totale, urbaine, rurale et agricole.

Les taux de croissance sont en %.

PAYS 1980	PU NAJUSTEE		PU AJUSTEE		NU	R	PP	P	TAUX CROISSANCE		
	Nbre	Pop.	Nbre	Pop.					U	R	T
BENIN	36	901	32	944	0,273	2508	2589	3451	7,79	1,29	2,67
CAMEROUN	64	2348	92	2538	0,294	6101	6334	8639	6,41	2,15	3,22
CAP_VERT	2	74	2	74	0,251	222	207	296	3,98	0,01	0,86
COTE_D'IVOIRE	135	3305	135	3305	0,410	4764	5472	8069	8,33	2,31	4,34
GAMBIA	5	167	5	167	0,267	459	447	627	7,40	2,66	3,72
GHANA	170	3373	170	3373	0,302	7803	8489	11176	3,14	2,40	2,62
GUINEE	25	1093	25	1093	0,245	3367	3311	4460	5,07	0,80	1,68
GUINEE_BISSAU	5	146	5	146	0,185	641	605	787	6,26	1,31	2,05
LIBERIA	13	335	13	337	0,176	1577	1523	1913	6,05	2,61	3,14
NIGERIA	76	10327	1515	29744	0,423	40627	41736	70370	8,45	0,22	2,89
SENEGAL	47	2148	47	2148	0,384	3453	3607	5601	4,47	2,53	3,23
SIERRA_LEONE	20	721	20	721	0,237	2318	2290	3040	5,36	1,11	1,95
TOGO	19	631	19	631	0,243	1967	1969	2598	4,64	2,39	2,89
BURKINA-FASO	83	1341	83	1341	0,187	5845	5876	7187	5,28	1,10	1,76
CENTRE AFRIQUE	31	756	31	756	0,379	1240	1403	1996	5,20	0,86	2,28
MALI	66	1284	66	1284	0,190	5475	5437	6759	7,48	0,76	1,72
MAURITANIE	18	499	18	499	0,322	1050	1112	1549	8,45	0,31	2,25
NIGER	27	708	27	708	0,122	5116	4860	5824	7,51	1,74	2,28
TCHAD	22	851	22	851	0,190	3637	3545	4488	7,73	1,01	1,97
AFRIQUE OUEST	864	31010	2327	50660	0,340	98169	100813	148830	7,26	1,02	2,72
AFRIQUE OUEST HORS NIGERIA	788	20683	812	20917	0,267	57543	59077	78459	5,77	1,63	2,57

Sources : Base des données WALTPS 1993

Où

PU Najustée = Population des centres urbains identifiés en milliers

PU Ajustée = Population urbaine ajustée en milliers

NU = Niveau d'urbanisation

P, U, R et PP correspondent respectivement à Population totale, urbaine, rurale et agricole.

Les taux de croissance sont en %.

PAYS 1990	PU NAJUSTEE		PU AJUSTEE		NU	R	PP	P	TAUX CROISSANCE		
	Nbre	Pop.	Nbre	Pop.					U	R	T
BENIN	54	1758	41	1690	0,376	2801	2934	4491	6,00	1,11	2,67
CAMEROUN	64	4145	145	4751	0,414	6733	7237	11484	6,47	0,99	2,89
CAP_VERT	2	113	2	113	0,349	210	200	323	4,25	-0,55	0,86
COTE_D'IVOIRE	190	5577	190	5577	0,487	5866	7049	11443	5,37	2,10	3,55
GAMBIA	7	285	7	285	0,326	589	591	874	5,46	2,52	3,38
GHANA	188	4552	188	4552	0,315	9915	10734	14466	3,04	2,42	2,61
GUINEE	28	1496	28	1496	0,284	3774	3718	5270	3,19	1,15	1,68
GUINEE_BISSAU	6	252	6	252	0,262	712	689	964	5,63	1,05	2,05
LIBERIA	14	564	17	577	0,218	2071	2021	2648	5,54	2,77	3,31
NIGERIA	76	17806	2037	45487	0,486	48030	49816	93517	4,34	1,69	2,88
SENEGAL	54	3112	54	3112	0,427	4175	4399	7286	3,78	1,92	2,67
SIERRA_LEONE	20	1100	20	1100	0,298	2588	2576	3688	4,31	1,11	1,95
TOGO	19	1001	19	1001	0,290	2453	2442	3454	4,72	2,23	2,89
BURKINA-FASO	113	2051	113	2051	0,236	6630	6850	8681	4,34	1,27	1,91
CENTRE AFRIQUE	35	1022	35	1022	0,419	1420	1635	2442	3,06	1,36	2,04
MALI	67	1858	67	1858	0,227	6326	6293	8184	3,76	1,45	1,93
MAURITANIE	22	818	22	818	0,416	1146	1269	1964	5,05	0,88	2,40
NIGER	36	1224	36	1224	0,159	6454	6196	7678	5,62	2,35	2,80
TCHAD	22	1393	22	1393	0,255	4061	3999	5454	5,05	1,11	1,97
AFRIQUE OUEST	1017	50126	3049	78358	0,403	115954	120649	194311	4,46	1,68	2,70
AFRIQUE OUEST HORS NIGERIA	941	32320	1012	32871	0,326	67924	70833	100795	4,62	1,67	2,54

Sources : Base des données WALTPS 1993

Où

PU Najustée = Population des centres urbains identifiés en milliers

PU Ajustée = Population urbaine ajustée en milliers

NU = Niveau d'urbanisation

P, U, R et PP correspondent respectivement à Population totale, urbaine, rurale et agricole.

Les taux de croissance sont en %

IMAGE DE PEUPEMENT 2020

PAYS	POPULATION 1990			NU	POPULATION 2020			N U	TAUX CROISSANCE		
	U	R	P		U	R	P		U	R	P
NIGERIA	45.5	48.0	93.5	49	148.7	54.6	203.4	73	4,03	0,43	2,62
GHANA	4.6	9.9	14.5	31	19.1	17.5	36.6	52	4,90	1,91	3,15
COTE D'IVOIRE	5.6	5.9	11.4	49	22.8	8.5	31.3	73	4,81	1,23	3,41
CAMEROUN	4.8	6.7	11.5	41	19.8	10.1	29.9	66	4,87	1,37	3,24
MALI	1.9	6.3	8.2	23	5.6	9.0	14.6	38	3,74	1,19	1,95
BURKINA FASO	2.1	6.6	8.7	24	6.3	9.4	15.6	40	3,79	1,16	1,98
SENEGAL	3.1	4.2	7.3	43	10.7	6.2	16.9	63	4,20	1,33	2,84
NIGER	1.2	6.5	7.7	16	3.9	9.7	13.6	28	3,92	1,38	1,93
GUINEE	1.5	3.8	5.3	28	6.1	6.2	12.3	50	4,79	1,67	2,87
TCHAD	1.4	4.1	5.5	26	4.6	5.1	9.7	47	4,06	0,78	1,95
BENIN	1.7	2.8	4.5	38	5.9	4.1	9.9	59	4,25	1,24	2,68
SIERRA LEONE	1.1	2.6	3.7	30	3.9	4.1	8.0	49	4,31	1,57	2,62
TOGO	1.0	2.5	3.5	29	4.0	4.3	8.4	48	4,77	1,93	3,01
CENTRAFRIQUE	1.0	1.4	2.4	42	2.8	2.1	4.8	57	3,36	1,28	2,30
LIBERIA	0.6	2.1	2.6	22	1.9	3.7	5.6	34	4,07	1,93	2,52
MAURITANIE	0.8	1.1	2.0	42	2.6	1.2	3.9	68	3,97	0,25	2,28
GUINEE BISSAU	0.3	0.7	1.0	26	1.0	1.1	2.0	47	4,53	1,36	2,50
GAMBIA	0.2	0.9	1.1	19	1.0	0.9	2.0	52	4,40	1,58	2,78
CAP-VERT	0.1	0.2	0.3	35	0.3	0.2	0.5	56	3,36	0,46	1,76
AFRIQUE DE L'OUEST	78.3	116.2	194.3	40	271.0	158.2	429.2	63	4,22	1,04	2,68
AFRIQUE OUEST -NGA	32.8	68.2	100.8	32	122.2	103.5	225.8	54	4,47	1,42	2,72

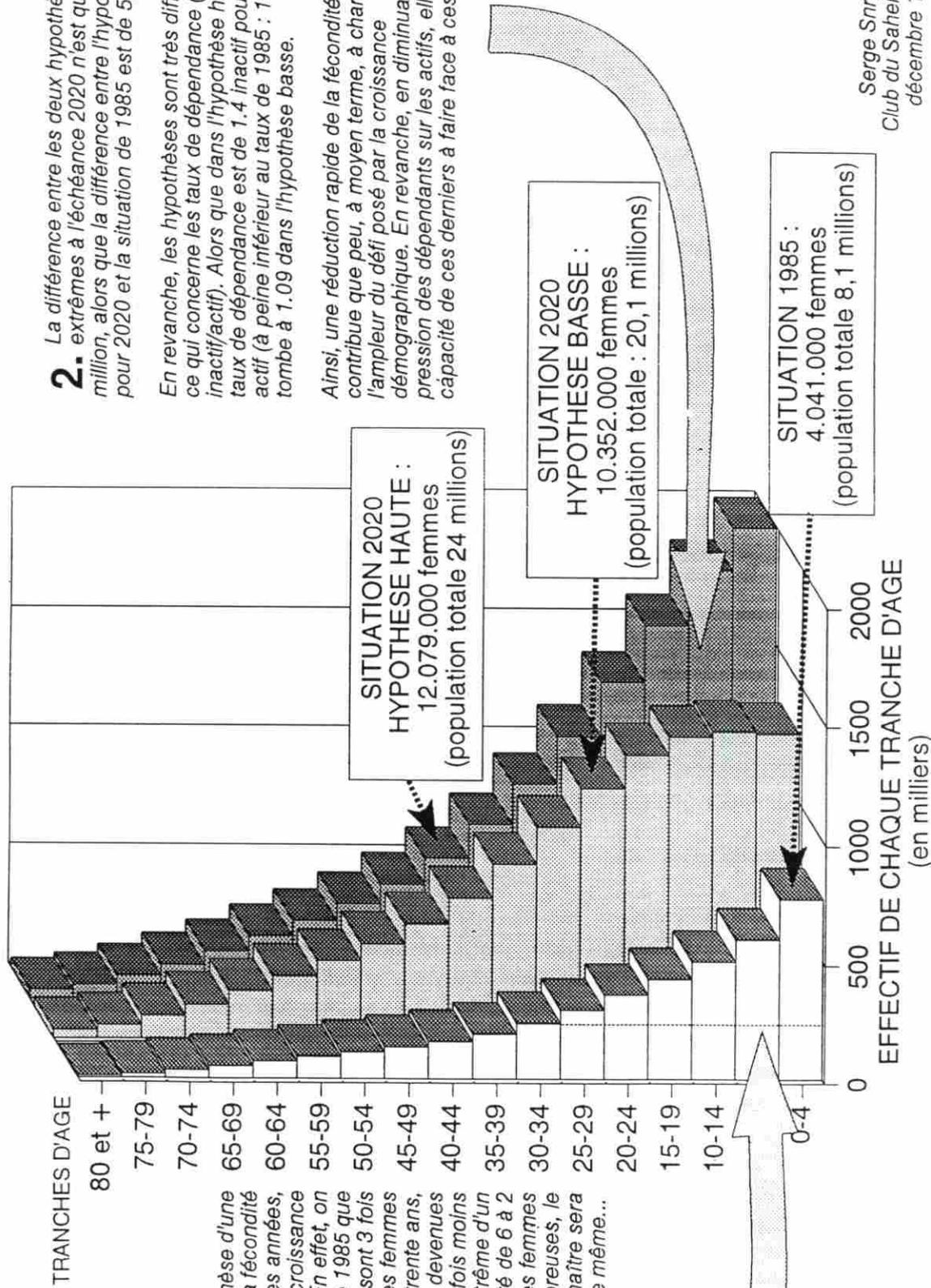
CLASSEMENT DES CENT PREMIERES VILLES
AFRIQUE DE L'OUEST
CLASSEES PAR TAILLE EN : 1990

NOM	PAYS	POP60	RANG60	POP70	RANG70	POP80	RANG80	POP90	RANG90
Lagos	NIGERIA	411289	3	904914	1	1835596	1	4337366	1
Abidjan	COTE D'IVOIRE	201743	5	573006	4	1246188	2	2110802	2
Dakar Aggl.	SENEGAL	528237	1	765747	2	1100112	3	1560650	3
Kano	NIGERIA	146953	8	301117	6	617133	7	1264552	4
Ibadan	NIGERIA	513821	2	673051	3	881691	4	1154922	5
Accra	GHANA	342700	4	569836	5	769247	5	1038355	6
Douala	CAMEROUN	131163	12	289907	7	569777	8	953273	7
Conakry	GUINEE	138512	9	285189	8	640608	6	948460	8
Cotonou	BENIN	70653	28	160336	19	363941	11	825911	9
Yaounde	CAMEROUN	67647	32	178870	15	414220	10	799696	10
Bamako	MALI	102057	17	235407	10	477597	9	766200	11
Kaduna	NIGERIA	45851	52	108666	32	257600	21	610513	12
Lome	TOGO	106657	15	190718	14	341088	16	609918	13
N'djaména	TCHAD	60056	35	150276	20	360297	13	587043	14
Freetown	SIERRA LEONE	138032	10	223166	11	360856	12	583421	15
Maiduguri	NIGERIA	90071	23	164699	18	301210	18	550775	16
Ouagadougou	BURKINA FASO	135017	11	214961	12	342240	15	545020	17
Bangui	CENTRE AFRIQUE	99472	21	203202	13	346598	14	473979	18
Niamey	NIGER	31138	79	97150	37	259448	20	445493	19
Nouakchott	MAURITANIE	39835	61	102766	33	265114	19	439425	20
Aba	NIGERIA	64961	33	122768	25	232058	24	438563	21
Ilorin	NIGERIA	86017	24	145644	22	246640	22	417611	22
Benin	NIGERIA	48708	45	98835	35	200590	28	407027	23
Kumasi	GHANA	182463	6	262106	9	322957	17	397912	24
Bouake	COTE D'IVOIRE	59222	36	121998	26	222254	25	360835	25
Port Harcourt	NIGERIA	69547	29	119262	29	204546	27	350765	26
Bobo-Dioulasso	BURKINA FASO	120845	13	170085	16	239389	23	336995	27
Monrovia	LIBERIA	69495	30	117993	30	199089	29	331903	28
Enugu	NIGERIA	72360	27	119500	28	197377	30	325961	29
Abeokuta	NIGERIA	104492	16	149203	21	213066	26	304234	30
Jos	NIGERIA	42420	56	79058	46	147365	35	274645	31
Calabar	NIGERIA	51428	42	87687	42	149531	34	254955	32
Onitsha	NIGERIA	101816	18	135511	23	180372	31	240065	33
Zaria	NIGERIA	101766	19	135466	24	180340	32	240060	34
Katsina	NIGERIA	57259	38	91529	39	146329	36	233908	35
Sokoto	NIGERIA	53925	40	87862	41	143174	38	233275	36
Porto-Novo	BENIN	60764	34	91904	38	139019	39	210263	37
Greater Banjul	GAMBIA	36751	67	68355	52	127139	41	207152	38
Owerri	NIGERIA	13899	162	33951	108	82954	68	202634	39
Bissau	GUINEE BISSAU	36397	69	64043	58	112707	47	198319	40
Akure	NIGERIA	40936	60	68889	51	115946	46	195118	41
Thiès	SENEGAL	53960	39	88232	40	135017	40	188517	42
Garoua	CAMEROUN	11668	198	34282	106	86662	63	178246	43
Ife	NIGERIA	101145	20	120610	27	143829	37	171510	44
Tamale	GHANA	41235	59	84676	44	120174	44	170537	45
Uyo	NIGERIA	18901	124	38726	93	79357	71	162588	46
Kaolack	SENEGAL	57537	37	85163	43	120868	43	161853	47
Alkaleri	NIGERIA	51866	41	75678	47	110432	48	161130	48
Yola	NIGERIA	49951	44	73761	48	108932	49	160856	49
Ado odo/ota	NIGERIA	48503	47	72296	49	107774	50	160643	50

CLASSEMENT DES CENT PREMIERES VILLES
AFRIQUE DE L'OUEST
CLASSEES PAR TAILLE EN : 1990

NOM	PAYS	POP60	RANG60	POP70	RANG70	POP80	RANG80	POP90	RANG90
Awgu	NIGERIA	44657	54	68338	53	104587	51	160045	51
Parakou	BENIN	12601	179	29171	126	67546	89	156367	52
Akko	NIGERIA	48546	46	70957	50	103727	52	151614	53
Ogbomoko	NIGERIA	178552	7	168920	17	159805	33	151185	54
Maroua	CAMEROUN	13988	160	37819	96	84730	65	146722	55
Oyo	NIGERIA	80640	25	98250	36	119713	45	145856	56
Numan	NIGERIA	46649	49	67652	54	98120	54	142296	57
Shendam	NIGERIA	44109	55	65118	56	96144	56	141937	58
Koidou	SIERRA LEONE	7422	291	37110	99	94344	57	139682	59
Bamenda	CAMEROUN	12347	186	29238	125	66023	91	139643	60
Minna	NIGERIA	25539	90	44865	80	78828	72	138479	61
Ziguinchor	SENEGAL	19908	120	45208	79	87675	60	136742	62
Zinder	NIGER	21396	114	36642	100	82098	69	133765	63
Bafoussan	CAMEROUN	27925	87	46409	75	78085	73	133572	64
Daloa	COTE D'IVOIRE	25456	92	48123	74	83312	66	132806	65
Oturkpo	NIGERIA	38377	63	57936	65	87473	61	132055	66
Itu	NIGERIA	36635	68	56130	67	86010	64	131779	67
Ilesha	NIGERIA	111550	14	117119	31	122967	42	129105	68
Makundi	NIGERIA	20835	117	38203	95	70061	82	128464	69
Yamoussoko	COTE D'IVOIRE	3745	625	17088	192	54802	107	126339	70
Maradi	NIGER	23525	100	34527	104	76715	75	124994	71
Tema	GHANA	15500	149	61513	60	87442	62	124291	72
Ondo	NIGERIA	45500	53	63550	59	88768	59	123983	73
Sapele	NIGERIA	37818	65	56022	68	82999	67	122952	74
Ahoada	NIGERIA	35938	71	54109	69	81475	70	122670	75
Saint-Louis	SENEGAL	37283	66	64399	57	97008	55	120981	76
Agbor	NIGERIA	25234	93	42517	84	71650	81	120727	77
Korhogo	COTE D'IVOIRE	16366	142	35195	102	68317	85	120457	78
Ado Ekiti	NIGERIA	22588	110	39426	90	68824	84	120125	79
Moundou	TCHAD	23668	97	40604	87	69668	83	119521	80
Ikom	NIGERIA	35698	72	52508	70	77240	74	113609	81
Ogoja	NIGERIA	34169	78	50964	72	76021	76	113385	82
Dutse	NIGERIA	29557	81	46167	77	72119	79	112645	83
Nsukka	NIGERIA	13404	171	26927	137	54105	108	108695	84
Sarh	TCHAD	28058	86	43660	82	67945	87	105726	85
Orlu	NIGERIA	22842	106	37670	97	62132	96	102465	86
Oshogbo	NIGERIA	98732	22	99134	34	99537	53	99942	87
Abeche	TCHAD	18989	122	32914	113	57060	101	98906	88
Ede	NIGERIA	75599	26	82638	45	90335	58	98745	89
Ségou	MALI	17445	132	38750	92	72078	80	96934	90
Toro	NIGERIA	45868	51	58781	62	75335	78	96543	91
Okitipupa	NIGERIA	34959	75	48846	73	68254	86	95366	92
N'gaoundere	CAMEROUN	10603	215	24144	148	50713	114	95346	93
Gombe	NIGERIA	28973	82	42976	83	63752	92	94561	94
Ugep	NIGERIA	28458	84	42453	85	63337	93	94485	95
Man	COTE D'IVOIRE	22911	105	39282	91	62898	95	94445	96
Abahaliki	NIGERIA	16559	140	29348	123	52023	113	92203	97
Gagnoa	COTE D'IVOIRE	13941	161	31632	116	58983	99	91517	98
N'kossamba	CAMEROUN	46440	50	60487	61	75842	77	90263	99
Mbour	SENEGAL	23143	102	31500	117	48280	117	87137	100

L'INERTIE DES PHENOMENES DEMOGRAPHIQUES EXEMPLE DE LA PYRAMIDE DES AGES DES FEMMES AU MALI : SITUATION 1985, HYPOTHESE BASSE ET HYPOTHESE HAUTE POUR 2020



2. La différence entre les deux hypothèses extrêmes à l'échéance 2020 n'est que de 1,7 million, alors que la différence entre l'hypothèse basse pour 2020 et la situation de 1985 est de 5,9 millions.

En revanche, les hypothèses sont très différentes en ce qui concerne les taux de dépendance (ratio inactif/actif). Alors que dans l'hypothèse haute 2020, le taux de dépendance est de 1.4 inactif pour chaque actif (à peine inférieur au taux de 1985 : 1.45), ce taux tombe à 1.09 dans l'hypothèse basse.

Ainsi, une réduction rapide de la fécondité ne contribue que peu, à moyen terme, à changer l'ampleur du défi posé par la croissance démographique. En revanche, en diminuant la pression des dépendants sur les actifs, elle renforce la capacité de ces derniers à faire face à ces défis.

1. Même dans l'hypothèse d'une réduction rapide de la fécondité dans les trente prochaines années, une grande partie de la croissance future est déjà acquise. En effet, on voit sur la pyramide de 1985 que les filles de 0 à 5 ans sont 3 fois plus nombreuses que les femmes de 30 à 35 ans. Dans trente ans, même si ces filles, devenues femmes, font trois fois moins d'enfants (hypothèse extrême d'un passage de la fertilité de 6 à 2 enfants par femme !), les femmes étant trois fois plus nombreuses, le nombre d'enfants à naître sera toujours le même...

BIBLIOGRAPHIE

1. BENIN

1. SEDES, SCET-AGRI, CCE : Etude d'une Image à Long Terme de l'Afrique au Sud du Sahara ; Annexe démographique Tome 1&2 ; Paris 1983 (Par la suite, cette étude sera désignée par le sigle ILTA)
2. Recensement Général de la Population et de l'Habitat. Tableaux statistiques, 1986.
3. INSEE, Service coopération : République du Dahomey, enquête démographique 1961. Résultats définitifs, Paris 1964.
4. Jean Louis VENARD : L'urbanisation du Bénin. Area International, Paris, Septembre-Octobre 1990.
5. N. LOPEZ-ESCARTIN : Données de base sur la population : BENIN ; Ceped, No 6 ; Paris, Août 1991

2. BURKINA FASO.

1. ILTA,
2. INSEE-Coopération : Enquête démographique par sondage en République de Haute-Volta 1960-1961. Paris 1970
3. INSD : Recensement général de la Population du Burkina Faso 1985 :
 - a : Résultats provisoires
 - b : Analyse des résultats définitifs
 - c : Structures par âge et sexe des villages du Burkina Faso
 - d : Principales données définitives
4. M.F. COUREL, A. COUREL et R. LARDINOIS : La population de la Haute-Volta au Recensement de Décembre 1975.

3. CENTRAFRIQUE.

1. ILTA
2. Ministère de l'économie, du Plan, des statistiques et de la Coopération internationale : Synthèse des données de population, Recensement de 1988. Janvier 1992.
3. Atlas Jeune Afrique sur la République Centrafricaine.

4. COTE D'IVOIRE

1. ILTA
2. Atlas Jeune Afrique
3. République de Côte d'Ivoire : Ministère du Plan et de la comptabilité nationale :

Recensement général de la Population et de l'Habitat 1988

 - 1) Résultats provisoires par localité
 - 2) Exploitation et comparaison 1965/1975/1988
4. Séminaire national de présentation des résultats du RGPH 1988.

5. CAMEROUN

1. ILTA
2. DACKAM NGANTCHOU R., HOVY B. et NGWE E. : Introduction à l'analyse démographique des villes moyennes du Cameroun; Vol. I IFORD , juillet 1989.
3. CHAMPAUD J. : Villes et campagne du Cameroun de l'Ouest; ORSTOM, Paris 1983.
4. République du Cameroun : Démo 87 : 7 millions et demi en 1976, 10 millions et demi en 1987.
5. République du Cameroun : Démo 87 : Volume III, Tomes 1&3 Analyse préliminaire : Evaluation des données ; Répartition par sexe et par âge de la population
6. MARGUERATY : Analyse numérique des migrations des villes du Cameroun; Travaux et documents de l'ORSTOM , Paris 1975.
7. NOISETTE : Rapport de mission 1992.
8. J.P. TIMNOU : Migration, urbanisation et Développement au Cameroun, Iford-Ceped, Les Cahiers de l'Iford No 4. 1993
9. N. LOPEZ-LESCARTIN : Données de base sur la population : CAMEROUN ; Ceped No 1, Paris Août 1991

6. CAP-VERT.

1. ILTA
2. Portugal, Provincios de Cabo Verde : Recenseamento General do Populacao 1960 ; Lisbon 1975.
3. Cabo Verde, Direction des Recenseamentos e ingueritos : Recenseamento do Populacao 1980.
4. CERPOD : Contribuicao para un estudo das migracoes e urbanizacao en Cabo Verdo ; C.A. Monteiro, Rapport de Recherche, Vol. No 4

7. GUINEE

1. ILTA
2. Ministère du Plan et de la Coopération internationale (Direction générale de la statistique et de l'informatique) :
 - Recensement général de la Population et de l'habitat, Février 1983
 - Résultats provisoires ; Conakry octobre 1987.
 - Recensement général de la Population et de l'habitat, Février 1983 :
 - Analyse des résultats définitifs ; Conakry décembre 1989.
3. Jean Louis VENARD : Projet de développement urbain de Conakry. Avril 1988

8. GUINEE BISSAU

1. ILTA
2. US Bureau of Census : Recensements de 1970 et 1979.

9. GAMBIE

1. ILTA
2. Central statistics Department : Population housing Census 1983 : General report, Volume I : Administrative and analytical procedures.
3. Central statistics Department : General Report ; Banjul, october 1987.
4. CERPOD : Migrations and urbanization in the Sahel : Gambia ; A. Ndow and H. Njai, Rapport de Recherche, Vol.No 3
5. N. LOPEZ-ESCARTIN : Données de base sur la population; ; Ceped No 11 ; Paris, Déc 1991

10.GHANA

1.ILTA

2. Republic of Ghana : Population census of 1984 ; Preliminary report ; Accra, dec. 1984
3. Republic of Ghana : Population Census of 1984 : Special report on localities by local authorities (by region : 10) ; Statistical Service , Accra, Ghana 1989
4. Republic of Ghana : 1984 Population Census of Ghana : Demographic and economic characteristics ; by region (10) ; Statistical Service , Accra, Ghana 1987

11.LIBERIA

1. ILTA

2. Republic of Liberia : Ministry of Planning and economic affairs : 1983 Census of population and housing ; summary population results. Monrovia, 1987.

12.NIGER

1. ILTA

2. République du Niger : Recensement général de la Population 1988. Résultats et analyses.
3. Ministère du Plan : Annuaire statistique séries longues ; Niamey 1991.
4. Atlas jeune Afrique 1981.
5. N. LOPEZ-ESCARTIN : Données de base sur la population : Niger. CEPED, Paris, Déc. 1992.
6. Rapport final du Séminaire National sur Population et Développement : Formulation d'un plan d'action. Niamey 1986
7. Jean Louis VENARD : Mission d'appui méthodologique pour l'étude de l'armature urbaine du Niger.
8. CERPOD : Migration et urbanisation au Sahel : Cas du Niger. Mell I.Wright et Alichina Idrissa K. ; Rapport de Recherche

13.NIGERIA

1.ILTA

2. Institute for Ressource Development : Demographic and health survey , 1986 (DHS) : ONDO state, Nigeria. Maryland, 1989.
3. Federal Bureau of Census Nigeria : 1991 Census of population, population by sexe by state and local government. Lagos, 1992.
4. Population association of Nigeria : Population data assessment in Nigeria ; Benin City, 1986.
5. EGUNJOBI (Layi) : Urban growth an housing policy dilema in Nigeria : 1988.
6. ADEPOJU (Aderanti) : Medium size town in Nigeria : Research and policy prospects ; 1983.
7. ORUBULOYE (I.O) et OYENEYE (O.Y.) : Population and development in Nigeria ; Nigeria institute of social and economic research, Ibadan .

14.MALI

1. ILTA

2. Atlas Jeune Afrique, le Mali ; 1980.
3. Direction nationale de la Statistique et de l'Informatique : Recensement général de la population et de l'habitat 1987 :

- Tome 1 : Etat de la population,
- Tome 2 : Répertoire des villages,
- Tome 3 : Natalité, fécondité, mortalité et migrations,
- Principaux résultats d'analyse.

Bureau central de recensement ; Bamako 1991.

4. Nations-Unies : World Population Prospects 1988 ; New York 1989.

5. Affaires économiques et financières de la République du Mali : Perspectives de la population du Mali 1963-1973.

6. CERPOD : Migration et urbanisation dans le Sahel : Le cas du Mali ; S. Diarra et M.Nadio, Rapport de Recherche , Vol. No..

7. N. LOPEZ-ESCARTIN : Données de base sur la population : MALI ; Ceped No 13, Paris Janvier 1992

15. MAURITANIE

1. ILTA

2. Atlas Jeune Afrique de la Mauritanie ; 1977.

3. Annuaire statistique 1990.

4. Bureau du Recensement : Résultats prioritaires du Recensement de la population et de l'habitat 1988 ; Volume I ; Nouakchott 1992.

5. Keumaye IGNEGONGBA : Fécondité et ethnie en Mauritanie ; CERPA-CERPOD, PARIS 1992.

6. Groupe de Démographie Africaine : Evolution des effectifs de la Population des Pays africains : Mauritanie. Paris, Septembre 1982.

7. Jean Paul LABORIE et Jean Francois LANGUMIER : L'urbanisation de la Mauritanie : Enquête dans trois villes secondaires : Rosso, Kiffa et Aioun-El-Atrouss ; Documentation Française, Paris 1988.

8. N. LOPEZ-ESCARTIN : Données de base sur la population : MAURITANIE ; Ceped No 14 ; Paris Janvier 1992

16. SENEGAL

1. ILTA

2. Direction de la Prévision et de la Statistique : les principaux résultats provisoires du recensement de la Population et de l'Habitat du Sénégal 1985 ; Dakar, 1989.

3. CERPOD : Migration et urbanisation au Sénégal ; A. Ba et I. Sarr; Rapport de Recherche, Vol. No..

4. N. LOPEZ-ESCARTIN : Données de base sur la population : Sénégal ; Ceped No 7; Paris Août 1991

5. Direction de la Prévision et de la Statistique : Répertoire des villages, dix volumes ; Transfert Editions

17. SIERRA LEONE

1. ILTA

2. I. M. SESAY : Population distribution and Migration, 1992

3. D.E. KAINDANEH & J.L.K. MUANA: Population and Environment.

4. SIERRA LEONE : National Report on Population and Development Inter-relationships.

18. TCHAD

1. ILTA

2. CEA (NU) : Séminaire national sur la population et développement au Tchad ; déc. 1984

3. INSEE -Coopération : Enquête démographique au Tchad 1964. Résultats définitifs : Tome 1, analyse des résultats. Paris, Juin 1966.

4. MASSOUR G. OUAIDOU : Evolution des effectifs de la population des pays africains : Tchad. Groupe de Démographie africaine, Paris ; nov. 1979.

5. N. LOPEZ-ESCARTIN : Données de base sur la population : TCHAD ; Ceped No 5 ; Paris, Août 1991

19. TOGO

1. ILTA

2. N. LOPEZ-ESCARTIN : Données de base sur la population : TOGO ; Ceped No 4 ; Paris Août 1991

20. REFERENCES GENERALES

1. Cathérine COQUERY-VIDROVITCH, Henri MONIOT : L'Afrique noire, de 1800 à nos jours : L'état des connaissances. Nouvelle Clio, PUF Paris 1992.

2. R. et M. CORNEVIN : Histoire de l'Afrique : des origines à nos jours ; Ed.: Petite Bibliothèque Payot, Paris 1964.

3. Sergio RICCA : Migrations Internationales en Afrique : Aspects légaux et administratifs. Harmattan, Paris 1990.

4. United Nations : World urbanisation prospects 1990 ; New York, 1991.

5. Nations-Unies : Annuaire démographique 1990 ; New York 1991.

6. Commission Economique pour l'Afrique : Annuaire Statistique pour l'Afrique 1978-1987 ; N.U. Addis Abeba.

7. Michel ARNAUD : L'urbanisation de l'Afrique de l'Ouest ; Draft, 07/93

8. F.K. BUAH : A history of West Africa from Ad 1000 ; Macmillan Publishers, London 1986

9. J.L LAMBORAY et A.E. ELMENDORF : Combating Aids and other sexual transmitted diseases in Africa : A review of the World Bank's Agenda for Action; WB Discussion Papers 181, Washington 1992

10. R. CLAIRIN et F. GENDREAU : La connaissance des effectifs de Population en Afrique : Bilan et évaluation ; Les Dossiers du Ceped No 1 ; Paris, Septembre 1988

11. Coalition Mondiale pour l'Afrique : L'impact du VIH/SIDA sur la croissance de la population en Afrique ; Réunion du Bénin, Juin 1993

12. Coalition Mondiale pour l'Afrique : Fiabilité des estimations sur la population et sources des données démographiques pour l'Afrique ; Réunion du Bénin, Juin 1993

13. Population et Société en Afrique au Sud du Sahara ; Sous la direction de Dominique Tabutin, Harmattan Paris 1988

14. Mortalité et Société en Afrique ; Sous la direction de Gilles PISON, Etienne VAN DE WALLE et Mpembele SALA-DIAKANDA ; PUF, Paris 1989

15. M.T. VU, E. BOS, A. LEVIN : Latin America and the Caribbean Region (and North America) Population Projections 1992-1993 Edition, Working Paper, World Bank ; WPS 1033, November 1992.

16. FNUAP : L'Etat de la Population Mondiale 1993 ; New-York, 1993.

17. Groupe de Démographie Africaine : L'évaluation des Effectifs de la Population des Pays Africains ; Tomes 1&2, Paris Janvier 1982, Novembre 1984

18. Perspectives à Long Terme en Afrique de l'Ouest : Population, Espace et Développement. Projet WALTPS, OCDE/Club du Sahel- BAD , Document de synthèse Première phase.